



RAPPORT FINAL

# EVALUATION DE LA CONTRIBUTION D'ONU FEMMES À L'AUTONOMISATION ECONOMIQUE DES FEMMES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE



#### ÉQUIPE D'ÉVALUATION :

**Cyuma Mbayiha**, Spécialiste de l'évaluation - Chef d'équipe

**Romain Diatta**, Analyste en évaluation - Recherche

**Linda Wirth**, Consultant - Expert Thématique

**Dr Oumy Ndiaye**, Consultant - Expert Thématique

#### GESTION DE L'ÉVALUATION :

**Inga Sniukaite**, Chief, Service d'évaluation indépendant d'ONU Femmes

**Lisa Sutton**, Directrice des Services indépendants d'évaluation et d'audit d'ONU Femmes

Conception et mise en page : **Yamrote A. Haileselassie**

Traduction : **Mmbi Abeng Du-nko Achu Samba**

---

© 2023 ONU Femmes. Tous droits réservés.

Photo de couverture : © Bureau régional d'ONU Femmes/AOC

Avertissement : L'analyse et les recommandations de ce rapport sont celles des Services indépendants d'évaluation et d'audit (IEAS) et ne reflètent pas nécessairement les points de vue d'ONU Femmes. Il s'agit d'une publication indépendante des Services.



# EVALUATION DE LA CONTRIBUTION D'ONU FEMMES À L'AUTONOMISATION ECONOMIQUE DES FEMMES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE



SERVICES D'ÉVALUATION ET D'AUDIT INDÉPENDANTS (IEAS)

Service d'évaluation Indépendant, IES

ONU FEMMES

*Dakar, Août 2023*

# TABLE DES MATIERES

---

ACRONYMS	V
SOMMAIRE EXÉCUTIF	VI
1. CONTEXTE	1
1.1. Contexte, But et portée	2
1.2. Méthode d'évaluation	4
1.3. Ethique et inclusivité de l'évaluation	6
1.4. Limitations	6
2. DESCRIPTION DU PORTEFEUILLE AEF	6
2.1. Vue de la programmation AEF dans la région AOC	6
2.2. Théorie du changement de l'AEF dans la région AOC	8
2.3. Analyse des parties prenantes	10
2.4. Budget	13
3. RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION	12
3.1. Pertinence	13
3.2. Cohérence	21
3.3. Efficacité	22
3.4. Efficience	37
3.5. Durabilité	46
3.6. Égalité des genres et droits de l'homme	52
4. CONCLUSIONS	40
5. LES LEÇONS APPRISSES	42
6. RECOMMANDATIONS	43
ANNEXES	<i>Separate volume</i>

# ACRONYMES

<b>AGRIFED</b>	Agriculture Femmes et Développement Durable
<b>CAR</b>	Central Africa Republic
<b>CIV</b>	Côte d'Ivoire
<b>CMR</b>	Cameroon
<b>OSC</b>	Organisation de la société civile
<b>RDC</b>	République démocratique du Congo
<b>EVAW</b>	Mettre fin à la violence à l'égard des femmes
<b>FAO</b>	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>GATE</b>	Responsabilité globale et suivi de l'utilisation de l'évaluation
<b>IEAS</b>	Services d'évaluation et d'audit indépendants
<b>IES</b>	Service d'évaluation indépendant
<b>IFAD</b>	Fonds international de développement agricole
<b>ILO</b>	Organisation internationale du travail
<b>LBR</b>	Liberia
<b>MLI</b>	Mali
<b>NER</b>	Niger
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>NGA</b>	Nigeria
<b>OHCHR</b>	Bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme
<b>PBF</b>	Fonds de consolidation de la paix
<b>PSH</b>	Paix, sécurité et action humanitaire
<b>RRR (or 3R)</b>	Reconnaître, réduire et redistribuer le travail de soins non rémunéré dans les programmes d'éducation et de formation tout au long de la vie
<b>SEN</b>	Senegal
<b>SDG</b>	Objectifs de développement durable
<b>SLE</b>	Sierra Leone
<b>SME</b>	Petites et moyennes entreprises
<b>UEMOA</b>	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
<b>UMOA</b>	Union Monétaire Ouest Africaine
<b>UN</b>	Nations Unies
<b>UNCCD</b>	Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification
<b>UNECA</b>	Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
<b>UNEG</b>	Groupe d'évaluation des Nations unies
<b>ONU FEMME</b>	Entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
<b>AOC</b>	Afrique de l'Ouest et centrale
<b>BRAOC</b>	Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre
<b>AEF</b>	Autonomisation économique des femmes
<b>WFP</b>	Programme alimentaire mondial



# EVALUATION DE LA CONTRIBUTION DE L'ONU FEMMES A L'AUTONOMISATION ECONOMIQUE DES FEMMES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE.

## BUT ET PORTEE DE L'EVALUATION

L'évaluation de la contribution d'ONU Femmes à l'Autonomisation Economique des Femmes (AEF) en Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC) vise à évaluer la pertinence, cohérence, efficacité, efficience et durabilité des programmes AEF dans la région, ainsi que les considérations relatives aux droits de l'homme et à l'égalité des sexes. L'évaluation couvre l'exercice du mandat intégré d'ONU Femmes dans la mise en œuvre des interventions AEF dans la région AOC entre 2018 et le troisième trimestre 2022.

L'évaluation a un double objectif : elle se penche sur le passé pour évaluer les succès et les défis globaux de la programmation de l'AEF depuis 2018, y compris l'expérience en matière d'agriculture résiliente au climat; elle se tourne également vers l'avenir pour évaluer la nouvelle orientation du domaine thématique vers le travail politique et normatif et pour formuler des recommandations basées sur les leçons tirées de la programmation de l'AEF d'ONU Femmes entre 2018 et 2022.

Les utilisateurs de cette évaluation sont principalement les décideurs et le personnel d'ONU Femmes au niveau des pays, des régions et du siège. Les autres utilisateurs de cette évaluation sont les acteurs qui travaillent directement sur l'AEF ou qui s'y intéressent. Une fois approuvé par l'IEAS, ce rapport sera diffusé parmi les parties prenantes d'ONU Femmes, les organisations non gouvernementales, les agences de l'ONU et les partenaires de développement, et téléchargé sur le système GATE pour un apprentissage global.

## QUESTIONS D'ÉVALUATION



Dans quelle mesure les initiatives AEF sont-elles pertinentes pour le contexte et les priorités de la région AOC? En particulier, dans quelle mesure les initiatives récentes (à partir de 2020) sont-elles pertinentes pour le contexte et les priorités de la région ?



Dans quelle mesure le bureau régional AOC d'ONU Femmes est-il stratégiquement positionné pour améliorer l'AEF ?



Les interventions AEF au niveau national sont-elles stratégiquement cohérentes et alignées sur les approches recommandées au niveau régional et mondial par ONU Femmes ?



Comment ONU Femmes a-t-elle mis en œuvre son mandat opérationnel, normatif et de coordination pour faire progresser l'AEF dans la région AOC ?



Les structures et mécanismes organisationnels d'ONU Femmes liés à l'AEF sont-ils favorables à l'obtention de résultats dans la région ?



Dans quelle mesure les leçons tirées des initiatives mises en œuvre sur le terrain sont-elles prises en compte dans l'approche régionale et vice versa ?



Quelle est la probabilité de résultats à long terme ou de poursuite du programme après la fin du soutien d'ONU Femmes et, en particulier, quelles sont les approches innovantes en matière d'AEF susceptibles d'être reproduites et étendues ?



Dans quelle mesure les considérations relatives au genre et aux droits de l'homme ont-elles été intégrées dans la conception et la mise en œuvre du programme ?



Les processus et activités mis en œuvre au cours des interventions ont-ils été exempts de discrimination pour toutes les parties prenantes, y compris les personnes handicap ?

## APPROCHE D'ÉVALUATION

L'évaluation a été menée par le Service d'évaluation indépendant (IES) sous la direction du Spécialiste Régional de l'évaluation pour l'AOC. L'équipe d'évaluation a utilisé une approche sensible au genre et basée sur les droits de l'homme, comme le prescrit la politique d'évaluation d'ONU Femmes, qui est alignée sur les orientations du Groupe d'évaluation des Nations unies (UNEG) sur l'intégration des droits de l'homme et de l'égalité des sexes dans l'évaluation.

Une méthode qualitative a été appliquée à cette évaluation, utilisant des informations orales et écrites obtenues à partir de sources multiples pour prendre en compte ou trianguler différents points de vue, notamment en posant des questions d'entretien ouvertes à une population restreinte mais représentative de personnes interrogées.

L'étude documentaire réalisée lors de la phase initiale a permis de comprendre le contexte et d'identifier les principales sources d'information pour l'évaluation.

L'évaluation a analysé les résultats à l'aide d'un cadre d'évaluation détaillé, en tenant compte des perceptions des personnes au fil du temps. Les changements signalés ont été évalués par rapport aux voies de résultats prévues, telles qu'elles ont été esquissées dans une théorie du changement reconstruite. Les informations non numériques permettent une évaluation plus nuancée des facteurs internes et externes qui influencent la performance.

L'évaluation a été réalisée conformément aux lignes directrices éthiques de l'UNEG, aux orientations de l'UNEG sur l'intégration du handicap dans l'évaluation et au code de conduite de l'UNEG en matière d'évaluation.

### DONNÉES COLLECTÉES



L'évaluation a principalement utilisé des **méthodes qualitatives**: l'équipe d'évaluation a analysé les résultats à l'aide d'un cadre d'évaluation détaillé.



**Analyse de portefeuille et l'analyse documentaire**: des informations écrites sur les résultats du programme recueillies auprès de plusieurs sources



Au total, **67 participants** ont répondu à une **enquête en ligne** ciblant le personnel d'ONU Femmes



La plupart des entretiens se sont déroulés virtuellement, tandis que des sessions en face à face pour les groupes de discussion et les entretiens ont été organisées avec les participants au bureau régional et dans trois bureaux pays (Liberia, Niger et Sénégal).



**Étude de cas** sur le programme phare "Agriculture intelligente au changement climatique", qui prévaut dans la région AOC

## POINTS SAILLANTS PAR CRITÈRES D'ÉVALUATION

### PERTINENCE

La programmation de l'AEF dans la région AOC est bien adaptée aux besoins de la région. Plus précisément, le travail d'ONU Femmes soutenant les activités génératrices de revenus des femmes est principalement axé sur le secteur agricole, qui contribue de manière significative à l'emploi et au PIB de la région. Une proportion considérable des interventions de soutien aux moyens de subsistance est intégrée dans des programmes plus vastes portant sur des domaines d'impact thématiques, tels que l'élimination de la violence à l'égard des femmes et la paix et la sécurité. Il est intéressant de noter que ces combinaisons thématiques sont nées de l'instabilité des conditions sécuritaires et climatiques qui prévalent dans la région du Sahel et ses environs. ONU Femmes a fait preuve d'agilité en répondant aux défis contextuels, tels que la pandémie de COVID-19.

Bien que l'accent soit de plus en plus mis sur le changement normatif et politique dans les programmes AEF mis en œuvre dans la région AOC, la majorité du portefeuille AEF est liée au mandat opérationnel d'ONU Femmes, consistant principalement en des interventions de génération de revenus dans le secteur de l'agriculture.

Un aspect clé des interventions économiques est qu'elles sont souvent intégrées dans des programmes appartenant à d'autres domaines d'impact tels que *la paix et la sécurité et l'action humanitaire, l'élimination de la violence à l'égard des femmes et la gouvernance*. Ces domaines d'impact utilisent les interventions AEF pour améliorer la protection et la réhabilitation des femmes.

Les initiatives AEF les plus fréquentes dans la région sont l'inclusion numérique, l'agriculture résiliente au climat, les coopératives de femmes et les approches politiques-normatives-institutionnelles. L'engagement basé sur les droits pour le bien-être économique des femmes (Beijing 1995) est explicitement reflété dans les priorités normatives de la stratégie du Bureau régional AOC qui sont bien représentées dans les portefeuilles des bureaux de pays, à savoir : la passation de marchés favorisant l'égalité des genres, la protection sociale sensible au genre et le genre et la relance budgétaire. Le domaine de travail des approches politiques, normatives et institutionnelles

s'aligne sur le nouvel accent programmatique du Bureau régional sur les normes, les lois et les politiques. Cependant, alors que la région AOC a clairement l'intention de travailler sur les politiques macroéconomiques, la composante monétaire des politiques macroéconomiques n'est pas clairement articulée. En outre, le portefeuille AEF ne comporte pas d'intervention spécifique visant à influencer les politiques et les lois qui régissent le travail décent pour les femmes.

### COHÉRENCE

La cohérence au sein de la programmation de l'AEF dans la région AOC est facilitée tout d'abord par le rôle central joué par l'équipe AEF du Bureau régional, qui fournit une assistance technique sur les interventions de l'AEF, produit des connaissances innovantes et cultive des partenariats au niveau régional pour l'action politique.

Deuxièmement, l'Initiative pour une agriculture résiliente au climat a été un facteur crucial dans l'harmonisation des pratiques, puisque chaque pays de la région a opté pour au moins une composante de l'initiative.

Les bureaux pays s'appuient sur les conseils reçus de l'unité AEF du bureau régional concernant la gestion du programme et la nouvelle analyse de la politique macroéconomique. L'initiative de programmation phare d'ONU Femmes a contribué de manière significative à la cohérence interne de la programmation AEF dans la région AOC. La programmation phare par le siège d'ONU Femmes a non seulement réduit la dépendance à l'égard de la micro-programmation à petite échelle, mais a également renforcé la cohérence globale de la programmation de l'AEF dans la région. Les cinq types d'interventions les plus fréquemment choisis par les bureaux pays sont également des éléments clés de l'initiative phare pour une agriculture intelligente face au climat: stratégies de marketing renforcées; amélioration de la productivité agricole à l'aide de technologies et de semences améliorées; renforcement des capacités des coopératives d'agricultrices; et accès à la propriété foncière et au financement. Tous les bureaux pays de la région ont opté pour au moins une des composantes de l'initiative pour une agriculture résiliente au changement climatique.

### EFFICACITÉ

Tous les programmes n'ont pas réussi à garantir l'accès des femmes au foncier et la demande d'amélioration de l'accès aux revenus et au financement reste bien supérieure à ce que les budgets des programmes peuvent permettre. Toutefois, les données d'évaluation montrent que les objectifs de renforcement des capacités pour atteindre les femmes ont été atteints ou dépassés. En ce qui concerne le travail normatif, ONU Femmes a contribué à la création d'environnements politiques qui éliminent les obstacles structurels à l'autonomisation économique des femmes aux niveaux local, national et régional, bien qu'à un niveau relativement modeste.

Une grande partie du soutien direct d'ONU Femmes à l'AEF dans la région a été apportée aux femmes des communautés rurales par le biais d'une série de projets financés, petits et grands, dans un contexte d'inquiétude croissante quant à l'impact du changement climatique sur la production agricole et les moyens de subsistance. Les parties prenantes et les bénéficiaires ont fait état d'avancées positives dans leurs compétences et leurs moyens de subsistance. Toutefois, ils ont également souligné la nécessité de poursuivre les progrès en termes d'accès à la terre, aux revenus, au financement et aux marchés.

Cela pourrait être attribué à l'accent relativement récent mis par ONU Femmes sur le travail normatif dans ce domaine. En particulier, l'initiative de passation de marchés publics favorisant l'égalité des sexes, lancée en 2022, a utilisé l'accès aux opportunités de passation de marchés pour renforcer les petites et moyennes entreprises (PME) dirigées par des femmes en Côte d'Ivoire, au Mali, au Nigéria et au Sénégal. Le projet s'appuie sur la volonté politique de tirer parti du contrôle exercé par le gouvernement sur les marchés publics et de réduire les pratiques discriminatoires pour atteindre l'objectif de 400 PME dirigées par des femmes ayant accès à de nouvelles possibilités de marchés publics favorables aux femmes dans ces quatre pays en l'espace de trois ans. De même, un projet sur les soins non rémunérés mis en œuvre au Sénégal a contribué à l'intégration des soins équitables et du travail domestique dans l'élaboration de plans de développement communautaire dans six municipalités. Toutefois, les initiatives en matière de marchés publics et de travail non rémunéré sont encore trop récentes pour donner lieu à des changements juridiques ou réglementaires au niveau national.

**EFFICIENCE**

La transition prévue vers des interventions macroéconomiques est entravée par les capacités existantes; et il y a eu une augmentation notable de la demande de soutien de la part de l'unité régionale AEF. Les modalités d'emploi posent un problème majeur: la plupart des membres du personnel de l'AOC sont actuellement employés dans le cadre d'un contrat de service. Cette situation soulève des inquiétudes quant à la gestion efficace de programmes complexes, surtout si l'on considère que le Bureau régional met désormais l'accent sur le changement normatif, qui nécessite une stratégie pluriannuelle pour une mise en œuvre réussie. Cette situation est encore aggravée par la perte potentielle de personnel expérimenté.

Selon la pratique actuelle, le bureau régional est responsable de la supervision, des conseils politiques, de l'appui technique et du développement des connaissances, et les bureaux nationaux sont responsables de la mise en œuvre du programme. D'après les commentaires de plusieurs personnes interrogées dans le cadre de l'évaluation, cet arrangement fonctionne bien pour la mise en œuvre du programme régulier. Cependant, lorsqu'il s'agit d'une vision politique à long terme, les ressources humaines disponibles dans la région sont limitées.

L'évaluation a noté que, la majorité du personnel des bureaux nationaux ayant été recruté sur la base de son expérience en matière de gestion de projet, l'accent mis par ONU Femmes sur la création d'une politique et d'un environnement juridique tenant compte de la dimension de genre ne correspondait pas aux capacités des bureaux nationaux. Cette situation, associée à la forte proportion de personnel bénéficiant de contrats à court terme, risque de peser lourdement sur le soutien régional et le système de gestion des connaissances qui, comme l'a souligné une précédente évaluation régionale, peut encore être amélioré.

**DURABILITE**

Les efforts d'ONU Femmes en matière de mobilisation des communautés rurales, de renforcement des capacités et de défense des politiques ont jeté de bonnes bases pour la création d'un environnement durable et propice à l'autonomisation économique des femmes.

La création et le renforcement des coopératives de femmes ont servi de base stable là où le financement des projets n'était pas maintenu. Ceci, ainsi que la création d'associations locales d'épargne et de crédit et l'acquisition de terres pour l'accès et/ou la propriété des femmes et leur formalisation dans les économies nationales par le biais d'un certain nombre de projets dans la région, a fourni une base solide pour la durabilité. En ce qui concerne la composante normative de l'AEF, l'évaluation reconnaît que la pratique consistant à cibler les acteurs gouvernementaux pour la formation, la consultation et le plaidoyer peut contribuer à la durabilité des interventions politiques nouvellement introduites.

**DROITS DE L'HOMME ET ÉGALITÉ DES GENRE**

ONU Femmes et ses partenaires ont adopté une approche réfléchie de l'AEF dans la région AOC, en tenant compte du contexte spécifique et des caractéristiques des femmes ciblées. Les interventions conçues pour les agricultrices donnent la priorité à l'action collective, tandis que les programmes tels que l'Affirmative Procurement Initiative et Second Chance Education se concentrent sur l'amélioration de l'agence individuelle. Cependant, l'évaluation a révélé la nécessité de mieux prendre en compte les différents niveaux d'identité susceptibles d'entraver la jouissance des droits économiques par les femmes ciblées. En particulier, l'inclusion des personnes handicapées s'est avérée insuffisante dans les programmes d'autonomisation économique, et les préoccupations des travailleurs domestiques n'ont pas été suffisamment prises en compte dans la programmation de l'AEF dans la région.

Les interventions d'ONU Femmes en AOC sont guidées par les principes d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes, tels que définis dans la Plate-forme d'action de Beijing et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. ONU Femmes et ses partenaires ont adopté diverses approches pour s'attaquer aux obstacles structurels à l'autonomisation économique, en tenant compte du contexte et du profil des femmes ciblées par des initiatives particulières. Si l'agence collective a été mise à profit avec succès pour les agricultrices et les entrepreneuses, il est possible de reconnaître le potentiel d'action en faveur des travailleuses domestiques, des femmes handicapées et, dans une moindre mesure, des femmes ayant survécu à la violence.

**RECOMMANDATION**

Le Bureau régional AOC devrait continuer à se concentrer sur la recherche et le plaidoyer en faveur d'un changement de politique afin de lever les obstacles structurels à l'autonomisation économique des femmes. Cela devrait également inclure les droits des femmes au travail décent et à la protection sociale, les politiques macroéconomiques monétaires et fiscales, les mécanismes budgétaires sensibles au genre, ainsi que la participation et le leadership des femmes dans les politiques et la mise en œuvre du changement climatique.



Le Bureau régional AOC devrait élaborer une typologie explicite des pays de la région, basée sur leur profil à partir de différents paramètres tels que leur situation économique et sécuritaire, la prévalence des personnes déplacées, et le fait qu'ils soient une destination ou un pays d'origine pour la migration. En tenant compte de ces facteurs, le bureau régional peut faciliter une programmation plus délibérée, personnalisée et intégrée de l'AEF en particulier dans les pays dont l'État est fragile, qui sont confrontés à des conflits et qui comptent un grand nombre de réfugiés.



Le Bureau régional AOC devrait progressivement s'efforcer d'améliorer les dispositions contractuelles pour son personnel chargé de l'autonomisation économique et de renforcer ses capacités dans le domaine des politiques macroéconomiques. L'équipe pourrait améliorer son rôle de centre de connaissances sur l'AEF et de fournisseur de conseils politiques grâce à de bonnes pratiques de gestion des connaissances.



Le Bureau régional AOC devrait fournir aux organisations et institutions locales les compétences et connaissances nécessaires pour assurer leur viabilité à long terme. Il est essentiel d'évaluer les programmes qui ont connu un déclin, marqué par une diminution de leur portée et de leur financement malgré leur pertinence et leur besoin continu dans la région. Cet examen pourrait faciliter la production d'idées novatrices pour relancer ces programmes dans le contexte actuel, soit en tant qu'initiatives autonomes, soit en tant que composantes intégrées dans des interventions en cours.



Le Bureau régional AOC devrait aller au-delà de la non-discrimination en s'assurant que sa politique d'autonomisation économique et ses propositions de programmes se réfèrent explicitement au handicap et aux groupes défavorisés afin de faciliter l'inclusion au stade de la mise en œuvre pour les communautés les plus pauvres et les plus marginalisées. L'étape de la mise en œuvre pour les communautés les plus pauvres et les plus marginalisées. ONU Femmes pourrait tirer parti de son pouvoir de rassemblement avec d'autres organisations des Nations Unies pour défendre conjointement les droits économiques des travailleurs domestiques.



Photo: © Bureau régional de l'ONU Femmes/AOC

# 1. CONTEXTE

Le Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC) a identifié le thème de l'autonomisation économique des femmes (AEF) comme méritant une évaluation, principalement en tant qu'exercice formatif, en raison de l'introduction de nouveaux programmes, y compris ceux axés sur la politique, les lois et les normes. Le bureau régional souhaitait également faire le point sur les résultats obtenus dans le cadre d'initiatives plus anciennes. Compte tenu de son importance stratégique, le Service d'évaluation indépendant (SIE) a ajouté cette évaluation régionale au plan d'évaluation dirigé par le SIE en 2022. L'évaluation de l'AEF a été lancée en octobre 2022 et sera utilisée au niveau des bureaux régionaux et pays.

Dans la stratégie mondiale 2018-2021 d'ONU Femmes, le domaine d'impact AEF figure en bonne place parmi les priorités programmatiques de l'entité. Le résultat de l'AEF est le suivant : "Les femmes bénéficient de la sécurité du revenu, d'un travail décent et de l'autonomie économique". Les produits correspondants concernent (1) les politiques de travail décent et de protection sociale ; (2) la propriété d'entreprise ; et (3) l'accès aux moyens de production agricole. Pour chacun de ces résultats, il existe un programme<sup>1</sup> phare associé. La nouvelle note stratégique du bureau régional articule les priorités régionales dans le domaine thématique de l'AEF, y compris :

- le changement climatique et l'agriculture intelligente face au changement climatique,
- le soutien aux PME dirigées par des femmes,
- l'intégration de la dimension de genre dans la politique économique dans le cadre des initiatives de relance post-COVID-19 et
- la protection sociale, y compris le travail non rémunéré.

Une étude documentaire des documents disponibles a permis d'identifier des initiatives liées aux trois premières priorités, ainsi que deux programmes explicitement consacrés à la protection sociale: Approches transformatrices pour reconnaître, réduire et redistribuer le travail de soins non rémunéré, coordonné au niveau du bureau régional avec les points focaux du programme dans les bureaux pays du Rwanda, Sénégal et de l'Afrique du Sud ; et la mise en œuvre de mesures de relance budgétaire en Afrique, géré par le siège mais mis en œuvre par le bureau régional et les six bureaux de pays. Selon la note stratégique, deux grands programmes régionaux seront mis en œuvre par les bureaux de pays avec la supervision et le soutien du bureau régional : *Le programme « Les femmes dans les chaînes de valeur de l'agriculture résistante au climat pour contribuer à la résilience socio-économique et climatique et le programme »*

*et « Marchés publics affirmatifs en partenariat avec la BAD pour améliorer les opportunités, y compris l'accès aux marchés publics et privés, pour les entreprises dirigées par des femmes au Nigéria, au Mali, au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Un nouveau programme régional intitulé "Transition vers l'économie verte tenant compte de la dimension de genre" (ou, en bref, "Genre et transition verte") n'est pas mentionné dans la note stratégique mais complète le programme Agriculture résistante au climat au niveau normatif.*

## 1.1 Contexte, but et portée

La Note stratégique du Bureau régional (2018-2021) reconnaît la nécessité d'une approche sensible au genre pour l'élaboration des politiques et la programmation de l'AEF dans la région de l'AOC. À cette fin, ONU Femmes a été très active depuis 2019 dans l'élaboration de notes politiques et de produits de connaissance sur des sujets tels que les femmes et le commerce, les emplois verts pour les femmes en Afrique, la protection sociale sensible au genre, les enquêtes sur l'utilisation du temps, les soins non rémunérés et les services de garde d'enfants.

En outre, ONU Femmes a abordé l'impact du changement climatique sur l'égalité des genres par le biais d'un programme phare visant à améliorer l'accès des femmes à la terre, au financement et aux compétences pour une agriculture résiliente au climat. La Commission économique des Nations unies pour l'Afrique<sup>2</sup> fait partie de plusieurs agences de l'ONU qui soutiennent les gouvernements nationaux pour garantir l'égalité des sexes dans les contributions déterminées au niveau national dans le cadre de l'Agenda 2030 et de l'Accord de Paris sur le changement climatique (2015). Le programme de résilience au changement climatique de la commission promeut les femmes en tant que moteurs du changement, plutôt que victimes du changement climatique.

<sup>1</sup>Améliorer la génération et la sécurité des revenus grâce au travail décent et à la protection sociale pour les femmes ; Stimuler l'égalité des chances pour les femmes entrepreneurs et Promouvoir l'accès des femmes à la terre et aux ressources productives pour une agriculture

résiliente au climat, respectivement.  
<sup>2</sup>Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, L'égalité dans le cadre du changement climatique. Rapport d'analyse sur le genre dans les politiques, les programmes et les processus NDC relatifs au changement climatique. Deuxième version, octobre 2020.

Une étude<sup>3</sup> sur l'AEF en Afrique de l'Ouest note que les donateurs et les acteurs régionaux accordent la priorité à l'augmentation de la productivité des agricultrices et à leur intégration dans des chaînes de valeur rentables, à l'accès des femmes entrepreneurs au financement, aux marchés et à un soutien plus large, ainsi qu'à la promotion d'environnements favorables et à la réforme des lois discriminatoires. Ceci est cohérent avec l'évolution d'ONU Femmes vers des programmes phares (désormais appelés "Accélérateurs d'égalité de genre"), la formation de partenariats avec des acteurs clés de l'AEF, y compris la Banque Africaine de Développement, les gouvernements nationaux et la mise en place de programmes conjoints avec d'autres agences des Nations Unies, y compris la FAO, le FIDA et le PAM.

La programmation de l'AEF dans la région AOC s'est concentrée sur la mise en œuvre de l'initiative phare sur la participation des femmes aux chaînes de valeur de l'agriculture résiliente au climat de 2018 à 2020.

Depuis lors, le programme a consolidé ses résultats dans le cadre de cette initiative et a introduit des composantes supplémentaires sur le genre et la transition écologique, la protection sociale et les soins non rémunérés afin de répondre aux priorités régionales liées au COVID-19 et à l'urgence climatique.

L'évaluation thématique de la contribution d'ONU Femmes à l'AEF dans la région AOC (2018-2022) a un double objectif : elle se tourne vers le passé pour évaluer les succès et les défis globaux de la programmation de l'AEF depuis 2018, y compris l'expérience en matière d'agriculture résiliente au climat ; elle se tourne également vers l'avenir pour évaluer la nouvelle orientation du programme vers le travail politique et normatif et formuler des recommandations basées sur les leçons tirées de la programmation de l'AEF d'ONU Femmes entre 2018 et 2022. Plus précisément, l'évaluation cherche à répondre à neuf questions regroupées en cinq critères d'évaluation (pertinence, cohérence, efficacité, efficience et durabilité), ainsi qu'à des considérations relatives aux droits de l'homme et égalité des genres.

L'évaluation a couvert l'exercice du mandat intégré d'ONU Femmes dans la mise en œuvre des interventions AEF dans la région AOC entre 2018 et le troisième trimestre de 2022. ONU Femmes adhère au principe de ne laisser personne de côté, et l'évaluation a intégré des considérations sur la façon dont les efforts affectent les groupes différemment (par exemple, le statut de handicap, les femmes les plus défavorisées)

et garantissent une approche inclusive.

Les efforts du Bureau régional en matière d'AEF s'inscrivent dans le cadre des résultats 2.1 et 2.2 de sa Note stratégique (2019-2021) (qui était au centre de cette évaluation) et sont alignés sur le Plan stratégique 2022-2025 d'ONU Femmes (domaine d'impact 2 et résultat 4) et sur le Plan stratégique 2018- 2021 d'ONU Femmes (résultat 3 et produits 8, 9 et 10). Étant donné qu'une partie importante du portefeuille AEF dans la région AOC est multithématique, l'évaluation a exploré les liens entre la programmation AEF et d'autres domaines d'impact. La composante AEF des programmes appartenant au domaine d'impact 3 Élimination de la violence à l'égard des femmes (EVAF) et au domaine d'impact 4 Paix, sécurité et action humanitaire (PSH) sert à améliorer les moyens de subsistance et à réduire la vulnérabilité des femmes touchées par des conflits ou des catastrophes.

La portée géographique comprenait l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, avec un travail de terrain approfondi au Libéria et au Niger et le Bureau régional au Sénégal. La couverture géographique de la programmation AEF d'ONU Femmes dans la région AOC couvre sept bureaux Pays, et les efforts AEF sont mis en œuvre dans environ 11 pays.

L'évaluation a également examiné les programmes régionaux et nationaux conçus conformément aux initiatives de programmation phare de l'AEF, en particulier sur l'agriculture intelligente face au changement climatique (qui était au centre de l'étude de cas), ainsi que sur l'approvisionnement affirmatif pour les femmes entrepreneurs. L'évaluation a porté sur le travail de coordination d'ONU Femmes, y compris l'action conjointe avec les agences des Nations Unies, les institutions financières régionales et internationales et les principales organisations de la société civile (OSC), afin d'identifier l'avantage comparatif et la valeur ajoutée d'ONU Femmes en matière d'autonomisation des femmes dans la région.

Les utilisateurs de cette évaluation devraient être principalement des décideurs et le personnel d'ONU Femmes au niveau des pays, des régions et du siège. L'évaluation est également destinée aux parties prenantes d'ONU Femmes, aux organisations non gouvernementales, aux agences de l'ONU, aux OSC et aux partenaires de développement. Les résultats de l'évaluation seront accessibles au public par le système GATE pour l'apprentissage global.

<sup>3</sup> Mayra Buvinic, Megan O'Donnell, and Shelby Bourgault, L'autonomisation économique des femmes en Afrique de l'Ouest : Vers une recherche pratique Agenda, Working Paper 557, October

## 1.2. Méthode de l'évaluation

L'évaluation a principalement utilisé des méthodes qualitatives : l'équipe d'évaluation a analysé les résultats à l'aide d'un cadre d'évaluation détaillé<sup>4</sup>, en tenant compte des perceptions d'une population représentative de personnes interrogées sur l'évolution des résultats dans le temps. Des informations écrites sur les résultats du programme ont été recueillies auprès de plusieurs sources et évaluées par rapport aux voies de résultats prévues, telles qu'elles ont été esquissées dans une théorie du changement restructurée<sup>5</sup>. Les documents de politique et de recherche élaborés par ONU Femmes, FAO et FIDA (voir la bibliographie) ont été essentiels pour apprécier la composante normative des pratiques de l'AEF dans la région. *Le Cadre pour une agriculture résiliente au le climat inclusif du point de vue du genre et de la société*<sup>6</sup> a été utilisé pour comprendre et interpréter les pratiques liées à l'Initiative pour une agriculture intelligente face au changement climatique qui prévaut dans la région de l'AOC.

La plupart des entretiens se sont déroulés virtuellement, tandis que des sessions en face à face pour les groupes de discussion et les entretiens ont été organisées avec des participants au bureau régional et dans trois<sup>7</sup> bureaux pays (Liberia, Niger et Sénégal). Cela a apporté une dimension supplémentaire aux preuves, parallèlement aux visites sur le terrain et à l'examen des documents. Au cours de la phase initiale, l'équipe d'évaluation a stratégiquement identifié les informateurs clés pour l'évaluation par le biais d'un échantillonnage ciblé. La sélection des informateurs pour les entretiens semi-structurés en ligne et en personne a été guidée par les critères décrits à l'annexe 5, tels que leur catégorie, leur niveau perçu d'implication avec ONU Femmes ou leurs contributions à la conception, à la mise en œuvre ou à l'avancement des programmes d'AEF.

<sup>4</sup> Annexe 3 Cette matrice montre comment chaque critère d'évaluation et les questions correspondantes ont été traités.

<sup>5</sup> Annexe 4 Diagramme de la théorie du changement

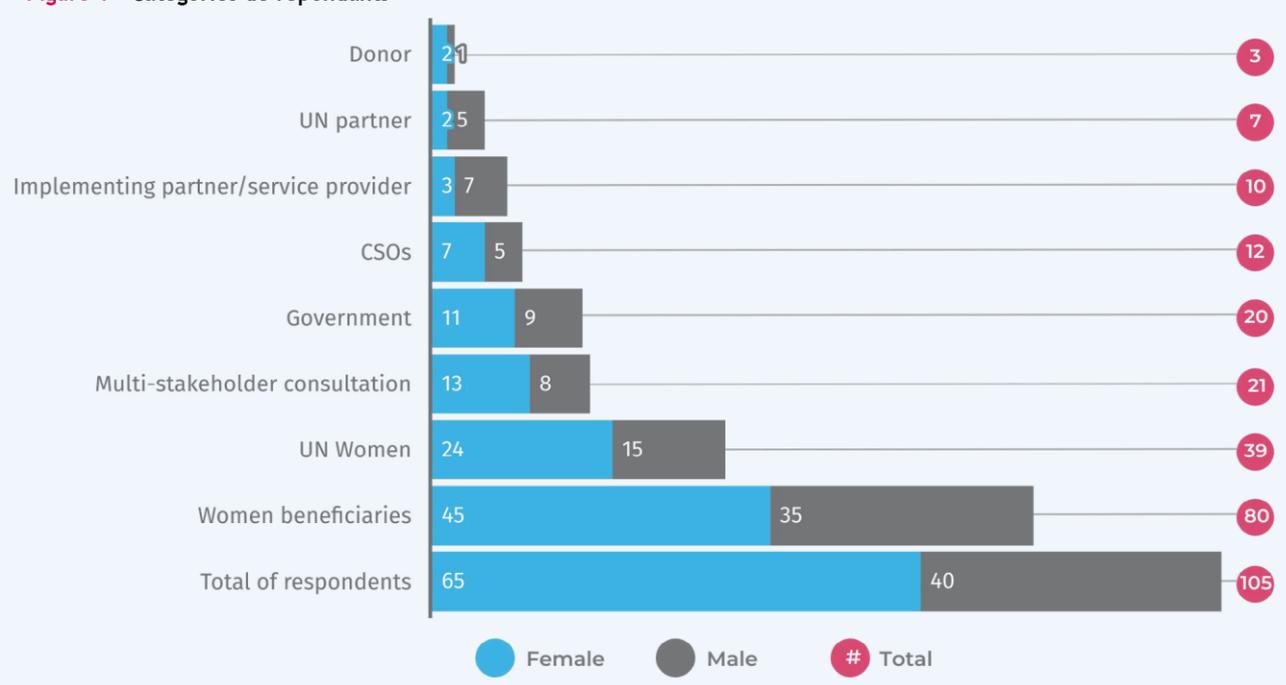
<sup>6</sup> Huyer S, Simelton E, Chanana N, Mulema AA and Marty E (2021) - *Expanding Opportunities: A Framework for Gender and Socially-Inclusive Climate Resilient Agriculture*, Frontiers in Climate, 3, December 2021.

<sup>7</sup> Au stade initial, six pays étaient éligibles pour des entretiens en face-à-face : Liberia, Mali, Niger, Nigeria, RDC et Sénégal. Le Liberia a été retenu car il dispose de programmes visant à donner aux femmes le droit à la propriété foncière, en plus

d'une combinaison variée de programmes AEF, EVAW et PSH. Le Nigeria était déjà couvert par l'évaluation institutionnelle sur l'AEF. Le Mali n'était pas sûr pour les déplacements. Le Sénégal a été préféré à la RDC en raison de la grande diversité des programmes normatifs en matière d'AEF dans ce pays.



Figure 1 - Catégories de répondants



Au total, 67 participants ont répondu à une enquête en ligne ciblant le personnel d'ONU Femmes. Cela a ajouté une facette supplémentaire de preuves à l'évaluation, améliorant le processus de référencement croisé avec d'autres sources d'ONU Femmes.

La décision d'axer une étude de cas<sup>8</sup> sur le programme phare Agriculture intelligente face au climat a été motivée par une analyse de portefeuille qui a mis en évidence sa mise en œuvre dans chaque pays de la région<sup>9</sup>. Son importance est encore soulignée par son champ d'application étendu et sa durée relativement longue, de trois ans en moyenne.

### 1.3 Ethique et inclusivité de l'évaluation

Le principal cadre éthique et méthodologique de cette évaluation est constitué par les documents d'orientation existants des Nations unies<sup>10</sup>. L'évaluation a suivi des lignes directrices strictes pour garantir le respect de la dignité de tous les participants, y compris ceux qui sont handicapés et/ou marginalisés. Au début de chaque entretien, les participants ont été clairement informés de l'objectif de l'évaluation et de la manière dont l'équipe d'évaluation utiliserait les informations qu'ils ont communiquées. Les évaluateurs ont souligné leur indépendance, et les participants ont été informés de leurs droits, notamment de la possibilité de refuser de participer, et ont reçu l'assurance que leurs réponses seraient traitées de manière confidentielle.

Pour préserver la confidentialité, les informations de l'enquête en ligne sont restées totalement anonymes et les transcriptions des entretiens n'ont pas fait référence à des identités individuelles. Les informations recueillies ont été stockées conformément au guide de gestion des données de l'IES. Pour évaluer la manière dont le principe "Ne laisser personne de côté" et l'égalité des genres ont été pris en compte dans la conception et la mise en œuvre des initiatives AEF, l'évaluation s'est appuyée sur le cadre d'intersectionnalité de Kimberlé Crenshaw.

### 1.4 Limitations

Pour des raisons de sécurité et de budget, l'évaluation n'a pu se rendre que dans trois des cinq pays initialement sélectionnés pour des entretiens en personne. En conséquence, la contribution des méthodes d'observation à l'ensemble des preuves étayant les conclusions de l'évaluation a été limitée.

L'étendue de l'évaluation a nécessité une perspective globale, qui a permis d'identifier les grandes tendances des pratiques d'autonomisation économique d'ONU Femmes dans la région. Cependant, elle n'a pas permis de vérifier de près les affirmations et les chiffres présentés dans les rapports périodiques concernant l'étendue de la population touchée par des initiatives spécifiques visant à renforcer le pouvoir économique des femmes. Cela dit, les nombreuses évaluations menées dans la région<sup>11</sup> sur les programmes AEF ont fourni des informations fiables sur les

<sup>8</sup> Annexe au présent rapport : Étude de cas sur l'agriculture résiliente au changement climatique

<sup>9</sup> Au-delà des cinq pays officiels : République Centrafricaine, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal

<sup>10</sup> Documents de l'UNEG (code de conduite pour l'évaluation, lignes

directrices éthiques, orientations sur l'intégration du handicap dans l'évaluation et sur l'intégration des droits de l'homme et de l'égalité des sexes dans l'évaluation) et politique d'évaluation d'ONU Femmes.

<sup>11</sup> Annexe 2 : Évaluations de projets d'ONU Femmes

réalisations et les défis.

En outre, en raison de contraintes de temps ou de budget, l'évaluation n'a pas eu la capacité d'étudier les interactions mises en œuvre par d'autres agences des

Nations unies ou des acteurs clés impliqués dans l'AEF. Cela aurait pu fournir des informations précieuses sur la coordination, la cohérence et les chevauchements potentiels entre leurs activités.



Photo: © Bureau régional de l'ONU Femmes/AOC

## 2. DESCRIPTION DU PORTEFEUILLE AEF

## 2.1 Vue de la programmation AEF dans la région AOC

Le Bureau régional considère le domaine d'impact AEF comme sa priorité la plus importante: « Le premier domaine prioritaire régional est l'autonomisation économique des femmes, axée sur la sécurité des revenus, le travail décent et l'autonomie économique<sup>12</sup> ». Il s'agit de mettre en œuvre trois programmes phares (voir tableau 2) "dans les secteurs suivants<sup>13</sup> : "l'agriculture, l'énergie, les industries extractives et les infrastructures, afin d'ancrer le travail de ses bureaux nationaux" (id.). Les trois programmes phares ne portent pas nécessairement le même nom, comme le montre le tableau 1 ci-dessous.

Le "cadre de résultats de développement" du Bureau régional pour 2022-2025 comporte un résultat lié à l'autonomisation économique, ainsi que deux produits correspondants. Le résultat recherché par ONU Femmes est de s'assurer que les normes mondiales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes soient effectivement traduites dans des lois, des politiques et des institutions tenant compte de la dimension de genre.

Une recherche combinée sur OneApp et ATLAS révèle<sup>14</sup> un total de 42 programmes axés sur l'autonomisation économique. Vingt pour cent de ces programmes relèvent d'un autre domaine d'impact, à savoir la violence contre les femmes ou la paix, la sécurité et l'action humanitaire. Ces initiatives portent principalement sur la protection et la réhabilitation des femmes. Il existe notamment quelques cas<sup>15</sup> où des programmes classés dans des domaines d'impact autres que l'autonomisation économique abordent des questions clés liées à l'autonomisation économique. Les initiatives en faveur de la réhabilitation économique des femmes sont considérées comme faisant partie intégrante de la réponse d'ONU Femmes aux problèmes de paix, de sécurité et d'action humanitaire dans la région.

**Tableau 1 - Alignement sur la stratégie globale**

#	AEF PRODUIT (STRATÉGIE GLOBALE)	INITIATIVE CONNEXE DU PROGRAMME PHARE (SIEGE)	INITIATIVE CONNEXE DU PROGRAMME PHARE (AOC)
1	Plus de politiques en faveur du travail décent pour les femmes	Renforcer la génération et la sécurité des revenus par un travail décent et une protection sociale pour les femmes	Travail de soins non rémunéré et travail domestique
2	Plus de femmes possèdent, lancent et/ou gèrent mieux les PME et les grandes entreprises	Stimuler l'égalité des chances pour les femmes entrepreneurs	Les femmes entrepreneurs à travers les marchés publics affirmatifs
3	Plus de femmes rurales ont accès aux ressources productives et s'engagent dans l'agriculture durable pour les femmes.	Promouvoir l'accès des femmes à la propriété foncière et aux ressources productives pour une agriculture résiliente au changement climatique	L'AEF par le biais d'une agriculture résiliente au changement climatique

Source: Données compilées par l'équipe d'évaluation (Q4 2022)

<sup>12</sup>Note stratégique du bureau régional de l'AOC (2018-2021), p.12

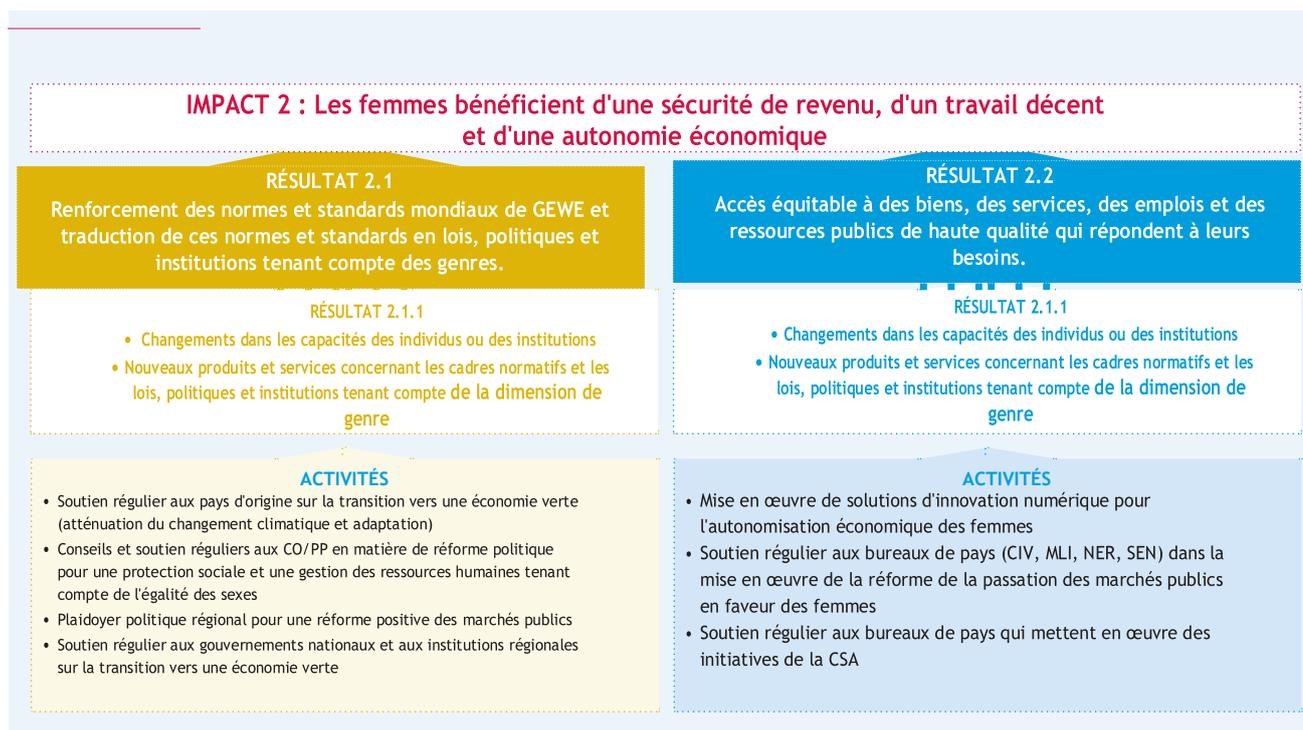
<sup>13</sup>D'après l'examen des programmes d'autonomisation économique de la région, l'agriculture est le principal secteur de mise en œuvre de l'AEF. Exceptionnellement, le programme "Genre et route" du Cameroun fait partie d'un programme d'infrastructure, mais ses résultats ne sont pas liés à la construction d'infrastructures.

<sup>14</sup>The 3R and Engendering Fiscal Stimulus programmes are implemented in the region but mapped at headquarters level. Les programmes 3R et Engendrer la relance budgétaire sont mis en œuvre dans la région mais cartographiés au niveau du siège.

<sup>15</sup>Par exemple, au Libéria, il existe un programme spécifique de 2 millions de dollars US axé sur un

aspect crucial de l'autonomisation économique : l'accès à la foncière. Toutefois, ce programme est classé dans le domaine d'impact "Femmes, paix et sécurité" d'ONU Femmes Libéria. De même, un programme de 1 500 000 USD ciblant la budgétisation sensible au genre, le financement innovant et les cadres de responsabilisation est également enregistré dans le domaine d'impact Femmes, paix et sécurité. Enfin, le financement de l'agriculture intelligente face au climat en République Centrafricaine provient du Fonds de consolidation de la paix.

Figure 2 - Chaîne de résultats AEF (Bureau régional de l'AOC)



Source: Data compiled by the evaluation team (Q4 2022)

## 22 Théorie du changement de l'AEF dans la Région AOC

L'équipe d'évaluation a attentivement pris en compte de nombreux facteurs lors de la reconstruction d'une théorie du changement<sup>16</sup> spécifique à la région<sup>16</sup> pour le domaine d'impact AEF dans la région AOC pendant la période 2018- 2021, notamment

1. La théorie globale du changement élaborée pour l'AEF dans le cadre du plan stratégique 2018-2021<sup>17</sup> d'ONU Femmes (domaines thématiques 4 et 5), une nouvelle théorie globale prospective du changement pour l'AEF élaborée pour le plan stratégique 2022-2025 et le triple mandat intégré d'ONU Femmes (normatif, opérationnel et de coordination).
2. Les interventions émergentes telles que l'accès des femmes à la foncière, aux outils financiers et aux nouvelles technologies pour la productivité agricole, la lutte contre le travail non rémunéré et la pauvreté en temps, les marchés publics favorisant l'égalité des genres et l'adaptation et la résilience au changement climatique tenant compte de l'égalité des genres.
3. Les points communs et la diversité des contextes nationaux dans la région AOC, y compris le fait que plusieurs interventions majeures enregistrées dans les domaines d'impact de la violence contre les femmes et de la paix, de la sécurité et de l'action humanitaire abordent des questions clés d'autonomisation économique, y compris le régime foncier. L'idée qui sous-tend ces interventions thématiques hybrides est liée à des contextes où la sécurité et la protection de l'intégrité psychologique et physique des femmes sont une condition préalable à leur autonomisation économique. Une programmation multithématique est nécessaire dans les contextes où règnent la fragilité de l'État, les bouleversements politiques, les déplacements massifs de population et le terrorisme

Le diagramme de la figure 3 comprend un bloc de résultats axé sur la protection et les droits de l'homme, ainsi que trois résultats soutenus par des programmes phares actifs en AOC. L'évaluation suggère que l'énoncé le plus plausible de la théorie du changement est le suivant :

*"En assurant la protection des femmes, des filles et des personnes ayant des besoins particuliers contre la violence, leur sécurité est garantie car les trois différences de risque entre les genres, en particulier la vulnérabilité, la capacité et l'exposition des femmes, ont été prises en compte de manière efficace".*

*"Si les femmes, les jeunes filles et les personnes ayant des besoins particuliers sont protégées contre la violence et améliorent leur état psychologique et nutritionnel et accèdent à des énergies renouvelables ou durables, y compris dans les zones touchées par des conflits et des catastrophes, leur sécurité et leur santé physique et mentale sont assurées et leurs droits humains respectés parce que les trois différences de risque entre les genres, en particulier en termes de vulnérabilité, de capacité et d'exposition des femmes, ont été prises en compte."*

Les autres résultats déjà reflétés dans la note stratégique régionale peuvent être formulés comme suit :

*"Si la sécurité foncière des femmes est renforcée, si la productivité des petits exploitants est accrue et si les possibilités de monter dans la chaîne de valeur sont encouragées, un plus grand nombre de femmes rurales augmentent leur sécurité de revenu et améliorent leurs conditions de travail et leur résilience au changement climatique en utilisant des ressources productives et en s'engageant dans l'agriculture durable parce que la discrimination à l'égard des femmes pour l'accès aux actifs productifs et les principaux obstacles au financement sont éliminés."*

*"Si les marchés publics sont sensibles à la dimension de genre et que la capacité des femmes entrepreneurs à bénéficier des marchés publics est renforcée, un plus grand nombre de femmes possèdent, lancent et/ou gèrent des entreprises parce qu'un cadre institutionnel et politique favorable est en place".*

*"Si les soins non rémunérés et le travail domestique sont reconnus comme un obstacle majeur à l'accès des femmes à un travail décent et si les organisations de femmes sont habilitées à participer aux débats et aux processus décisionnels concernant les investissements publics dans l'économie des soins, alors un plus grand nombre de politiques favorisent le travail décent et la protection sociale pour les femmes parce que les obstacles politiques, sociaux et économiques ont été levés."*

Un résultat implicite sur les droits de l'homme et l'intégrité physique et mentale est considéré comme un contributeur clé à l'objectif global de l'AEF

<sup>16</sup>La version graphique se trouve à l'annexe 4

<sup>17</sup>Théories du changement pour les priorités thématiques d'ONU Femmes : Obtenir des résultats transformateurs pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, 2017 - Plan stratégique 2018-2021 d'ONU Femmes, voir les théories

du changement sous la priorité thématique 5 : Plus de politiques favorisant le travail décent et la protection sociale pour les femmes et la priorité thématique 6 : Plus de femmes possèdent, lancent et/ou gèrent mieux les petites et moyennes entreprises et les grandes entreprises.

Si (1) les politiques macroéconomiques sont conçues pour accroître les possibilités d'emploi pour les femmes et créer un espace pour des investissements publics sensibles au genre dans les services et la protection sociale ;

Si (2) les soins non rémunérés et le travail domestique sont réduits et redistribués à travers des investissements sensibles au genre dans les

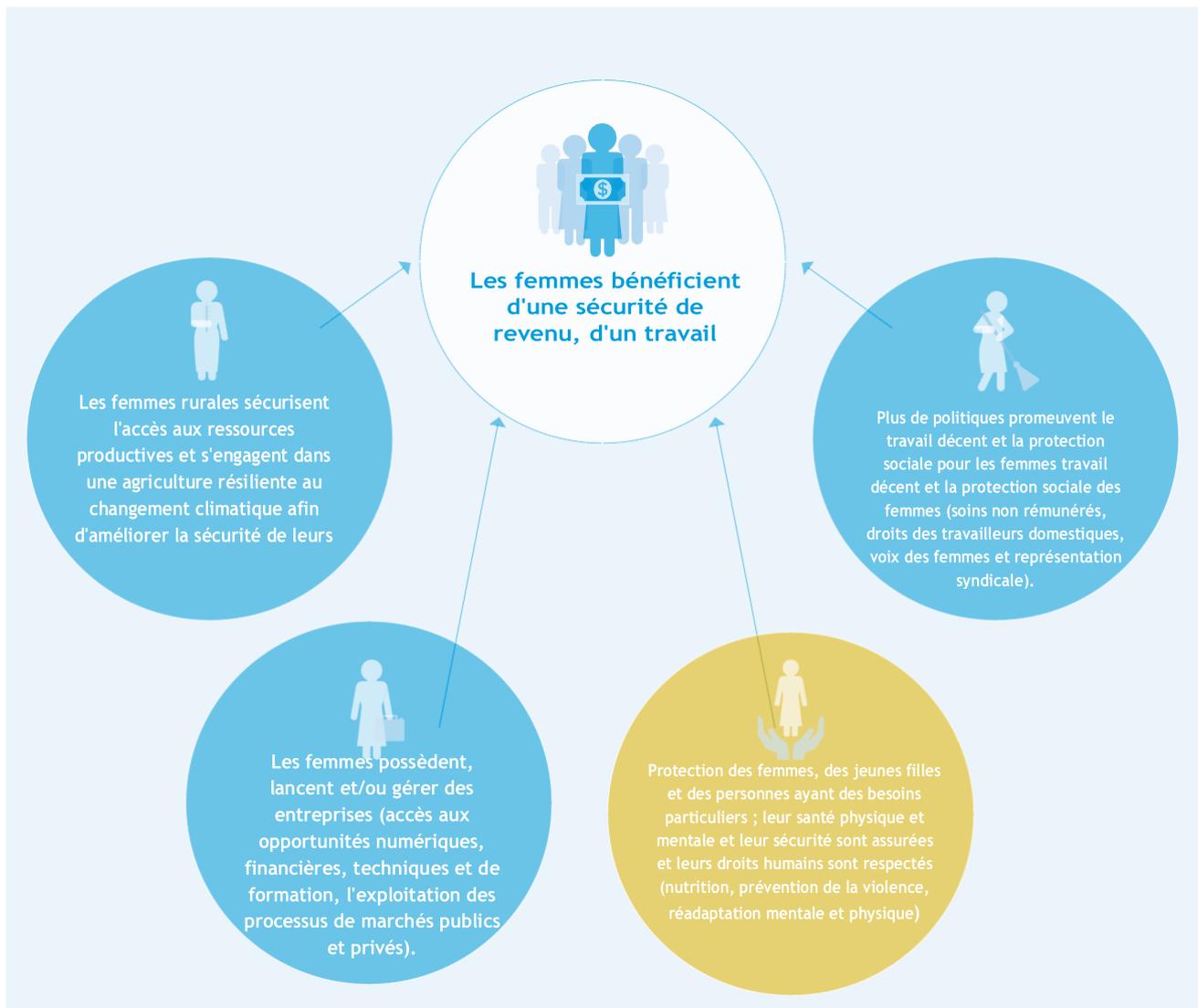
infrastructures et les services publics ;

si (3) l'accès des femmes à la protection sociale est amélioré ; et

si (4) les droits de l'homme et l'intégrité physique et psychologique des femmes sont protégés,

alors (5) la génération de revenus et la sécurité des revenus des femmes s'amélioreront ;

parce que (6) les principaux obstacles structurels ont été levés.

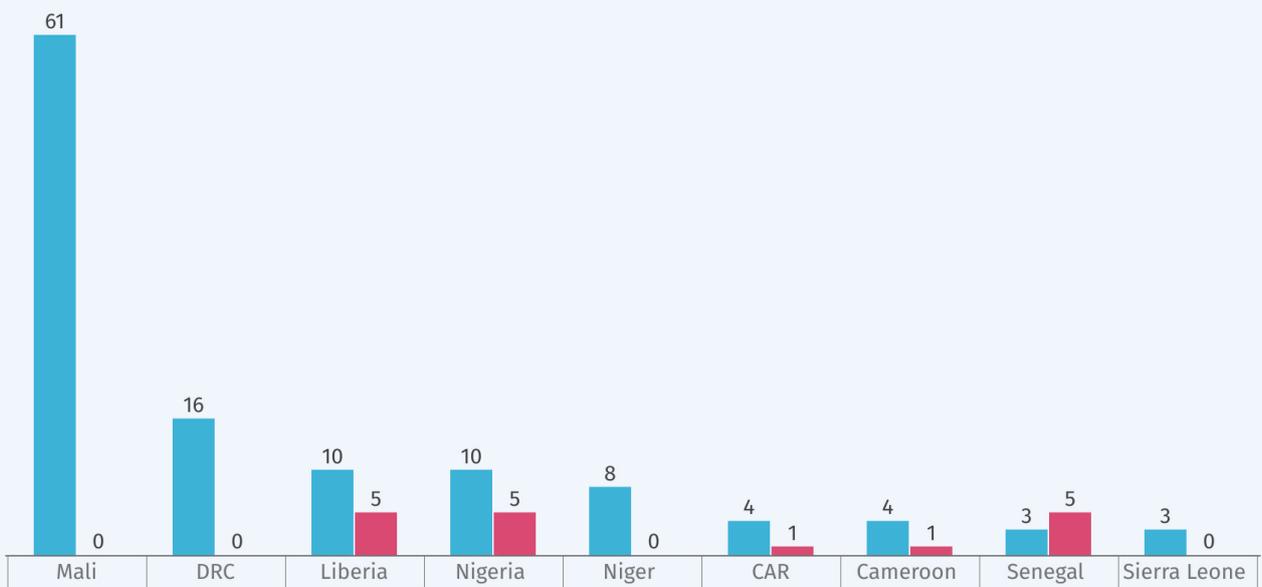


### 2.3. Analyse des parties prenantes

L'utilisation des termes "porteurs de devoirs" et "détenteurs de droits" permet de faire la distinction entre deux groupes distincts. Les détenteurs de droits englobent diverses personnes et entités, y compris le personnel d'ONU Femmes au niveau des pays, des régions et du siège, les cadres supérieurs, les experts en développement de programmes et de politiques, le personnel technique, ainsi que d'autres agences des Nations Unies et partenaires tels que le PNUD, FAO, FIDA, PAM, OIT, la Banque africaine de développement et la Banque mondiale. En outre, les organismes intergouvernementaux et multilatéraux tels que l'Union Africaine, la CEDEAO, l'OCDE, les donateurs, les ministères du genre et des femmes, du travail et de l'emploi, des compétences et de l'esprit d'entreprise, les gouvernements locaux, les institutions publiques et le monde universitaire font également partie du champ d'action des porteurs de devoirs.

catégorie des titulaires de droits englobe un large éventail d'individus, y compris les femmes rurales et les femmes entrepreneurs engagées dans des microentreprises et des PME, qu'elles opèrent dans le secteur formel ou informel. Ce groupe comprend également des populations vulnérables telles que les femmes migrantes, réfugiées ou déplacées à l'intérieur de leur pays, y compris celles qui sont handicapées ou non, et les personnes ayant des orientations sexuelles, des identités et des expressions de genre différentes, ainsi que celles ayant des caractéristiques sexuelles différentes. Enfin, les femmes appartenant à des groupes ethniques minoritaires sont également incluses dans cette catégorie

**Figure 4 - Nombre de partenaires de mise en œuvre (gouvernement et OSC) ayant signé au moins un accord entre 2018 et 2022**



Source: Les données relatives aux accords avec les partenaires ont été collectées auprès des bureaux de pays au cours du quatrième trimestre 2022 et analysées par l'équipe d'évaluation.

Les OSC jouent un rôle central car elles se situent à la croisée des chemins entre les détenteurs de devoirs et les détenteurs de droits. Elles constituent la majorité des organisations partenaires engagées dans la mise en œuvre des programmes d'ONU Femmes. Certains ministères ont également conclu des accords avec ONU Femmes pour mettre en œuvre efficacement diverses initiatives liées à l'EEE.

Les efforts axés sur la discrimination positive, les soins non rémunérés et la stimulation économique, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19, s'appuient fortement sur l'implication du gouvernement. Cependant, cela s'applique principalement aux pays dont les conditions politiques et sécuritaires sont

stables, comme le Sénégal. Les organisations non gouvernementales (ONG) sont à l'origine de la majorité des partenariats établis avec ONU Femmes pour mettre en œuvre des programmes d'autonomisation économique, en particulier dans le cadre d'initiatives consacrées à la lutte contre la violence sexiste, à la paix, à la sécurité et à l'action humanitaire. Voir le tableau 3 pour une liste de donateurs impliqués dans des programmes clairement dédiés à l'AEF<sup>18</sup>

En outre, les programmes qui portent sur des domaines d'impact multiples, tels que ceux qui se situent à l'intersection de l'AEF et de la VEF, ou entre l'AEF et la PSHA, sont financés par des donateurs clés tels que le Japon, le Fonds pour la consolidation de la paix ou l'initiative Spotlight du Fonds fiduciaire multipartenaires.

<sup>18</sup>Pour plus de détails sur les périodes, voir l'annexe 19.

Tableau 2 - Donateurs par domaine d'activité de l'AEF

DOMAINE DE TRAVAIL DE L'AEF	DONATEUR	PAYS
Agriculture intelligente face au Changement climatique	Banque Africaine de Développement (BAD)	Guinée Bissau
	BNP Paribas	Sénégal
	Luxembourg	Mali
	Banque Africaine de développement (prêt au gouvernement)	Côte d'Ivoire Cameroun
	Fonds pour la consolidation de la paix	République centrafricaine
	Fonds fiduciaire multi-donateurs	Mali
	Îles Baléares	Sénégal
AEF rurale	PNUD	Mali
	Fonds fiduciaire multi-donateurs	Libéria
		Niger
		Côte d'Ivoire
	Canada	Libéria
	Suède	Libéria
		Mali
MDTF	RDC	
Banque Africaine de Développement (BAD)	Cameroun	
L'innovation numérique au service de l'agriculture	Innovation Norvège	Libéria, Mali, SEN
	Fonds pour l'égalité des genres	Nigéria
	Banque Africaine de Développement	Côte d'Ivoire
Soutien à COVID-19	PNUD	Nigéria a, CMR
Lois et conception/réforme des politiques	Banque mondiale (prêt au gouvernement)	RDC
	UNCCD	Sénégal
Migration	Allemagne	Niger
	Italie	Niger
	Îles Baléares	Niger
Climat et énergie	Fonds fiduciaire multi-donateurs	Mali
		Libéria
Canada	Libéria	
Moyens de subsistance alternatifs	Fondation BHP Billiton	Cameroun
	Fonds fiduciaire multipartenaires - Initiative Spotlight	Libéria
Femmes entrepreneurs	Banque internationale pour la reconstruction et le développement	Sénégal
	Standard Bank	Nigéria
	Diadie Amadou Sankare SAER-Mali	Mali
	Corée du Sud	Sierra Leone
	BAD	Côte d'Ivoire
	FIDA	
Protection sociale	Canada	Sénégal
	Corée du Sud	Niger, Sénégal, Nigéria
	Fonds fiduciaire des Nations Unies pour la sécurité humaine	Côte d'Ivoire
COVID-19 Réponse	HCDH	Niger
	PNUD	Cameroun
		Nigéria
	UNICEF	Sénégal
Fonds fiduciaire multi-donateurs	République centrafricaine	

Source: Les données sur les contributions des donateurs ont été collectées auprès des bureaux de pays au cours Q4 du 2022 et analysées par l'équipe d'évaluation.

## 2.4 Budget

Le budget total alloué aux programmes AEF de 2018 à 2022 est estimé à 38,4 millions USD<sup>19</sup>. Une augmentation notable de 13 millions USD a été observée entre 2021 et 2022 dans différents pays par rapport au budget alloué au domaine d'impact AEF de 2018 à 2021.

Si l'on examine les budgets par sous-domaines du travail d'ONU Femmes dans le domaine d'impact de l'AEF, la plus grande part du budget est allouée à trois initiatives<sup>20</sup> qui se concentrent principalement sur les lois, les politiques et les institutions cibles ou les mécanismes systémiques. Ceci est cohérent avec le nouvel accent programmatique sur les normes observé non seulement en RDC et au Niger, mais aussi dans toute la région, sous l'impulsion du Bureau régional.

Le programme phare pour une agriculture intelligente face au climat est le deuxième type d'initiative le plus important dans le même domaine d'impact. Ce programme est mis en œuvre dans quatre pays de la région : la République centrafricaine, Mali, Nigeria et Sénégal.

Tout aussi importantes sont les dix initiatives AEF notables dans le domaine de la paix et de la sécurité. Le budget de 2 millions de dollars consacré à la propriété foncière et au régime foncier, qui est un aspect crucial de l'autonomisation économique, fait partie d'une initiative plus large en faveur de la paix et de la sécurité.

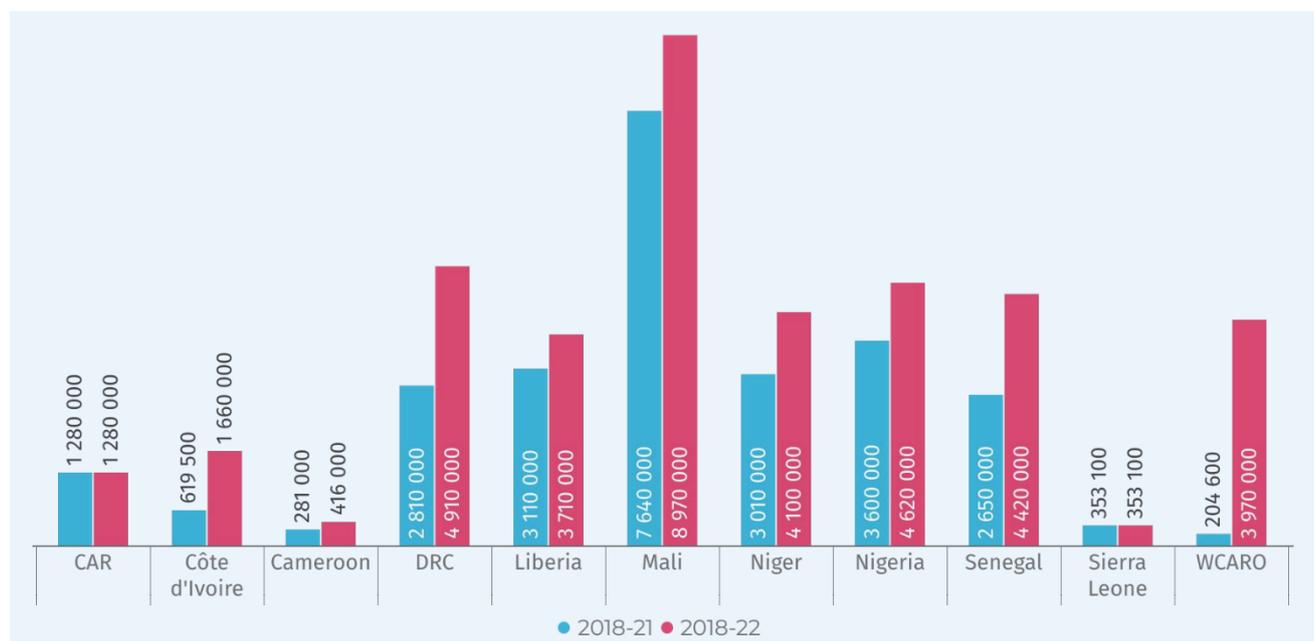


Tableau 3 - Budget par sous-domaines de l'AEF

SOUS-ZONE	NOMBRE DE PROGRAMMES	BUDGET TOTAL (US\$) RAPPORTÉ ENTRE 2017 ET 2022	PAYS
Normes, standards et lois	3	15385839	DRC, NER, RO
Agriculture intelligente face au climat	5	12061350	CAR, MLI, NGA, SEN
Femmes entrepreneurs	6	9625000	CIV, NGA, SEN, RO
Protection et réhabilitation dans le cadre de la PSH	10	6656022	LBR, MLI, NER, NGA, SLE, DRC
Prévention des migrations	2	2683502	NER, NGA
Infrastructure (route)	1	2122000	CMR
Accès au terrain	1	2000000	LBR
Inclusion numérique	5	1948818	CIV, LBR, SEN
Mécanismes de prise en compte de la dimension de genre	1	1500000	LBR
Protection sociale	1	1333569	SEN
Réponse COVID-19	3	878719	CAR, NER, RO,

<sup>19</sup>Les allocations budgétaires et les estimations de dépenses sont basées sur les données des fonds non essentiels. Les fonds de base, quant à eux, ne sont généralement pas alloués à des programmes ou à des domaines d'impact spécifiques et sont principalement utilisés pour couvrir les dépenses administratives, logistiques et de personnel. En outre, les montants du budget institutionnel ne sont pas pris en compte dans les estimations des allocations et des dépenses de l'AEF, car ces fonds sont généralement réservés aux dépenses liées au personnel.

<sup>20</sup>"Réforme et diffusion des lois favorables aux entreprises dirigées par des femmes" (RDC), "Rendre la migration sûre pour les femmes" (Niger) et "Genre et transition verte en Afrique de l'Ouest et du Centre" (Bureau régional).

Énergie sensible au climat	1	846342	MLI
Chaînes de valeur	1	357220	CMR
Coopératives de femmes	1	111956	CMR

Source: Données ATLAS compilées par l'équipe d'évaluation (Q4 2022)



Photo: © Bureau régional de l'ONU Femmes/AOC

# 3. RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION

### 3.1 PERTINENCE

Dans quelle mesure les initiatives AEF sont-elles pertinentes pour le contexte et les priorités de la région AOC ? En particulier, dans quelle mesure les initiatives récentes (à partir de 2020) sont-elles pertinentes pour le contexte et les priorités de la région ?

#### CONSTAT 1

L'importance croissante accordée par ONU Femmes aux changements normatifs et politiques peut permettre d'obtenir des résultats significatifs dans le domaine de l'AEF. Cependant, la majorité du portefeuille de l'AEF dans la région est une programmation opérationnelle, consistant principalement en des interventions de génération de revenus. Notamment, les interventions économiques sont souvent intégrées dans des programmes portant sur la paix et la sécurité ou sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes. Bien que la région vise à aborder les politiques macroéconomiques, les détails spécifiques concernant l'aspect monétaire de ces politiques macroéconomiques restent flous.

L'ensemble des initiatives AEF actives dans la région peut être représenté (tableau 4) dans sa grande diversité. Cette diversité est obtenue en classant les programmes mis en œuvre dans dix pays<sup>21</sup> en 15 catégories ou domaines de travail, qui sont reflétés dans le tableau ci-dessous.

Les initiatives AEF sont également incluses dans divers domaines d'impact non AEF, principalement la paix, la sécurité et les affaires humanitaires, l'élimination de la violence à l'égard des femmes et les domaines de la gouvernance. Comme le montre le tableau 4, l'utilisation des AEF pour répondre aux besoins de protection/réhabilitation et le choix de modalités de programmation conjointe se situent dans le tiers supérieur des pratiques choisies par les bureaux de pays. Les deux pratiques les plus fréquentes sont présentes dans six et sept bureaux de pays, respectivement. De ce point de vue, le deuxième niveau de domaines d'AEF mis en œuvre dans la région est constitué par l'inclusion numérique, l'agriculture intelligente face au climat, les coopératives de femmes<sup>22</sup> et les approches politiques-normatives-institutionnelles.

Le groupe suivant, présent dans cinq pays, est constitué des domaines suivants : genre et relance budgétaire, protection sociale sensible au genre et mécanismes de réponse au COVID-19.

Le dernier groupe est composé de domaines de travail de l'AEF présents dans deux pays (achats tenant compte de l'égalité des genres, chaînes de valeur) ou dans un seul pays.

Toutes les catégories d'interventions AEF énumérées ci-dessus sont conformes<sup>23</sup> à la Déclaration et à la Plate-forme d'action de Beijing de 1995. L'engagement fondé sur les droits en faveur du bien-être économique des femmes se reflète dans les deux priorités normatives de la stratégie du bureau régional qui sont bien représentées dans les portefeuilles des bureaux de pays (voir tableau 1), à savoir : les marchés publics favorisant l'égalité des genres, la protection sociale favorisant l'égalité des genres et l'égalité des genres et les mesures de relance budgétaire.

Le domaine de travail des approches politiques, normatives et institutionnelles (également répertorié dans le tableau 1) est une priorité identifiée par l'édition 2015 du rapport *Le progrès des femmes à travers le monde*, qui vise à atteindre l'égalité en améliorant les conditions de travail des employées et la mise en œuvre de politiques sociales et économiques tenant compte de l'égalité de genre. Cette priorité s'aligne sur le nouveau programme du Bureau régional qui met l'accent sur les normes, les lois et les politiques<sup>24</sup>.

<sup>21</sup>Par opposition aux programmes qui en sont à un stade conceptuel.

<sup>22</sup>Les trois domaines (inclusion numérique, agriculture intelligente face au climat, coopératives de femmes) sont généralement associés au programme phare "Agriculture intelligente face au climat".

<sup>23</sup>Le domaine critique F de la plate-forme d'action de Beijing porte sur "les femmes et l'économie". Il énonce des engagements relatifs à "l'inégalité dans les structures et les politiques économiques, dans toutes les formes d'activités productives et dans l'accès aux ressources". F.1. Promouvoir les droits économiques et l'indépendance des femmes, y compris l'accès à l'emploi, des conditions de travail appropriées et le contrôle des ressources économiques ; F.2. Faciliter l'accès égal des femmes aux ressources, à l'emploi, aux marchés et au commerce ; F.3. Fournir des services aux entreprises, une formation et un accès aux

marchés, à l'information et à la technologie, en particulier pour les personnes à faible revenu aux marchés, à l'information et à la technologie, en particulier pour les femmes à faible revenu ; F.4. Renforcer la capacité économique et les réseaux commerciaux des femmes ; F.5. Éliminer la ségrégation professionnelle et toutes les formes de discrimination en matière d'emploi ; F.6. Promouvoir l'harmonisation des responsabilités professionnelles et familiales des femmes et des hommes".

<sup>24</sup>La note d'information conjointe de l'ONU Femmes et de l'OIT intitulée "Travail décent et autonomisation économique des femmes : bonnes politiques et pratiques" a récemment été reprise par le FMI : *Bonnes politiques et pratiques* a récemment été reprise par le FMI : "L'offre de congés parentaux financés par des fonds publics peut aider les parents à concilier vie professionnelle et vie

Toutefois, le portefeuille de l'AEF ne comporte actuellement aucune intervention spécifique visant à influencer les politiques et les lois qui régissent le travail décent pour les femmes<sup>25</sup>. Dans les rares cas où le concept de "travail décent" est mentionné (comme dans le programme d'éducation de la deuxième chance mis en œuvre au Libéria et au Cameroun), il est compris comme une aspiration individuelle réalisée par le biais du développement personnel plutôt que comme le résultat d'un plaidoyer global ou d'efforts à un niveau plus élevé. Dans les rares cas où le concept de "travail décent" est mentionné (comme dans le programme d'éducation de la deuxième chance mis en œuvre au

Libéria et au Cameroun), il est compris comme une aspiration individuelle réalisée grâce au développement personnel plutôt que comme le résultat d'un plaidoyer global ou d'efforts à un niveau supérieur.

La part du budget consacrée au travail normatif, par opposition aux interventions programmatiques (qui sont principalement consacrées à la génération de revenus), est relativement faible, à savoir 19 % (voir figure 5).

DOMAINES D'INTERVENTION DE L'AEF	SEN	MLI	NER	DRC	LBR	NGA	WCA	CIV	CAR	CMR	SLE	COS
Énergie sensible au climat												1
Chaînes de valeur												2
L'égalité des genres dans les marchés publics												3
Mécanismes de réponse à COVID-19												3
Protection sociale sensible au genre												3
Genre et relance budgétaire fiscales												3
Migration												4
Accès à la terre												4
Femmes entrepreneurs												4
L'agriculture intelligente face au climat												5
Inclusion numérique												5
Approche politique, normative et institutionnelle												5
Coopératives de femmes												5
Protection/réhabilitation en PSH												6
Programmation conjointe												7
<b>Nombre de domaines de travail de l'AEF</b>	<b>11</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	
<b>LÉGENDE</b>									<b>Mixte AEF</b>		<b>100% AEF</b>	

Tableau 4- Domaines d'intervention de l'AEF

Source: Analyse des documents du programme par l'équipe d'évaluation

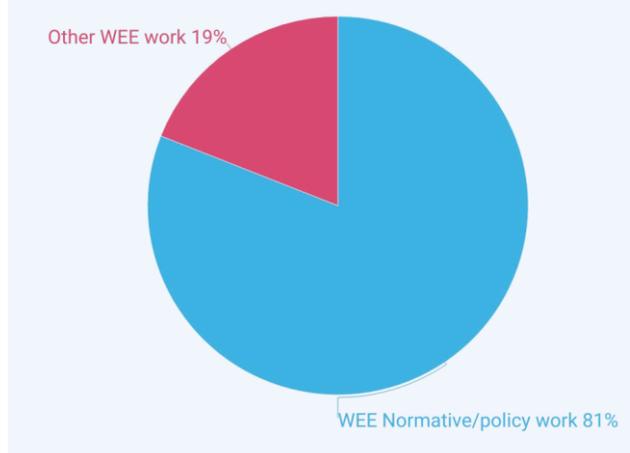
familiale et à maintenir leurs liens avec le marché du travail grâce à une garantie de retour à l'emploi. (...) La mise en place de modalités de travail flexibles permet aux femmes de mieux concilier leur emploi formel et les autres exigences de leur emploi du temps". FMI, "Pursuing Women Economic Empowerment", 2016, p.16.

<sup>25</sup> Les rares fois où le "travail décent" est mentionné (ex. : le programme Second Chance Education mis en œuvre au Libéria et au Cameroun), il s'agit d'une aspiration individuelle qui peut résulter d'un renforcement des

capacités individuelles, et non d'un résultat d'un plaidoyer collectif ou de haut niveau. Dans la stratégie mondiale 2018-2021 d'ONU Femmes, le résultat AEF est formulé comme suit : "Les femmes bénéficient de la sécurité du revenu, d'un travail décent et de l'autonomie économique". Les produits correspondants sont respectivement liés aux (1) politiques de travail décent et de protection sociale, (2) à la propriété d'entreprise et (3) à l'accès aux moyens de production agricole". Cfr. Tableau 1 sur l'alignement avec la stratégie globale.



**Figure 5 - Budget des travaux normatifs relatifs aux AEF (2018-2022)**



Source : Données ATLAS compilées par l'équipe d'évaluation ( Q4 2022)

L'agriculture reste le secteur le plus<sup>26</sup> important en AOC, contribuant à l'emploi et au PIB des pays de la région. Il est donc logique que les programmes d'AEF se concentrent sur l'agriculture. Les efforts de l'AEF dans ce secteur ont été regroupés en un seul programme phare, l'Initiative pour une agriculture intelligente face au changement climatique. Ce programme phare est le deuxième plus grand type d'initiative AEF dans la région. Il fonctionne par l'intermédiaire de coopératives de femmes renforcées et comporte un volet consacré à l'inclusion numérique et aux chaînes de valeur. Les programmes d'agriculture intelligente face au climat sont mis en œuvre dans quatre pays de la région : République centrafricaine, Mali, Nigeria et Sénégal.

Dans la note stratégique régionale 2018-2021, il n'est pas fait mention de "politique macroéconomique". L'expression n'apparaît que dans le document de planification stratégique suivant où la première

référence à la "politique macroéconomique" semble faire allusion à l'utilisation d'outils fiscaux et monétaires pour atteindre des objectifs politiques spécifiques. Cependant, au fur et à mesure que le lecteur s'enfonce dans le document, l'expression "politique macroéconomique" prend une connotation plus large, englobant des politiques macroéconomiques d'une grande portée ayant des implications économiques importantes.

Que l'intention du Bureau régional soit d'influencer l'interprétation plus étroite de la macroéconomie - axée sur le déploiement d'instruments fiscaux et monétaires - ou sur la sphère plus large des politiques macroéconomiques, les implications de la note stratégique sur la politique de l'AEF se répercutent sur l'emploi, le bien-être et la sécurité globale des revenus.

Cependant, la composante monétaire<sup>27</sup> de la politique macroéconomique se distingue mais n'est pas encore clairement reconnue dans la stratégie de l'AEF. La majorité des bureaux de pays de la région sont confrontés à une situation unique, les pays francophones de l'AOC n'ont pas de banque centrale nationale : Le Franc CFA est la monnaie des pays francophones d'Afrique de l'Ouest, supervisée au niveau national par la BCEAO et la BCEAC, en consultation avec la Direction générale du Trésor de la France, où ses réserves sont détenues.

Aborder l'aspect genre des politiques macroéconomiques en AOC implique une exploration réfléchie de la manière de s'engager directement ou indirectement avec ces institutions bancaires centrales, ainsi qu'avec l'UMOA/UEMOA. La prochaine itération de la stratégie régionale de l'AEF doit combler cette lacune, en accordant l'attention nécessaire à ce paysage financier complexe.

<sup>26</sup> L'agriculture représente 30 à 50 % du PIB dans la plupart des pays de la région et constitue la principale source de revenus et de subsistance pour 70 à 80 % de la population (<https://www.ifad.org/fr/web/operations/regions/wca>). Voir l'annexe 18 pour plus de détails.

<sup>27</sup> Pour atteindre des objectifs économiques spécifiques, les gouvernements peuvent exercer un contrôle souverain sur leur monnaie par le biais des taux d'intérêt, des taux de change, des objectifs d'inflation, etc. L'autre composante de la politique macroéconomique est la politique budgétaire.



Dans quelle mesure le bureau régional de l'AOC d'ONU Femmes est-il stratégiquement positionné pour renforcer l'AEF ?

## CONSTAT 2

**Le bureau régional de l'AOC d'ONU Femmes est stratégiquement positionné pour soutenir et influencer le travail des parties responsables et des partenaires de mise en œuvre pour les interventions<sup>28</sup> majeures dans le domaine de l'AEF, soit dans une modalité conjointe, soit en tant que partie responsable unique. Toutefois, les bureaux de pays pourraient encore améliorer leur action de plaider auprès des responsables nationaux de la planification et des finances en ce qui concerne les décisions macroéconomiques clés. Il est également nécessaire d'initier des engagements avec les syndicats sur le droit des femmes à un travail décent et à la protection sociale.**

Du point de vue des principales OSC, des donateurs et des institutions gouvernementales, ONU Femmes est l'agence avec laquelle il convient de s'engager lorsqu'il s'agit de l'égalité d'accès des femmes à un emploi décent, aux ressources économiques et à l'action dans le monde des affaires. Ces parties prenantes bénéficient de l'expertise d'ONU Femmes en matière d'analyse de genre et de son pouvoir de mobilisation dans tous les secteurs et au niveau international.

Qu'il s'agisse de programmes mis en œuvre dans le passé, tels que le programme " *Les femmes dans le commerce transfrontalier* "<sup>29</sup>, ou de programmes plus récents, tels que " *Agriculture intelligente face au climat* " ou le programme " *Marchés publics tenant compte de l'égalité des genres* ", ces programmes relèvent incontestablement du mandat d'ONU Femmes, comme l'ont confirmé les personnes interrogées dans le cadre de l'évaluation, y compris celles qui travaillent dans des agences des Nations unies. Cependant, il est trop tôt pour s'attendre à ce que ces programmes démontrent clairement des résultats en termes de génération de revenus parmi les participants ciblés. Par exemple, l'*initiative sur le manioc* mise en œuvre par le bureau de pays d'ONU Femmes en RDC est un programme en cours qui soutient les associations de femmes agricultrices en leur fournissant des boutures de manioc enrichies afin d'améliorer leurs revenus et de lutter contre la malnutrition chronique. Comme expliqué dans l'évaluation de la note stratégique de RDC (pp.26-28), cette initiative n'a pas encore atteint son plein potentiel, ce qui soulève des

questions quant à sa contribution immédiate à l'avantage comparatif revendiqué par ONU Femmes dans le domaine de l'AEF, comme expliqué plus en détail dans les sections Efficacité et Durabilité de ce rapport.

Il existe plusieurs exemples de collaborations réussies avec d'autres agences des Nations unies : le programme conjoint sur l'autonomisation économique des femmes rurales<sup>30</sup> a été mis en œuvre conjointement pendant plus d'une décennie dans plusieurs pays de la région. Le projet " *Promouvoir la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité (FPS) en renforçant les cadres de responsabilité, les financements innovants et la budgétisation sensible au genre (BSG)* " est un autre exemple d'initiative de collaboration inter-agences (HCDH, ONU Femmes, PBF) avec une forte composante normative pour l'autonomisation économique des femmes. Dans ce cas, la valeur ajoutée d'ONU Femmes se manifeste par des efforts visant à améliorer l'accès des femmes aux services bancaires, tels que l'ouverture par les femmes de leurs propres comptes bancaires individuels ou la promotion de fonds de garantie pour l'accès au crédit. Les domaines clés qui ont le plus<sup>31</sup> de potentiel pour tirer parti de l'avantage comparatif d'ONU Femmes sont l'agriculture intelligente sur le plan climatique, les marchés publics sensibles au genre et la reconnaissance, la réduction et la redistribution du travail

<sup>28</sup> Les preuves de l'efficacité des "interventions emblématiques" sont développées aux pages 31 à 34.

<sup>29</sup> Le programme WICBT a été mis en œuvre avant 2018 dans plusieurs pays d'Afrique (Rwanda, RDC, Libéria, Nigeria, Cameroun, etc.) pour s'attaquer aux problèmes rencontrés par les femmes commerçantes. Les femmes sont confrontées au racolage lorsqu'elles traversent les frontières pour vendre leurs produits. Par le biais d'un plaidoyer auprès des institutions gouvernementales et d'activités de sensibilisation, le programme visait à s'attaquer aux effets désensibilisants des harcèlements aux frontières, à la complexité des règles et des procédures et à la multiplicité des points de contrôle. Il y a l'accès aux services essentiels (par exemple, la finance, les soins de santé, les ressources et les services de base liés à l'entreprise), les contraintes et les mécanismes d'adaptation de WICBT ; la sensibilisation aux procédures de passage des frontières ; l'autonomisation des femmes en ce qui concerne la prise de décision commerciale, et la sensibilisation des femmes aux questions de politique nationale.

<sup>30</sup> Le programme conjoint sur l'autonomisation économique des femmes rurales est un programme multi-agences (FIDA, FAO, PAM, ONU Femmes) mis en œuvre dans plusieurs pays, notamment au Libéria et au Niger. Au Libéria, le programme est consacré à l'établissement de partenariats avec le secteur privé pour l'inclusion financière des femmes, tandis qu'au Niger, l'accent est mis sur l'amélioration de la nutrition par l'engagement communautaire.

<sup>31</sup> Les mérites de ces interventions sont décrits à l'annexe 19, encadré 3.

de soins non rémunéré des femmes (les 3R)<sup>32</sup>. Toutefois, comme le montre la composition du personnel des bureaux nationaux et leur portefeuille d'interventions, et comme l'ont attesté les consultations avec les parties prenantes, les bureaux nationaux ne sont pas encore tout à fait en mesure de s'engager avec les responsables nationaux de la planification et des finances sur des décisions macroéconomiques clés qui pourraient influencer favorablement l'emploi des femmes, ou permettre l'allocation de dépenses publiques dans des secteurs clés du développement qui profitent aux femmes et aux jeunes filles.

L'examen des documents de programme et des cadres stratégiques montre rarement une activité ou un résultat lié aux conditions de travail décentes et à la protection sociale des employées<sup>33</sup>. Le droit des femmes à un travail décent apparaît au niveau des résultats dans le cadre de planification<sup>34</sup> de l'AEF d'une seule unité commerciale dans la région AOC : ONU Femmes Le Liberia a intégré le terme "femmes organisées dans le travail" comme l'un des facteurs à évaluer dans ses documents de stratégie pour mesurer la mesure dans laquelle les réformes des politiques macroéconomiques, monétaires et commerciales contribuent à l'autonomisation économique des femmes.

---

<sup>32</sup>Les interventions sur les solutions numériques continuent de susciter un grand intérêt de la part des partenaires et des parties prenantes, mais elles se sont heurtées à plusieurs problèmes de faisabilité sur le terrain.

<sup>33</sup>Dans la Note stratégique quadriennale publiée en 2018, le Bureau régional de l'AOC a considéré le domaine d'impact "Autonomisation économique des femmes" comme sa priorité la plus importante, en se concentrant sur la sécurité des revenus, le travail décent et l'autonomie économique. Ce triple objectif a également été confirmé dans la Note stratégique 2022-2025 et est aligné sur la formulation de la programmation AEF au niveau des résultats de l'entreprise : "Les femmes bénéficient de la sécurité du revenu, d'un travail décent et de l'autonomie économique. Si les unités d'affaires de la région AOC reconnaissent, par le biais de consultations avec les organisations de femmes,

que la mise en œuvre de programmes de travail décent est une priorité, il est possible d'établir une collaboration productive avec OIT et HCDH pour l'amélioration des conditions de travail des travailleuses, y compris l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale.

<sup>34</sup>Plusieurs bureaux de pays mentionnent le "travail décent" au niveau des résultats dans leurs cadres de résultats de développement, mais aucune activité ou produit sous ces résultats n'articule quoi que ce soit en rapport avec les droits des femmes au travail ou sur le lieu de travail. Il s'agit clairement d'une lacune de programmation observée dans toute la région dans le domaine de l'AEF, à l'exception du Liberia qui spécifie des travaux sur les soins non rémunérés, les opportunités de travail décent et l'accès des femmes aux services de protection sociale.

### CONSTAT 3

## L'agilité contextuelle de la programmation AEF a été particulièrement visible dans la réponse d'ONU Femmes à la pandémie de COVID-19 et a contribué à renforcer la perception publique de l'entité en tant que défenseur clé de l'autonomie économique des femmes.

Les entreprises dirigées par des femmes en Afrique ayant été fortement touchées par la pandémie de COVID-19, ONU Femmes a participé activement à la réalisation d'évaluations, au plaidoyer en faveur de solutions politiques et à la mise en œuvre d'interventions pratiques. Les participants à l'évaluation au Sénégal ont mentionné que le travail de plaidoyer effectué par l'unité AEF était largement perçu comme pertinent. Ils ont cité un exemple où le gouvernement s'est associé à ONU Femmes pour atteindre 10000 ménages vulnérables et leur fournir un panier alimentaire de base. Ce panier comprenait du riz acheté à des femmes participant activement à l'initiative pour une agriculture résiliente face au changement climatique<sup>35</sup>. Ces paniers alimentaires ont été livrés directement au domicile des familles afin d'améliorer la sécurité alimentaire et de freiner la transmission du COVID-19. Cette initiative a également contribué à préserver les moyens de subsistance des femmes productrices dans les zones rurales. Une évaluation<sup>36</sup> a toutefois émis des réserves quant à l'avantage comparatif de la distribution de denrées alimentaires pour ONU Femmes.

L'agilité d'ONU Femmes a été démontrée par le calendrier de l'évaluation de la réponse du Nigeria en matière de relance économique et de redressement à la suite de la pandémie de COVID-19 : son rapport a été publié en novembre 2021, alors que la pandémie continuait à avoir des effets négatifs sur les moyens de subsistance des femmes et des filles. L'étude<sup>37</sup> a révélé que malgré l'utilisation d'une approche budgétaire sensible au genre pour le budget fédéral de 2022, les mesures fiscales et monétaires sont restées neutres du point de vue du genre. Cela signifie que le ministère fédéral des Finances, du Budget et de la Planification nationale n'a pas réellement pris en compte les besoins spécifiques des femmes, en particulier celles

appartenant à des groupes vulnérables, lors de la distribution des mesures de relance économique. En conséquence, le gouvernement ne disposait pas des outils nécessaires pour évaluer l'impact de ces mesures sur le niveau de vie des femmes. La mise en œuvre des recommandations d'ONU Femmes par le gouvernement restait incertaine au moment de l'évaluation. Toutefois, le fait de soulever des questions au bon moment peut être un catalyseur important pour provoquer des changements positifs.

Une enquête menée par ONU Femmes auprès de 165 femmes entrepreneurs au Mali a révélé que 96 % d'entre elles avaient vu leur activité économique réduite au cours des deux premiers mois de la crise. Les entreprises dirigées par des femmes ont également été touchées plus rapidement que les PME dirigées par des hommes. Une enquête similaire menée par ONU Femmes Côte d'Ivoire et l'Agence des PME de Côte d'Ivoire a montré qu'un nombre significativement plus élevé d'entreprises dirigées par des femmes avaient été contraintes de cesser leurs activités en raison de la crise (64 % pour les entreprises dirigées par des femmes contre 52 % pour les entreprises dirigées par des hommes).

ONU Femmes a noté qu'un grand pourcentage d'entreprises dirigées par des femmes en Afrique opère dans certains des secteurs les plus durement touchés par le COVID-19, tels que l'agriculture, l'hôtellerie et le tourisme, l'alimentation, l'éducation, le commerce et d'autres services. L'Association sénégalaise des femmes chefs d'entreprise a estimé que l'activité économique dans la transformation agricole avait été réduite de 60% au cours des trois premiers mois de la crise, et que les activités de tourisme et d'hôtellerie s'étaient complètement arrêtées. ONU Femmes a plaidé pour des plans de relance tenant compte de la dimension de

<sup>35</sup>ONU Femmes au Sénégal a contribué à la réponse au COVID-19 par le biais de l'initiative " Panier alimentaire pour les ménages ". Selon le personnel interrogé, le bureau a collecté 100270000 Fcfa auprès de BNP Paribas et du ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'enfance pour acheter 231 tonnes métriques de riz et 23 tonnes de céréales auprès de 285 organisations de femmes fournisseurs (bénéficiaires d'AgriFeD) et les distribuer aux familles vulnérables. Cette initiative aurait touché directement 1495 femmes entrepreneurs qui ont mobilisé 8550 femmes. Les revenus générés par ces entreprises dirigées par des femmes ont apparemment amélioré les moyens de subsistance de 7767 familles vulnérables.

<sup>36</sup>Pendant la pandémie de COVID-19, ONU Femmes a adapté son travail en modifiant son plan annuel pour soutenir les femmes vulnérables de l'économie informelle à Niamey. Cela comprenait des campagnes de sensibilisation, des formations et la

distribution de nourriture et de transferts d'argent. Bien que l'avantage comparatif de l'aide alimentaire et de l'aide en espèces ait été remis en question, la commande par ONU Femmes de deux études évaluant l'impact du COVID-19 sur les femmes et les filles, ainsi que leurs besoins en matière de protection, a été essentielle, car elle a permis d'informer la réponse du Niger à la pandémie et le plan de redressement. Ces études s'inscrivent davantage dans l'avantage comparatif et l'expertise d'ONU Femmes en matière de statistiques sexospécifiques " [Évaluation du portefeuille pays d'ONU Femmes Niger (2018-2022), p. 6]

<sup>37</sup>Rapport sur l'évaluation sexospécifique des mesures de relance budgétaire et de redressement au Nigeria : utilisation de l'outil d'ONU Femmes - kit d'outils de l'OIT

genre, des pratiques de passation de marchés tenant compte de la dimension de genre, des programmes de formation au crédit tenant compte de la dimension de genre afin de démystifier les procédures de demande de

prêt, des incitations fiscales pour investir dans les PME dirigées par des femmes et pour combler le fossé technologique entre les hommes et les femmes pour les PME dirigées par des femmes.

### 3.2 COHERENCE

Les interventions AEF au niveau national sont-elles stratégiquement cohérentes et alignées sur les approches recommandées au niveau régional et mondial par ONU Femmes?

#### CONSTAT 4

**L'accent mis sur les programmes phares par le siège d'ONU Femmes a non seulement réduit les micro-programmes à petite échelle, mais a également renforcé la cohérence globale de la programmation de l'AEF dans la région.**

Les bureaux de pays s'appuient sur les orientations reçues de l'unité AEF du bureau régional en ce qui concerne la gestion du programme et la nouvelle analyse de la politique macroéconomique. Toutefois, l'équipe d'évaluation n'a pas trouvé de théorie du changement articulée en termes généraux pour l'AEF. L'absence de vision globale claire pour le domaine thématique de l'AEF a été identifiée dans l'évaluation globale de l'AEF de 2014<sup>38</sup>. Dans le cadre de l'évaluation sur les AEF, aucun document clair n'a été trouvé pour guider le personnel de l'AEF (dans les sièges, les bureaux régionaux et les bureaux de pays) "en ce qui concerne l'approche et les fondements conceptuels du travail de l'AEF"<sup>39</sup>.

En l'absence d'une stratégie générale pour l'AEF, cette évaluation a identifié des éléments de cohérence. L'initiative de programmation phare d'ONU Femmes a été un facteur de cohérence interne de la programmation de l'AEF dans la région AOC. Les cinq types d'interventions les plus fréquents choisis par les bureaux de pays étaient également des composantes clés du programme phare sur l'agriculture résistante au climat (énumérés par ordre de fréquence) : stratégies de marketing renforcées ; amélioration de la productivité agricole à l'aide de technologies et de semences améliorées ; renforcement des capacités des coopératives d'agricultrices ; accès à la propriété foncière ; et financement. Par conséquent, l'Initiative pour une agriculture résiliente face au climat a favorisé l'harmonisation des pratiques dans toute la région, et chaque pays de la région a opté pour au moins

l'une des composantes de l'Initiative pour une agriculture résiliente face au climat. À titre d'illustration, Sierra Leone et République centrafricaine, les deux pays ayant obtenu le score le plus bas en termes de diversité des programmes AEF, ont choisi de mettre en œuvre des stratégies de marketing et des initiatives d'accès au financement.

Dans tous les pays de la région (à l'exception de République centrafricaine), des coopératives de femmes ont été formées par un expert en agro-business pour renforcer les techniques de commercialisation et acquérir des équipements de transformation des aliments dans le cadre de leurs programmes d'agriculture intelligente face au climat. Compte tenu de l'utilisation de l'approche de la formation des formateurs et de son facteur de multiplication, la portée de ces programmes de formation peut être significative. Comme le rapporte une récente évaluation finale<sup>40</sup> du programme Malien d'agriculture résiliente au climat, 95% de ses 26543 membres de coopératives "ont utilisé les notions apprises pour améliorer la qualité de leurs produits". Cependant, au Sénégal, où le même programme de formation a été mis en œuvre, seules 699 des 16000 agricultrices touchées par le programme d'agriculture résiliente au climat dans trois régions du Sénégal (Saint Louis, Matam et Tambacounda) ont été signalées<sup>41</sup>, à mi-parcours, comme "observant de bonnes pratiques d'agriculture résiliente au climat". Bien qu'il n'y ait pas eu d'évaluation finale de cette initiative, on peut supposer qu'un plus

<sup>38</sup> Bien que le travail de l'Entité ait été aligné sur le cadre des résultats de développement, ces cadres ne saisissent pas suffisamment les fondements conceptuels du travail d'ONU Femmes sur l'AEF. Les défis associés à l'établissement d'une vision et d'une approche claires et consensuelles de l'AEF - à la fois au sein de l'organisation et avec les parties prenantes externes - ont rendu difficile l'établissement d'une priorité cohérente pour le travail sur l'AEF. Il en résulte un large éventail d'approches de l'AEF, tant au niveau mondial que national, et des difficultés à aligner les travaux régionaux et nationaux sur les priorités mondiales émergentes d'ONU

Femmes". Évaluation globale de l'AEF, 2022, constat 1, p. 20.

<sup>39</sup> Évaluation de Globale sur l'AEF, 2022, constat 8, p.36

<sup>40</sup> Évaluation finale du programme « Accès des femmes aux moyens de production pour une agriculture résiliente aux changements climatiques », p.35, tableau 11

<sup>41</sup> Évaluation à mi-parcours de la «Projet d'Appui aux Femmes dans l'Agriculture et le Développement Durable (PAF/AgriFeD)», p.65, Tableau 9

grand nombre d'agricultrices ont été touchées, mais pas les 16000 apprenties visées.

La décision du Bureau régional de déployer le même expert en agro-industrie dans plusieurs pays a été motivée par un souci d'efficacité. Cette approche a permis non seulement de réduire la paperasserie dans les processus de recrutement, mais aussi de faire du consultant un canal de communication essentiel entre les différents sites où l'Initiative pour une agriculture résiliente face au changement climatique était mise en œuvre. Le rôle du consultant consistait à se rendre dans plusieurs pays de la région pour fournir des conseils étape par étape sur la transformation des produits, l'emballage, l'étiquetage et la marque.

Sa principale responsabilité était de faciliter les échanges entre les coopératives soutenues par ONU Femmes dans différents pays, en veillant à la cohérence des pratiques de marketing et de valorisation. Son rôle consistait à améliorer la conformité des coopératives de femmes avec les pratiques internationales dans les domaines de la transformation des produits, de l'emballage et de la commercialisation. Cela a contribué à la cohérence des initiatives AEF dans la région, car la composante "Accès au marché" représente le domaine le plus fréquemment abordé dans les interventions AEF dans la région AOC. Comme l'illustre le tableau 5, "l'accès aux marchés" est le seul domaine d'intervention de l'AEF présent dans tous les pays de la région.

**Tableau 5** - Domaines de travail de l'AEF par fréquence de mise en œuvre et par bureau de pays

SOUS-DOMAINES D'INTERVENTION AEF	CAR	CIV	CMR	DRC	LBR	MLI	NER	NGA	SEN	SLE
Accès aux marchés										
Thématique croisée (autre que PSH)										
Accès aux terres										
Protection/réhabilitation en PSH										
L'agriculture intelligente face au climat										
Inclusion numérique										
Planification/budgétisation sensible au genre										
Accès aux services financiers										
Marchés publics favorisant l'égalité de genre										
Approches politiques, normatif et institutionnelles										
Mécanismes de réponse COVID-19										
Coopératives de femmes										
Femmes entrepreneurs										
Energie sensible au climat										
Chaînes de valeur										
Protection sociale sensible au genre										
Travail de soins non rémunéré										
LEGEND	1 an de programmation	2 ans de programmation	3 ans de programmation	4 ans de programmation	5 ans de programmation					

Source: Analyse de l'équipe d'évaluation sur la base d'une étude documentaire et d'entretiens

**ENCADRE 1 :****SOUTIEN À LA CHAÎNE DE VALEUR AGRO-INDUSTRIELLE DANS SEPT PAYS DE LA RÉGION**

Une bonne pratique qui a contribué à l'harmonisation des programmes de renforcement des capacités des AEF dans la région a été la formation offerte par un expert en agro-industrie dans plusieurs pays à divers groupes de femmes. Le consultant a également fourni une assistance à distance sur la valeur ajoutée et le marketing. La similitude des techniques de production et des pratiques de commercialisation dans la région est basée sur le contenu suivant partagé par le consultant :

- Formation technique sur la transformation des matières premières locales telles que le beurre de karité en savon, déodorant, shampoing;
- le renforcement des capacités de transformation du beurre de karité en produits cosmétiques;
- L'assistance technique fournie aux coopératives de femmes sur la manière de préparer des produits innovants à base de manioc;
- la formation aux normes de qualité internationales en matière de transformation, de traçabilité des aliments et de sécurité alimentaire, ainsi que le contrôle des techniques de conservation des aliments et des normes internationales en matière d'emballage; et
- une formation sur la manière d'améliorer visuellement les produits (y compris les marques, les logos et les étiquettes) et donc d'améliorer la pénétration du marché.

Le déploiement du même expert pour rationaliser les pratiques d'emballage et de commercialisation dans la région a été un facteur de cohérence régionale : comme le montre le tableau ci-dessus, chaque pays de la région AOC incorpore "*l'Accès aux marchés*" dans son portefeuille d'AEF, soulignant l'importance de cet aspect de la valeur ajoutée. "accès à la terre" est un autre thème d'AEF prévalent dans la région, probablement parce qu'il s'agit d'une composante commune de l'initiative phare de l'agriculture résiliente au climat. À l'inverse, en raison de leur relative nouveauté, la "protection sociale sensible au genre" et le "travail de soins non rémunéré" sont, on le comprend, les initiatives les moins fréquemment mises en œuvre dans la région. En outre, la région se caractérise par des initiatives multithématiques, dans le cadre desquelles l'AEF est considérée comme un moyen d'améliorer divers autres résultats. Il s'agit notamment de la protection des femmes, de la réadaptation des survivants de la VEF, de l'amélioration des moyens de subsistance des personnes déplacées et de la fourniture d'une éducation de la deuxième chance aux personnes vulnérables.

Analyse des profils de pays : Mali, Nigeria, Cameroun et Sénégal se distinguent par la diversité de leur portefeuille d'AEF et la durée de leur programmation. En revanche, Sierra Leone, République centrafricaine et Côte d'Ivoire ont des interventions AEF moins nombreuses et plus récentes, ce qui les place à l'autre extrême en termes de maturité et de diversité.



## CONSTAT 5

**L'évaluation a révélé que la décision des bureaux de pays d'adopter une programmation multithématique entre la FPS et l'AEF, ou entre la VEF et l'AEF, est fortement tributaire de la situation locale en matière de sécurité. Cependant, l'introduction d'un programme de budgétisation sensible au genre dans un pays donné est moins liée à la stabilité politique des gouvernements et dépend davantage de la disponibilité des ressources et des décisions prises par la direction du bureau de pays.**

Le choix fait par sept<sup>42</sup> bureaux nationaux d'intégrer des éléments d'autonomisation économique dans leurs programmes de protection et de réhabilitation est conforme à la pratique dominante dans la région<sup>43</sup>. Les populations vivant dans des régions touchées par une combinaison de catastrophes d'origine climatique, d'instabilité économique et de conflits sont souvent contraintes de fuir et de dépendre de l'aide humanitaire. Dans ces contextes, le soutien à la génération de revenus pour les femmes apparaît comme un complément viable à la fourniture directe d'aide aux installations de réfugiés. C'est dans ce contexte qu'ONU Femmes utilise des modalités de programmation conjointe pour tirer parti des avantages comparatifs d'autres agences des Nations Unies (HCR, PAM, FAO, UNICEF).

L'autonomisation économique est également un ingrédient clé des mécanismes de prévention utilisés par ONU Femmes et les autorités gouvernementales pour réduire le nombre de femmes migrantes qui traversent des déserts et des frontières dangereuses, principalement<sup>44</sup> à l'intérieur du continent, à la recherche d'une vie meilleure. Les programmes axés sur la migration sont présents au Mali, Niger, Nigeria et Sénégal, pays qui comptent de nombreuses populations déplacées.

La programmation multithématique entre AEF et FPS a lieu lorsque la préoccupation urgente est de répondre aux besoins des femmes en situation de vulnérabilité. Dans de tels contextes, ONU Femmes doit contribuer à trouver des solutions aux besoins urgents des femmes déplacées. Les efforts de réhabilitation consistent généralement à fournir un revenu de base ou une formation pour aider les femmes à acquérir rapidement les compétences nécessaires pour s'adapter et retrouver leurs moyens de subsistance.

Entre 2018 et 2022, la programmation de la réhabilitation économique, en tant qu'élément clé du portefeuille de la FPS, s'est produite le plus souvent dans des pays tels que Nigéria, Niger, Mali, Libéria, RDC et Cameroun, qui sont confrontés au terrorisme et aux rébellions depuis plus d'une décennie. Les réfugiés et les personnes déplacées n'ont d'autre choix que de dépendre de l'aide humanitaire. Dans ce contexte, plusieurs agences des Nations Unies intègrent une composante de génération de revenus dans leur aide humanitaire. Cette démarche repose sur le lien présumé entre conflit et pauvreté. Les projets sont censés favoriser une meilleure cohésion au niveau de la communauté et, en fin de compte, ouvrir la voie à la "transition humanitaire-développement".

L'intégration des activités AEF dans les interventions consacrées à la FPS se justifie également par le fait que l'accès à un bien économique est un moyen d'atteindre une fin collective, à savoir l'élimination des conflits au sein d'une communauté donnée. Le projet sur la sécurité foncière<sup>45</sup> mis en œuvre par ONU Femmes Libéria en est une bonne illustration. Les conflits fonciers et de propriété sont les principaux facteurs de conflit au Liberia. Dans ce cas, l'accès équitable des femmes à la propriété foncière fait partie des mécanismes de paix et de sécurité.

L'amélioration de l'accès des femmes à la terre est un outil utilisé par le bureau de pays et ses partenaires dans le cadre de mécanismes plus larges de résolution des conflits et de prévention de la violence à l'égard des femmes.

Enfin, les efforts d'ONU Femmes pour contribuer à l'intégration de la dimension de genre dans les dépenses publiques constituent un autre exemple de programmation multithématique. La planification et la budgétisation sensibles au genre ne sont pas

<sup>42</sup>Les pays concernés sont la République centrafricaine, Cameroun, République démocratique du Congo, Libéria, Mali, Niger, Nigéria.

<sup>43</sup>Voir le chapitre introductif sur le contexte régional.

<sup>44</sup>La plupart des migrations africaines ont lieu à l'intérieur du continent, les migrants cherchant des opportunités d'emploi dans les

centres économiques régionaux voisins", Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 9 janvier 2023.

<sup>45</sup>Son titre est "Soutenir la paix et la réconciliation en renforçant la gouvernance foncière et la résolution des conflits" (2021-2022, Liberia).

classées dans le domaine d'impact de l'AEF dans les documents stratégiques globaux et décentralisés ; elles sont placées dans le domaine de la gouvernance probablement parce que<sup>46</sup> elles impliquent un engagement avec les décideurs nationaux pour donner la priorité à l'égalité des genres dans les décisions politiques et financières conformément aux engagements énoncés dans les constitutions nationales et les conventions internationales telles que la plate-forme d'action de Beijing sur les femmes.

Sur la période 2018-2022, la programmation en matière de genre dans le domaine des finances publiques et de la budgétisation était cohérente dans trois pays<sup>47</sup> de la région et était rare<sup>48</sup> ou inexistante dans d'autres. Dans les pays n'ayant pas d'activité de planification et de budgétisation sensible au genre au cours de cette période de cinq ans, une telle programmation existait avant 2018. Par exemple, le Cameroun avait un programme dynamique avant la dernière période de planification stratégique, mais l'a complètement abandonné depuis.

Les bureaux de pays d'ONU Femmes en RDC et en République centrafricaine opèrent dans le contexte de fragilité étatique le plus élevé et ne disposent pas actuellement de programmes liés à la budgétisation sensible au genre. Cependant, la présence de programmes de budgétisation sensible au genre dans un pays donné ne semble pas être corrélée à la stabilité de son gouvernement. Liberia, Mali et Niger ont mis en œuvre de tels programmes plus régulièrement dans la région AOC, et pourtant ils font partie des 20 premiers pays au monde qui connaissent la plus grande fragilité étatique<sup>49</sup>. Par conséquent, le choix de la programmation de la budgétisation sensible au genre dépend moins de facteurs contextuels que d'une combinaison de caractéristiques du bureau national telles que la disponibilité des ressources, la sensibilisation et la volonté de la direction d'utiliser cet important levier de l'AEF.

<sup>46</sup>En même temps, la budgétisation sensible au genre fait partie du domaine de l'AEF, non seulement parce qu'elle contribue à l'objectif politique d'autonomisation économique (parallèlement à d'autres objectifs de développement importants), mais aussi en raison de ses caractéristiques techniques. Le plaidoyer et le dialogue sur la budgétisation sensible au genre requièrent une expertise en matière de finances publiques.

<sup>47</sup>ONU Femmes Mali, Libéria et Niger par ordre de fréquence.

<sup>48</sup>ONU Femmes Côte d'Ivoire et ONU Femmes Sénégal ont obtenu des résultats en matière de budgétisation sensible au genre en 2022 et 2018, respectivement.

<sup>49</sup>"Indice des États fragiles", 2022



**3.3 EFFICACITÉ**

Comment ONU Femmes a-t-elle mis en œuvre son mandat opérationnel, normatif et de coordination pour faire progresser l'AEF dans la région AOC ?

**CONSTAT 6 : SOUTIEN AUX FEMMES RURALES**

Les parties prenantes et les bénéficiaires ont fait état d'une amélioration de leurs compétences et de leurs moyens de subsistance. Toutefois, les objectifs d'amélioration de l'accès aux ressources telles que la terre, les revenus, les finances et les marchés ne sont pas toujours clairement mesurés. Il est donc difficile de rendre compte du nombre de femmes qui ont pu bénéficier d'une formation, par exemple.

Une grande partie du soutien direct d'ONU Femmes à l'EEF dans la région a été apportée aux femmes des communautés rurales par le biais d'une série de projets financés, petits et grands, en réponse aux préoccupations croissantes concernant l'impact du

changement climatique sur la production agricole et les moyens de subsistance. Le programme sur l'autonomisation des femmes dans les chaînes de valeur de l'agriculture résiliente au changement climatique fait partie de l'initiative mondiale du programme phare d'ONU Femmes.

**Tableau 6 - Résultats obtenus en matière de mobilisation des femmes rurales et d'accès aux biens et aux marchés (Tous les détails sont disponibles dans les annexes 10-11)**

**LA MOBILISATION ET L'ORGANISATION DES AGRICULTRICES ET DES FEMMES ENTREPRENEURS****RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**

Grâce au programme Agrifed, un réseau national de femmes rurales à but non lucratif (RENAFER) a été créé en 2020 en collaboration avec la FAO. On estime à 2 500 le nombre d'associations membres dans 19 provinces, (...).

**NIGER**

ONU Femmes a renforcé les capacités organisationnelles de 11 725 femmes membres de 469 organisations d'agriculteurs afin de promouvoir l'implication et la participation active des femmes rurales dans la gestion des installations et la prise de décision au niveau local. (.)

**NIGERIA**

Trente coopératives d'agricultrices rurales ont été aidées à s'inscrire sur des plateformes agroalimentaires. 37 coopératives/groupes d'agricultrices ont été organisés et soutenus par le projet Climate Smart Agriculture d'ONU Femmes et 21 femmes entrepreneurs ont été aidées à s'inscrire sur des plateformes agroalimentaires. (...)

**L'ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ ET À L'UTILISATION DES TERRES****CAMEROUN**

En 2018, un projet d'ONU Femmes a touché 77 femmes vivant le long de l'autoroute, les aidant à obtenir des titres fonciers (52) et des permis fonciers (25) dans le but d'améliorer l'accès des femmes à la propriété foncière et de sécuriser la production agricole afin d'augmenter les revenus.

**RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

1250 femmes rurales ont obtenu l'accès à des ressources productives et se sont engagées dans l'agriculture durable grâce à une charte foncière locale qui a donné plus de 100 hectares à des organisations de femmes.

**MALI**

ONU Femmes a amélioré l'accès à la terre de 12 000 femmes rurales grâce à l'acquisition de près de 350 hectares de terres agricoles. Avec le soutien du programme AgriFeD d'ONU Femmes Mali, plus de 66 hectares ont été sécurisés pour 2 049 bénéficiaires.

**NIGERIA**

1200 petites agricultrices ont reçu deux parcelles de terre pour améliorer leur production de riz grâce à des pratiques agronomiques intelligentes.

**SENEGAL**

Avec le soutien du programme AgriFeD d'ONU Femmes Mali, plus de 66 hectares ont été sécurisés pour le compte de 2 049 bénéficiaires du programme.

**REGIONAL**

Le WCARO rapporte que 100 000 femmes de la région en 2021 ont été sensibilisées à leurs droits fonciers et que 620 hectares ont été donnés à des femmes pour une agriculture intelligente face au climat.

## L'ACCÈS AUX REVENUS, AUX FINANCEMENTS ET AUX MARCHÉS

**CAMEROUN**

Un marché sensible au genre a été reconstruit à Kerawa, au cours duquel 30 femmes ayant survécu à la violence sexuelle et sexiste et ayant perdu leurs revenus ont été formées et employées dans le cadre d'un programme "argent contre travail". Elles ont reçu des téléphones portables ainsi que des cartes SIM contenant un compte Orange Money d'un montant de 147 dollars pour démarrer leur activité.

**RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

En 2021, 1 250 femmes ont bénéficié d'un meilleur accès aux services financiers grâce à l'ouverture d'une agence locale de microfinance.

**LIBERIA**

344 femmes ont trouvé un emploi grâce aux services d'Orange Liberia Mobile money et la production des agricultrices a augmenté de 13 %. Grâce au soutien d'ONU Femmes aux communautés rurales, plus de 40 associations de village et de prêt (VSLA) fournissent des crédits ruraux durables à plus de 1000 petites agricultrices pour investir dans l'agriculture intelligente face au climat. Un projet financé par le Canada en 2019-2021 a permis de moderniser les installations respectueuses de l'égalité des sexes au marché de Gbah pour l'autonomisation économique des communautés rurales dans le district de Senjeh, dans le comté de Bomi. 700 femmes du marché en ont bénéficié.

**MALI**

En 2021, 1 830 femmes entrepreneurs ont pu accéder au financement du FAFE, de la BNDA, etc. 4 505 agricultrices ont réalisé plus de 900 000\$ de bénéfices, 2 400 femmes se sont organisées en 25 coopératives pour améliorer leur accès potentiel aux marchés ciblés. En outre, 30 entreprises maliennes ont été renforcées pour l'exportation de produits agroalimentaires et artisanaux (...) Ces nouvelles pratiques ont permis d'augmenter leur production de 35 % en moyenne. Les données montrent que les femmes ont développé des circuits de commercialisation. Les ventes sont basées sur la confiance pour les oignons (72%), les échalotes (74%) et les pommes de terre (68%). Les contrats avec les clients sont peu nombreux, avec seulement 5% des ventes pour les échalotes et les oignons et 4% pour les pommes de terre.

**NIGER**

4 650 femmes rurales au Niger ont pu accéder à des fonds renouvelables. En 2021, 100 autres femmes ont été soutenues par l'association villageoise d'épargne et de crédit, ce qui a permis de renforcer les activités génératrices de revenus. Les ventes de produits agricoles auraient augmenté de 20 %.

**NIGERIA**

En 2021, 37 coopératives et entreprises féminines ont bénéficié d'un soutien pour accéder à la plateforme numérique de BfW. 200 femmes dans des coopératives ont été aidées à avoir un compte bancaire pour leur entreprise. 10 000 femmes ont bénéficié du programme phare sur l'agriculture résiliente au climat.

**SENEGAL**

ONU Femmes a apporté un soutien technique aux 16 000 membres du Réseau des femmes agricultrices du Nord (REFAN) afin d'améliorer leurs possibilités de financement. Un partenariat avec la Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Sénégal (BICIS) a permis la mise en place d'une ligne de crédit renouvelable adaptée et accessible aux femmes. (BICIS) a permis la mise en place d'une ligne de crédit renouvelable adaptée et accessible aux agricultrices et en 2021, 1 588 agricultrices ont bénéficié d'une ligne de crédit BNP Paribas.

Source: Informations fournies par la direction du bureau national et compilées par l'équipe d'évaluation<sup>50</sup>

Également connu sous le nom d'AgriFeD dans certains pays, le programme est mis en œuvre dans sept pays : la République centrafricaine, la Côte d'Ivoire, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigeria et le Sénégal<sup>51</sup>. Il a contribué à l'accès des femmes à la terre, à l'augmentation de leurs revenus et à l'application de mesures de résilience climatique dans le domaine de la production agricole. Le programme a également aidé les agricultrices à transformer leurs produits agricoles en produits transformés à valeur ajoutée pour les marchés et à participer aux chaînes de valeur agro-industrielles telles que le beurre de karité en Côte d'Ivoire et au Nigeria, le manioc en RDC et au

Liberia, le riz au Nigeria et au Sénégal, ainsi que le riz et le maïs au Mali.

La plupart des évaluations des projets AEF et des évaluations des portefeuilles nationaux ont montré que les objectifs en termes de femmes touchées par le renforcement des capacités ont été atteints ou dépassés<sup>52</sup>.

Toutefois, les objectifs concernant l'amélioration de l'accès des femmes aux ressources telles que la terre<sup>53</sup>, les revenus et le financement n'ont pas

<sup>50</sup> Y compris huit évaluations de programmes sur les EEE, cinq évaluations de portefeuilles nationaux et des rapports annuels.

<sup>51</sup> L'étude de cas sur l'agriculture intelligente face au climat (voir l'annexe du présent rapport) présente les résultats détaillés des programmes phares.

<sup>52</sup> Pas toujours : au Sénégal, il a été constaté que seules 699 femmes rurales avaient été formées sur les 4 000 visées à l'origine. "Évaluation à mi-parcours de l'initiative Agrifed, 2021, p. 29

<sup>53</sup> "Aucun progrès n'a encore été réalisé dans le domaine de la propriété foncière, bien que le programme ait inclus des actions de lobbying auprès des autorités

toujours été atteints ou clairement mesurés. Les rapports sur ces objectifs citent généralement un nombre de femmes inférieur à celui des femmes formées qui sont en mesure de récolter les avantages qui en découlent. Pour les programmes phares sur l'agriculture intelligente face au climat, les objectifs concernant le nombre total de femmes appliquant de nouvelles techniques agricoles semblent avoir été atteints, ce qui a permis d'augmenter les rendements des cultures pour la vente et les revenus, ainsi que la production de produits agricoles transformés pour la vente sur les marchés. Par exemple, selon une évaluation décentralisée<sup>54</sup>, le projet Agrifed au Mali a dépassé le nombre de bénéficiaires visé de 25 000 femmes rurales et en a atteint 26 543. Parmi elles, 22 702 femmes rurales ont amélioré leurs connaissances des pratiques agricoles et 13 910 femmes ont acquis et renforcé leurs connaissances afin d'améliorer leurs produits.

Au moins 4 005 femmes rurales ont acquis de nouvelles connaissances sur le processus de mise en place de chartes de gestion foncière et leur contenu ; 6 714 femmes rurales ont bénéficié d'un programme d'amélioration de l'accès au financement ; et 7 571 bénéficiaires de 91 groupes ont généré des revenus accrus grâce à la commercialisation de produits maraîchers et d'autres produits. 137 groupes de 12 146 femmes ont eu accès à environ 350 hectares de terres, dont 264 ont été entièrement sécurisés pour 125 groupes de 10 742 femmes grâce au soutien des ONG partenaires avec les chefs coutumiers et les services administratifs.

Ces chiffres montrent clairement qu'ONU Femmes a été en mesure de réaliser beaucoup de choses dans des délais serrés et avec des budgets limités, une fois distribués au niveau communautaire. La question de savoir dans quelle mesure le nombre d'agricultrices et d'entrepreneuses touchées est significatif et le potentiel d'expansion et de développement ultérieur est une question qui devra être examinée attentivement.

## RENFORCER LES COOPÉRATIVES DE FEMMES

Comme l'explique le tableau 6 ci-dessus, les interventions communautaires d'ONU Femmes auraient réussi à mobiliser les femmes dans des groupes collectifs et des coopératives, à leur transmettre une

série de compétences (connaissances agricoles, marchés, valorisation des produits agricoles, alphabétisation, connaissances financières [épargne et comptabilité], lutte contre la violence fondée sur le sexe et sensibilisation aux droits fonciers). Dans un certain nombre de pays, cela a contribué à la construction d'un système d'information sur les droits de l'homme.

Les femmes ont ainsi gagné en confiance et en leadership, et ont pu acquérir des terres à titre individuel ou collectif. Les hommes et les gouvernements locaux ont également été mobilisés pour soutenir ces initiatives.

Bien que la direction des bureaux nationaux fasse clairement état de la participation des femmes aux initiatives villageoises de prêt et d'épargne (par exemple, près de 5 000 femmes au Niger ont eu accès à des fonds rotatifs), le nombre exact de femmes qui ont réussi à formaliser leurs entreprises, à ouvrir des comptes bancaires personnels et à obtenir des prêts bancaires et des contrats d'approvisionnement reste inconnu.

## SOUTIEN À L'ENTREPRENARIAT FÉMININ

En RDC, ONU Femmes met en œuvre une stratégie de développement du secteur privé financée par la Banque mondiale : Projet d'Appui au Développement des Micro, Petites et Moyennes Entreprises (PADMPME). Le projet vise à "améliorer l'environnement des affaires" par la promotion de "lois favorables à l'entrepreneuriat équitable" et le renforcement des capacités en aidant les femmes à exercer leurs droits économiques et à bénéficier de l'égalité des chances en matière d'entrepreneuriat et d'emploi. Le projet a contribué à l'adoption de la loi sur la promotion de l'entrepreneuriat en RDC, qui est favorable aux femmes entrepreneurs et a été promulguée le 8 septembre 2022. Une étude juridique et une étude sociologique ont été commandées pour mieux comprendre le climat des affaires et l'entrepreneuriat féminin en RDC.

traditionnelles et des administrateurs politiques dans les provinces de Kinshasa (Plateau de Bateke) et de Kwilu (Idiofa, Gungu, Blungu) pour un accès durable à la terre pour les femmes" explications sous la conclusion 6 de l'évaluation du portefeuille d'ONU Femmes en RDC., p.41, 2022.

<sup>54</sup> L'équipe n'a pas validé les chiffres cités dans : ONU Femmes Mali, Évaluation finale du programme AgriFeD: Accès des femmes aux moyens de production pour une agriculture résiliente aux changements climatiques (2016-2021), Interim Report, March 2023



**Tableau 7 - Contribution au renforcement des capacités (tous les détails sont disponibles à l'annexe 9))****RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**

Dans le cadre du PADMPME, 129 cadres, dont 81 femmes, ont été formés aux techniques d'intégration du genre dans leurs programmes. Une session de zoom en ligne avec 47 femmes entrepreneurs, une consultation avec les parties prenantes a été organisée dans les quatre villes sur les cadres juridiques à réformer dans le domaine de l'entrepreneuriat en RDC. Dans le cadre du projet Agrifed, plusieurs centaines de femmes ont été formées (2018-21) sur le traitement et la transformation du manioc. Cependant, il a été rapporté que seules quelques femmes ont pu réellement mettre en pratique les enseignements.

**CÔTE D'IVOIRE**

Formation des femmes entrepreneurs aux procédures et opportunités de marchés publics lors du séminaire national sur l'entrepreneuriat féminin en novembre 2022.

**LIBERIA**

Amélioration des compétences financières de 693 femmes rurales et 500 femmes rurales ont reçu une formation au leadership et au renforcement de la confiance en soi. Une formation à l'analyse sexospécifique du budget national pour l'exercice 2021 a été dispensée par ONU Femmes à 18 législateurs de la commission du budget du groupe législatif des femmes et de l'égalité des sexes.

**NIGERIA**

Les agricultrices ont été formées à la gestion d'entreprise et aux compétences financières (140), aux techniques de marquage, d'emballage et de commercialisation (320), aux normes et à la certification (120), et à la formation des formateurs (TOT) en tant qu'agents de vulgarisation sur le genre et le développement de la chaîne de valeur (65), sur l'utilisation de technologies résilientes au climat (6 442). 1 200 petites rizicultrices ont été formées le long de la chaîne de valeur du beurre de karité. 120 femmes rurales ont été formées pour faire face aux risques climatiques dans les zones de gouvernement local ciblées, et 120 membres de la coopérative de femmes ont été encadrées pour l'accès au réseau foncier. Quarante-neuf (49) bénéficiaires de sept groupes coopératifs dans les quatre zones de gouvernement local pilotes ont été formés aux techniques de fabrication de savon.

**SENEGAL**

En mars 2021, ONU Femmes a lancé un programme de formation visant à former 500 femmes entrepreneurs aux procédures de passation des marchés publics. Il était également prévu que 70 fonctionnaires soient formés à la passation de marchés publics tenant compte de la dimension de genre. À ce jour, sur un objectif de 500, 287 femmes entrepreneurs ont bénéficié de sessions de renforcement des capacités. En outre, ONU Femmes a renforcé les compétences de 30 femmes entrepreneurs sur le thème "Genre et marchés publics".

**REGIONAL**

Avant la Conférence de l'AfCFTA sur les femmes et les jeunes en Tanzanie en septembre 2022, l'unité WEE du Bureau Regional Afrique l'Ouest a favorisé le renforcement des capacités en utilisant son document d'orientation " Améliorer l'accès des femmes et des jeunes femmes aux possibilités d'emploi " (Améliorer l'accès des femmes et des jeunes femmes aux opportunités). La section WEE du WCARO a organisé en 2020 le premier événement régional de renforcement des capacités sur le genre et la macroéconomie pour environ 30 membres du personnel d'ONU Femmes et du FMI provenant de sept bureaux nationaux régionaux. ONU Femmes a également encouragé la passation de marchés publics sensibles au genre dans les secteurs public et privé au Mali, au Nigeria et au Sénégal, en formant 341 femmes chefs d'entreprise et 70 fonctionnaires aux méthodes de passation de marchés sur la passation de marchés sensibles au genre en 2021.

Source: Informations fournies par la direction du bureau de pays et compilées par l'équipe d'évaluation.

L'initiative *Affirmative Procurement* des marchés est principalement active au Sénégal, au Mali, au Nigeria et en République de Côte d'Ivoire. Elle vise à offrir aux entreprises dirigées par des femmes la possibilité de soumissionner et d'accéder aux marchés publics et privés afin de développer leurs entreprises et d'augmenter leurs revenus. L'approche actuelle consiste à fournir une formation et un soutien aux femmes entrepreneurs sur les lois et les processus de passation des marchés, ainsi qu'à sensibiliser les responsables des marchés publics et les chambres de commerce aux questions de genre et de chaîne d'approvisionnement. En outre, il existe un plaidoyer politique en faveur de procédures de passation de marchés plus sensibles à la dimension de genre, y compris l'introduction d'objectifs et de quotas pour l'attribution de contrats aux entreprises dirigées par des femmes.

plusieurs pays (Côte d'Ivoire, Liberia, Mali et Nigeria) afin d'améliorer l'accès des femmes aux marchés et aux opportunités d'apprentissage, aux énergies renouvelables, au transfert de risques et au financement. L'initiative visait à fournir une plateforme aux agricultrices ou aux entrepreneurs du marché pour vendre et acheter directement sans dépendre des intermédiaires du marché qui réduisent les bénéfices des vendeurs et rendent les produits plus chers pour les acheteurs. La plateforme numérique a été développée par ONU Femmes au niveau mondial sous la forme d'un portail web et d'une application pour téléphone portable accès aux marchés, informations clés et matériel d'apprentissage, technologies numériques et services financiers numériques. Il a été lancé dans un certain nombre de

L'initiative Buy from Women a été introduite dans

pays<sup>55</sup> en AOC pour tenter d'améliorer l'accès aux marchés pour les agricultrices. Une autre solution numérique est le projet pilote mondial d'ONU Femmes "Solutions numériques pour améliorer la résilience des femmes rurales face aux catastrophes"<sup>56</sup>.

Cependant, Buy from Women a ses limites<sup>57</sup>, en RDC par exemple, il y a peu de preuves que la plateforme en ligne "Agromwinda" a été utilisée par les agriculteurs ruraux ciblés comme canal de transaction pour les produits du manioc. Au Mali, alors que 1 335 agricultrices de 24 coopératives féminines auraient été enregistrées sur la plateforme, on ne sait pas

exactement combien d'entre elles ont enregistré des transactions en ligne.

Au Liberia, au Sénégal et en Côte d'Ivoire, la plateforme est encore en cours de développement. En République centrafricaine, Buy from Women a démarré en 2019 avec du potentiel, mais la structure est absente dans les zones rurales. Au Libéria, certaines parties prenantes ont déclaré qu'il était difficile d'attirer des acheteurs sur la plateforme. Le transfert des responsabilités de gestion à la Fondation Orange (une entité du secteur privé) vise à renforcer la durabilité de la plateforme.

## CONSTAT 7 : TRAVAIL NORMATIF

**ONU Femmes a contribué à la création d'environnements politiques qui éliminent les obstacles structurels à l'autonomisation économique des femmes aux niveaux local, national et régional à un niveau relativement modeste. Cela pourrait être attribué au fait que l'accent mis par ONU Femmes sur le travail normatif dans ce domaine est relativement récent. ONU Femmes a la possibilité d'accroître son influence politique en accélérant la mise en œuvre des réformes juridiques et en plaidant pour des réformes législatives favorables à l'AEF et en identifiant de nouvelles questions politiques liées au changement climatique.**

Conformément à l'accent mis sur l'orientation politique au niveau mondial pour 2022-25, l'unité AEF du Bureau régional a mené des efforts davantage axés sur le changement politique par le biais de partenariats pour mettre en œuvre des programmes au niveau national dans des domaines plus récents tels que l'approvisionnement respectueux de l'égalité des genres, la transition vers une économie verte, le travail de soins non rémunéré, etc. et par le biais de l'élaboration de produits de connaissance à des fins de sensibilisation et de plaidoyer. Comme l'illustrent divers exemples de travaux menés au niveau des bureaux nationaux (voir le tableau 8 ci-dessous), les efforts visant à faire progresser les partenariats avec les institutions régionales et nationales sont essentiels au changement de politique.

Les parties prenantes consultées ont exprimé la nécessité de renforcer le travail politique au niveau des bureaux de pays. Pour obtenir une plus grande traction dans la région, les réformes fiscales et macroéconomiques, les mesures juridiques et pratiques pour la transition vers une économie verte et les environnements commerciaux favorables à l'égalité des sexes doivent faire l'objet d'une attention accrue. Dans le secteur agricole, les femmes et les communautés ne sont toujours pas conscientes des dimensions normatives de la propriété foncière. La reprise et la révision de la budgétisation sensible au genre en collaboration avec la section de la gouvernance au siège d'ONU Femmes pourraient constituer un point d'entrée à cet égard.

<sup>55</sup>Une collaboration entre ONU Femmes et Orange est en cours pour améliorer les plateformes Buy from Women au Liberia et au Mali. En 2021, une collaboration avec Orange en République centrafricaine a permis de former 100 femmes à l'entrepreneuriat numérique (par le biais de ventes en ligne) et 487 agricultrices, femmes de marché et commerçantes auraient utilisé Orange Money pour des transactions en monnaie mobile.

<sup>56</sup>Le bureau régional a pris en charge la coordination générale et la gestion des connaissances de ce dernier, qui soutient le développement de solutions de micro-assurance numérique adaptées aux besoins des agricultrices.

<sup>57</sup>Pour citer l'évaluation globale de l'approche d'ONU Femmes en

matière d'innovation (mai 2021), "un certain nombre de bureaux de pays mettant en œuvre le programme BFW ont indiqué que l'expertise technique était insuffisante au sein du bureau de pays ou du siège pour soutenir le processus de conception et identifier les défis potentiels, mais qu'ils ressentaient tout de même une attente de la part de la direction pour mettre en œuvre la plateforme. En conséquence, le programme n'a pas réussi à répondre de manière adéquate à plusieurs problèmes prévisibles." p.30



**Tableau 8 -Travaux normatifs pour les AEF (tous les détails sont disponibles à l'annexe 13)****LA CONTRIBUTION DES FEMMES DE L'ONU AEF AUX POLITIQUES ET LOIS FAVORABLES AUX FEMMES****RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**

La signature d'un protocole d'accord en 2022 par lequel les fonctionnaires parlementaires se sont engagés à intégrer le genre dans les pratiques parlementaires et à faire appel à ONU Femmes pour les soutenir. L'engagement d'ONU Femmes a contribué à l'adoption de la loi sur la promotion de l'entrepreneuriat en RDC (8 septembre 2022).

**CÔTE D'IVOIRE**

Lancement en 2022 de l'audit sensible au genre des lois, politiques, réglementations et institutions en matière de passation de marchés aux niveaux national et infranational de la gouvernance en 2021 en tant que (réforme positive de la passation de marchés).

**LIBERIA**

En 2018, la loi sur les droits fonciers favorable aux femmes a été promulguée au Liberia. ONU Femmes a fourni un soutien technique et financier en 2021 pour l'élaboration d'un cadre qui guiderait le ministère de la promotion de l'égalité des genres.

**MALI**

ONU Femmes a fourni un soutien technique pour intégrer la dimension de genre dans la méthodologie d'évaluation des systèmes de passation des marchés (MAPS), qui vise à évaluer et à améliorer les systèmes de passation des marchés publics (+ 2022 lettre circulaire du gouvernement sur la BSG).

**NIGER**

Un plan national de développement économique et social (PDES 2022-2026) tenant compte des spécificités de chaque genre a été adopté.

**NIGERIA**

ONU Femmes a organisé 6 dialogues politiques sur l'adoption de la politique de promotion de l'agriculture entre 2019 et 2021. 2 règlements/politiques promouvant les droits des femmes à sécuriser les terres et ont soutenu la mise en œuvre de la loi de 2016 sur la passation des marchés.

**SENEGAL**

Dans le cadre du projet We-Fi de passation affirmative de marchés, le soutien d'ONU Femmes a permis de fixer des quotas de passation de marchés pour les fournisseurs qui répondent à des critères clés en matière d'égalité des genres. Une clause préférentielle de deux pour cent des contrats a été réservée aux femmes entrepreneurs. Des dispositions visant à reconnaître, réduire et redistribuer le travail non rémunéré des femmes (3R) ont été prises en compte lors de l'élaboration de nouveaux plans de développement local dans six municipalités du nord du Sénégal. Comme l'a souligné une récente évaluation du programme 3R, bien qu'il s'agisse d'une approche innovante et transformatrice alignée sur les priorités locales en matière de genre et de développement, des changements doivent encore être apportés. Comme le souligne une évaluation récente du programme 3R, bien qu'il s'agisse d'une approche innovante et transformatrice alignée sur les priorités locales en matière de genre et de développement, des changements doivent encore être réalisés au niveau institutionnel : malgré les impressions positives enregistrées lors des sessions de renforcement des capacités, d'importantes lacunes de connaissances subsistent parmi les représentants masculins des municipalités visées.

**SIERRA LEONE**

Le mécanisme national pour la promotion des femmes, avec le soutien d'ONU Femmes et du PNUD, a achevé la rédaction de la politique d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes. En janvier 2023, la loi sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes a été adoptée, garantissant aux femmes au moins 30 % des postes dans le gouvernement et le secteur privé, avec un salaire égal.

**REGIONAL**

Le AOCBR a développé des partenariats et travaillé avec des organismes mondiaux et régionaux tels que le Réseau africain des marchés publics, le Partenariat ouvert et contractuel (marchés publics), la Conférence régionale sur les femmes dans le commerce (12-14 septembre 2022) pour le Protocole sur les femmes dans le commerce pour l'AfCFTA. En collaboration avec le CRDI et le Consortium pour la recherche économique et sociale, le premier symposium sur l'autonomisation économique des femmes en Afrique de l'Ouest a été organisé en octobre 2022. Un plaidoyer intense et un dialogue politique sur la participation des femmes à l'économie verte ont contribué à l'adoption par les ministres du genre de la CEDEAO d'une feuille de route pour la mise en œuvre du plan d'action de la 66e session de la Commission de la condition de la femme (CCF) sur le changement climatique. En 2022, l'UA, ONU Femmes, le PNUD, l'UIT et la CEA ont organisé une consultation pré-CSW67 en Afrique sur le thème "Innovation et changement technologique, et éducation à l'ère numérique pour atteindre l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes".

Source: Informations fournies par la direction du bureau de pays et compilées par l'équipe d'évaluation

Outre le travail normatif avec les institutions gouvernementales, ONU Femmes a ciblé les entreprises privées pour les sensibiliser aux pratiques économiques respectueuses de

l'égalité des genres, en s'appuyant sur le travail déjà accompli avec plusieurs entreprises privées. Les banques<sup>58</sup> et les sociétés de communication<sup>59</sup> étaient actives dans la

<sup>58</sup>Par exemple, BNP Paribas au Sénégal et Stanbic Bank au Nigeria sont des partenaires clés dans le domaine de l'agriculture résiliente au climat. Ecobank a signé un protocole d'accord avec le bureau régional, mais l'accord est

encore trop large pour être opérationnel.

<sup>59</sup>Orange est un partenaire clé d'ONU Femmes Libéria (pour plus d'informations, voir l'annexe 18- encadré 2 :).

production et la commercialisation des composantes des interventions agricoles à l'appui de l'AEF.

D'autres entreprises privées ont été attirées par les initiatives d'inclusion financière<sup>60</sup> et le soutien économique aux femmes touchées par la pandémie de COVID-19<sup>61</sup>.

S'appuyant sur les principes d'autonomisation des femmes, ONU Femmes a identifié des piliers pour mesurer l'impact du secteur privé sur la croissance économique inclusive : pratiques sur le lieu de travail, pratiques d'approvisionnement, pratiques d'investissement et de financement, et pratiques de plaidoyer et communautaires.

En février 2023, 134 entreprises de la région AOC ont signé les principes d'autonomisation des femmes<sup>62</sup>, dont la plupart se trouvent au Nigeria (voir tableau 9). C'est probablement le résultat de l'atelier de formation organisé par ONU Femmes Nigeria en mars 2020 sur les Principes d'autonomisation des femmes pour les signataires et les non-signataires. En septembre 2019, des dialogues consultatifs ont

été organisés avec des institutions et des organisations du secteur privé pour promouvoir et mettre en œuvre des politiques d'approvisionnement tenant compte du genre, ce qui a conduit à la formation d'un groupe de travail du secteur privé sur l'approvisionnement tenant compte du genre. Ailleurs dans la région, les principes d'autonomisation des femmes n'ont pas encore attiré un nombre significatif de signataires.

**Tableau 9 - Signataires des principes d'autonomisation des femmes**

PAYS	SIGNATAIRES	PROPRIÉTÉ DES FEMMES
Nigeria	106	48
Democratic Republic of Congo	7	1
Côte d'Ivoire	5	0
Senegal	5	0
Mali	4	1
Cameroon	3	0
Liberia	3	1
Total WCA	134	51
Total Africa	366	86

Source: Site web des Nations unies sur les principes d'autonomisation des femmes

**Tableau 10 - Facteurs contribuant au changement selon la théorie du changement reconstruite**

**1. La sécurité foncière des femmes et la productivité des petits exploitants sont accrues, et les possibilités de progresser dans la chaîne de valeur sont encouragées.**

L'accès à la terre a été identifié comme un facteur clé contribuant à l'amélioration de l'autonomie des agricultrices (conclusion 6). Cela a impliqué soit de s'engager directement avec les autorités gouvernementales pour obtenir des terres réservées à l'exploitation par des coopératives de femmes (Cameroun), soit de tirer parti des quotas existants d'attribution de terres aux agricultrices (Sénégal).

Les initiatives de formation et les apports financiers ont été des facteurs clés permettant aux femmes d'accroître leur productivité dans l'agriculture et de s'organiser le long des nœuds de la chaîne de valeur, tels que les cosmétiques à base de beurre de karité, la conservation des aliments, etc.

**2. Les marchés publics tiennent compte de la dimension de genre et la capacité des femmes entrepreneurs à tirer profit des marchés publics est renforcée.**

Un projet financé par la Banque mondiale au Sénégal, au Nigeria, en Côte d'Ivoire et au Mali visait à renforcer les capacités des femmes et à sensibiliser le gouvernement à l'utilisation de l'accès aux marchés publics comme facteur contribuant au renforcement des PME dirigées par des femmes. Le rôle du gouvernement dans les marchés publics sensibles au genre est essentiel : le gouvernement est positionné en tant que décideur politique et régulateur et, deuxièmement, en tant que client ayant un contrôle total sur les marchés publics.

Le projet 2022 est encore trop récent pour que le projet puisse montrer les réformes légales ou réglementaires auxquelles il a contribué. Cependant, la volonté politique et l'amélioration des normes sociales sont les principaux facteurs qui contribueront à réduire les pratiques discriminatoires afin de permettre à 400 PME dirigées par des femmes d'accéder à de nouvelles opportunités de marchés publics favorables aux femmes dans les 4 pays dans un délai de 3 ans.

<sup>60</sup>Procter et Gamble et Mastercard au Nigeria

<sup>61</sup>Énergie Tobène, Sénégal

<sup>62</sup>Selon le site officiel des Nations unies sur [Women's Empowerment Principles](#)

**3. Les femmes, les jeunes filles et les personnes à besoins spécifiques sont protégées contre la violence, améliorent leur état psychologique et nutritionnel et ont accès à l'énergie renouvelable ou durable, y compris dans les zones touchées par des conflits ou des catastrophes.**

Plusieurs initiatives transthématiques (principalement sur la paix, la sécurité et l'action humanitaire) utilisent une composante AEF comme stratégie pour atteindre l'égalité des genres. En reconnaissant ce fait, la TOC reconstruite intègre également la sécurité physique et mentale des femmes comme condition préalable à leur autonomisation économique. Comme cela a été démontré (conclusion 5) au Liberia, la sécurisation du régime foncier par le dialogue communautaire est un moyen de parvenir à une fin collective, à savoir la réduction des conflits au sein d'une communauté donnée. La promotion de l'indépendance économique des femmes peut avoir des effets positifs durables sur la communauté. L'instauration d'une paix durable est nécessaire pour que la terre soit utilisée comme un bien précieux aidant les femmes à s'affranchir des conditions d'exploitation, ce qui leur assure un avenir plus sûr et mieux protégé. La propriété foncière devient une protection contre la violence sexiste, permettant aux femmes de vivre une vie à l'abri de la faim, de l'insécurité et des abus sexuels.

**4. Les soins et le travail domestique non rémunérés sont reconnus comme un obstacle majeur à l'accès des femmes à un travail décent et les organisations de femmes sont participer aux débats et aux processus de prise de décision concernant les investissements publics dans l'économie des soins.**

Bien que le programme 3R ait été limité dans le temps (2021-2023) et n'ait été mis en œuvre qu'au Sénégal, il a mis en évidence des facteurs clés contribuant à la reconnaissance publique du travail de soins non rémunéré en tant qu'obstacle social.

Un facteur clé contribuant à influencer la politique sur le travail non rémunéré a consisté pour ONU Femmes à positionner son soutien au stade le plus précoce du processus de conception du plan de développement communautaire dans six municipalités. Cela a permis d'intégrer très tôt les préoccupations liées au travail non rémunéré dans l'évaluation des besoins de la communauté et dans les décisions prioritaires. Des discussions participatives préliminaires ont permis de combler le manque de connaissances et de renforcer les capacités et le dialogue autour de la charge inégale du travail domestique. Un autre facteur positif a été l'utilisation de recherches récentes menées par le CRES, qui ont permis aux défenseurs des droits de l'homme d'obtenir des informations précieuses sur les lacunes existantes et les points d'entrée possibles pour le renforcement des services de soins aux enfants au Sénégal.

L'un des principaux obstacles au développement d'une dynamique du niveau local au niveau national était en partie dû à la rotation politique, à l'instabilité politique qui en a résulté et aux nouvelles priorités. En outre, la durée de vie du programme s'est avérée trop courte pour que les efforts se traduisent par des résultats concrets au niveau de la politique nationale.

Source: Informations provenant de la direction du bureau de pays, compilées par l'équipe d'évaluation.

### 3.4 EFFICACITÉ

#### Efficacité organisationnelle-1

Les structures et mécanismes organisationnels d'ONU Femmes liés à l'AEF sont-ils propices à l'obtention de résultats dans la région ?

#### CONSTAT 8

La transition prévue vers des interventions macroéconomiques est limitée par le niveau actuel d'expertise au niveau des bureaux de pays, ce qui entraîne une augmentation notable de la demande de soutien de la part de l'unité régionale de l'AEF. Les dispositions en matière d'emploi posent un problème majeur : la majorité du personnel de l'AEF est actuellement employée dans le cadre d'un contrat de service. Cela soulève des inquiétudes quant à la gestion efficace de programmes complexes, en particulier si l'on considère l'importance nouvelle accordée par le bureau régional au changement normatif, qui nécessite une stratégie pluriannuelle pour une mise en œuvre réussie, encore aggravée par la perte potentielle d'un personnel expérimenté.

L'architecture régionale guidant la collaboration entre les bureaux d'ONU Femmes aux niveaux régional et des pays a été clairement décrite dans la Note stratégique quadriennale des bureaux régionaux publiée en 2018. Dans cette structure organisationnelle, le Bureau

régional assume principalement les rôles de supervision, de conseil politique, d'appui technique et de développement des connaissances, tout en laissant

la mise en œuvre du programme<sup>63</sup> aux bureaux de pays. Selon les commentaires de plusieurs personnes interrogées dans le cadre de l'évaluation, cet arrangement fonctionne bien pour la mise en œuvre du programme régulier. Cependant, lorsqu'il s'agit d'une vision politique à long terme, les ressources humaines disponibles dans la région sont limitées.

Comme cela a déjà été mentionné dans le cadre du critère d'évaluation de la cohérence, l'évaluation globale de 2022 sur l'AEF a mis en évidence l'absence de documents clairs susceptibles d'orienter le personnel chargé de l'AEF au sein du siège, des bureaux régionaux et des bureaux de pays en ce qui concerne l'approche et les fondements conceptuels de leurs tâches liées à l'AEF. Toutefois, le bureau régional a signalé un changement d'orientation vers des interventions normatives en concevant des interventions sur le "travail de soins non rémunéré", la "protection sociale sensible au genre", la "stimulation fiscale en faveur de l'égalité des genres", etc. Toutefois, les compétences sont limitées dans ce domaine, car la majorité du personnel des bureaux de pays a été recrutée sur la base de son expérience en matière de gestion de projets. Niger et Nigeria étant les seuls bureaux de pays à disposer d'un économiste en chef nouvellement recruté, l'accent mis récemment sur l'élaboration de politiques au niveau macroéconomique a entraîné une demande accrue d'assistance de la part de l'unité régionale AEF, notamment sous la forme de sessions de formation en face à face ou virtuelles. Cette formation pourrait être perdue en raison d'une stabilité contractuelle limitée, comme indiqué ci-dessous.

En février 2023, un total de 42 membres du personnel d'ONU Femmes travaillent sur l'AEF dans la région AOC<sup>64</sup>. Cependant, ils ne représentent que 13 % de

l'ensemble de la main-d'œuvre et leurs contrats sont principalement à court terme. La modalité de contrat de service représente 87% du personnel de l'AEF dans la région.

Les contrats de service constituent l'arrangement d'emploi pour tous les employés de l'AOC, à l'exception de ceux de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger, de la Sierra Leone et du Bureau régional. Cette situation crée un défi important pour ONU Femmes dans la rétention du personnel dans la région AOC. Avec le nombre limité de professionnels expérimentés occupant des postes à durée déterminée, la mise en œuvre et la gestion de programmes pluriannuels complexes peuvent en souffrir. Les changements de personnel peuvent entraîner des retards et des perturbations dans la mise en œuvre des projets et potentiellement entraver la réalisation des résultats, en affectant la qualité des résultats du programme.

La rotation du personnel peut entraîner une perte de connaissances institutionnelles précieuses acquises grâce à l'expérience et aux projets antérieurs. Cette perte de connaissances pourrait entraver la capacité des bureaux de pays à tirer les leçons des succès et des échecs passés, ce qui affecterait l'efficacité globale des initiatives futures. Il y a également des implications financières pour les nouveaux recrutements et le renforcement des capacités qui en découle.

Le bureau de pays-RDC est celui qui dispose du plus grand nombre de personnes affectées au domaine d'impact de l'AEF. RDC dispose d'un programme de 11 millions de dollars sur la réforme juridique favorable aux femmes, connu sous le nom de PADMPME. Côte d'Ivoire et Sierra Leone ne comptent que sur une seule personne, respectivement une Volontaire des Nations Unies et une Professionnelle Nationale.

<sup>63</sup>Le principe n'est pas appliqué à 100 % puisque le Bureau régional coordonne le nouveau programme We-Fi de 4 millions de dollars sur l'approvisionnement affirmatif impliquant Nigeria, Mali, Sénégal et Côte d'Ivoire. L'initiative de transition vers une économie verte en Afrique de l'Ouest et du Centre est également gérée par le bureau régional.

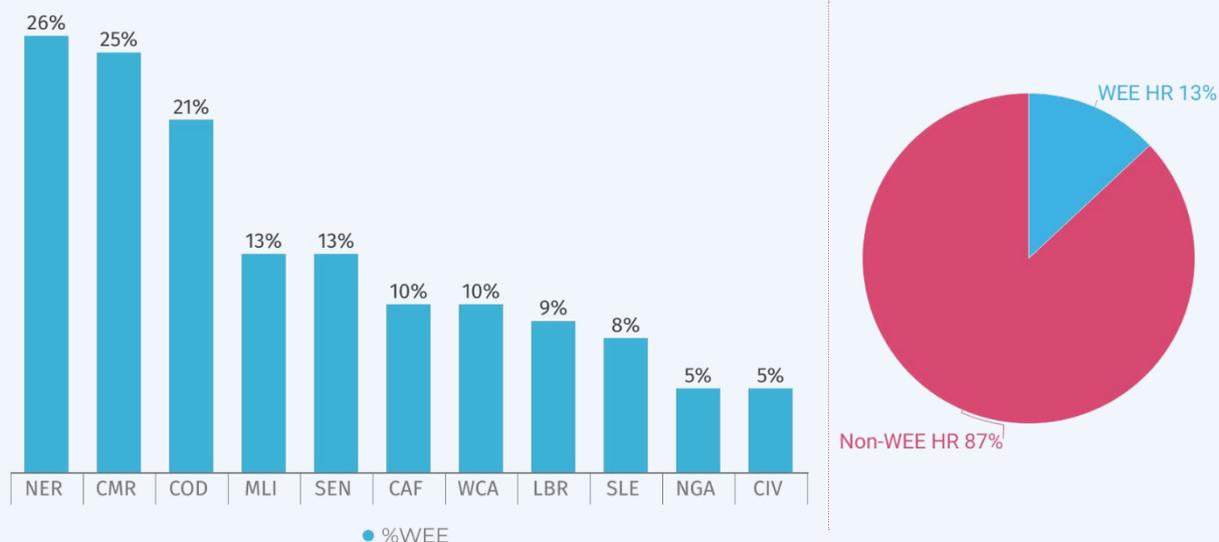
<sup>64</sup>Le nombre total du personnel de l'AEF serait de 47 si l'on incluait les responsables des statistiques sur le

genre. Dans le tableau intitulé "AEFAutonomisation économique Main d'œuvre", le personnel des statistiques est considéré comme faisant partie du personnel de l'AEF. En réalité, Sénégal et Cameroun disposent respectivement de deux et cinq agents de l'AEF.



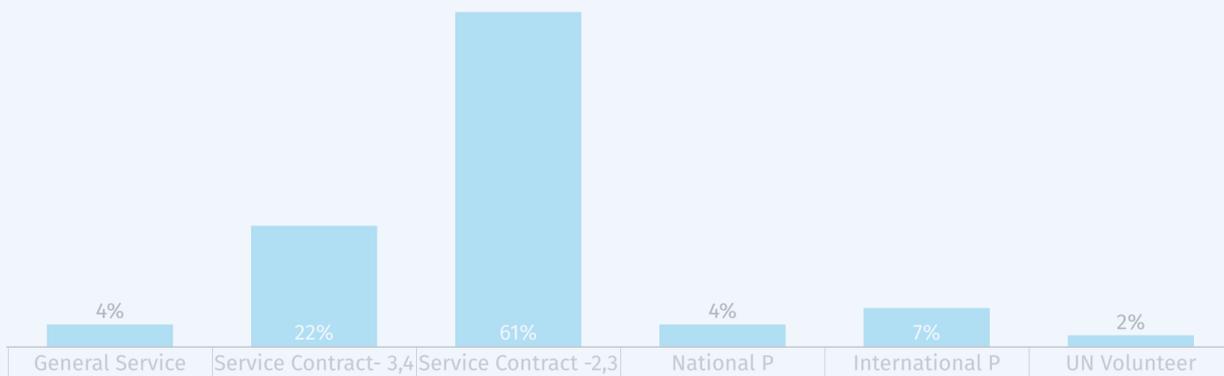


**Figure 6 – Proportion de la main-d'œuvre consacrée aux AEF (%) en février 2023**



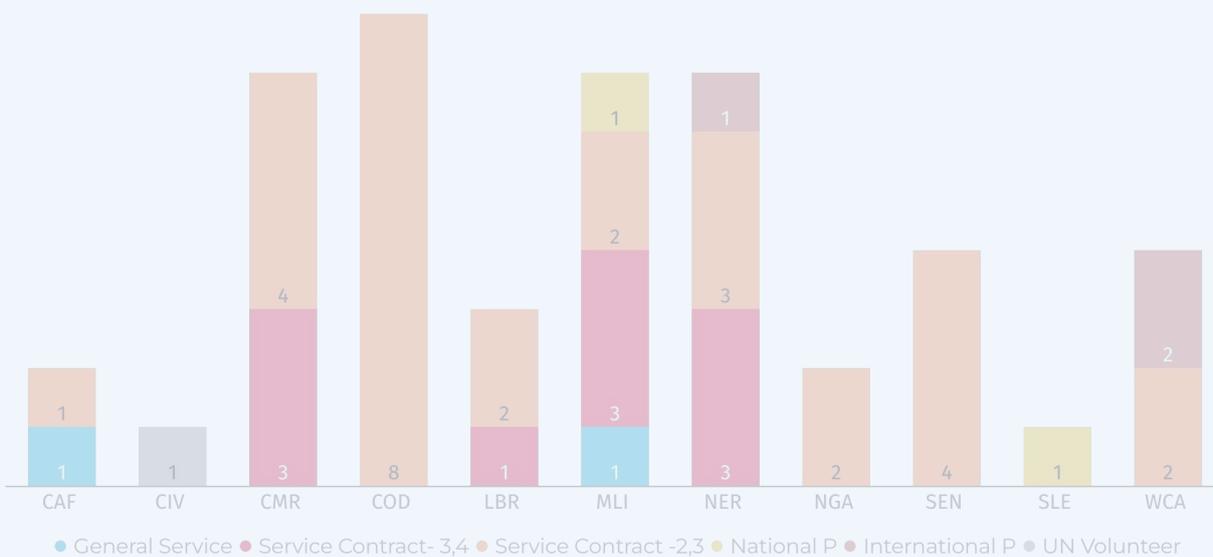
Source: Données de l'unité RH compilées par l'équipe d'évaluation

**Figure 7 – Postes du personnel d'ONU Femmes à partir de février 2023**



Source: Données de l'unité RH compilées par l'équipe d'évaluation

**Figure 8 - Ressources humaines à partir de février 2023**



Source: Données de l'unité HR compilées par l'équipe d'évaluation

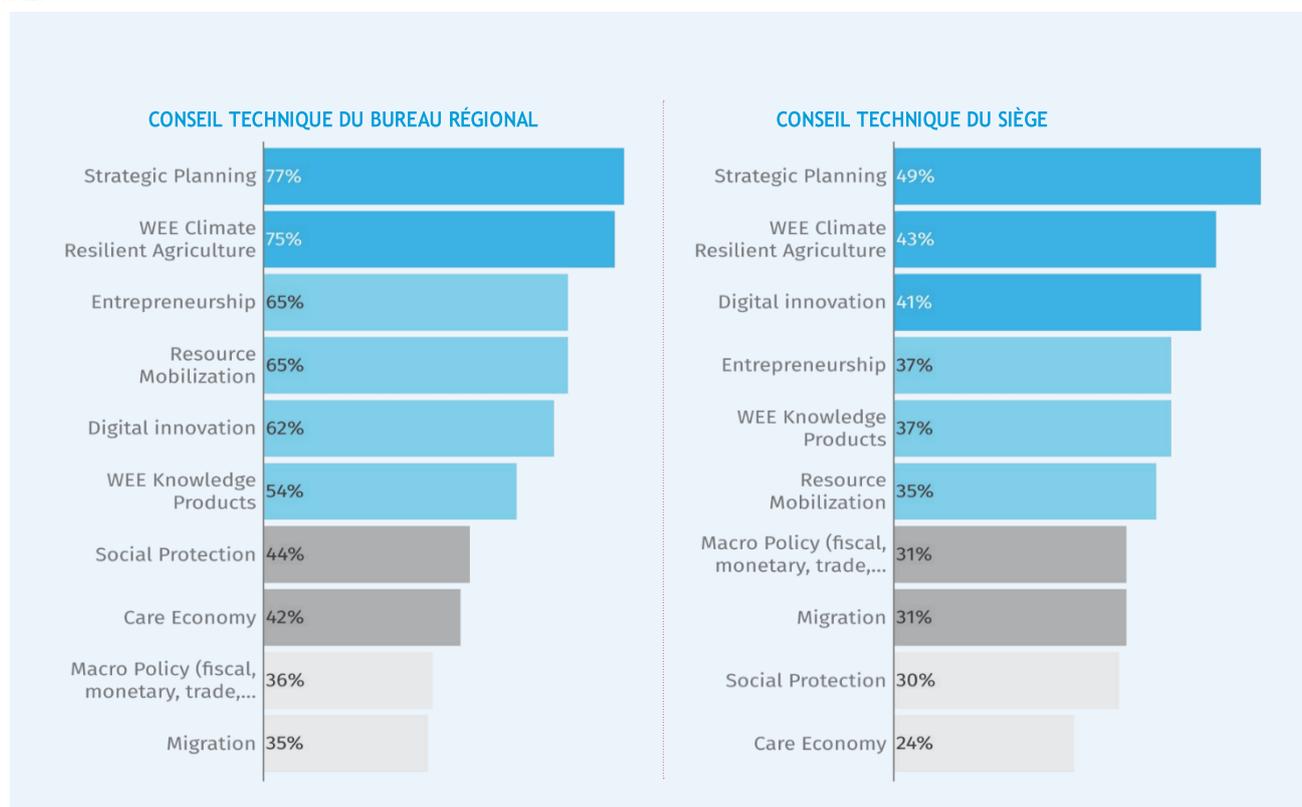
## Efficacité organisationnelle-2

Dans quelle mesure les leçons tirées des initiatives mises en œuvre sur le terrain sont-elles prises en compte dans l'approche régionale et vice versa ?

## CONSTAT 9

Le partage des connaissances dans le cadre de la programmation de l'AEF se fait plus fréquemment entre collègues au sein d'un bureau de pays spécifique, suivi par des interactions avec l'unité régionale de l'AEF, et enfin, il s'étend au partage entre les différents bureaux de pays. Malheureusement, les leçons tirées de certaines évaluations de l'AEF sont rarement appliquées dans les cycles de planification ultérieurs. De même, si les efforts de production de connaissances au niveau régional sont précieux, leur efficacité pourrait être renforcée par la mise en œuvre de pratiques de gestion des connaissances solides, telles que la garantie de capacités de stockage adéquates et d'un accès aisé aux produits de la connaissance.

Figure 9 - Dans quelle mesure le bureau régional ou le siège a-t-il fourni des conseils techniques dans les différents domaines de l'AEF ?



Selon l'enquête menée auprès du personnel en novembre 2022 et résumée dans la figure 9 ci-dessus, 57% des répondants (N = 50) ont reçu un soutien de l'unité régionale de l'AEF dans plusieurs domaines d'intérêt, contre 38% qui ont déclaré avoir reçu un soutien du siège<sup>65</sup>. Selon les répondants à l'enquête, les domaines les plus importants du soutien reçu du siège et du bureau régional comprennent : la planification stratégique, le programme phare de l'AEF, l'entrepreneuriat, la mobilisation des ressources et l'innovation numérique. Les conseils techniques dans les domaines de la protection sociale, de

l'économie des soins et de la politique macroéconomique sont plus souvent fournis par le bureau régional que par le siège.

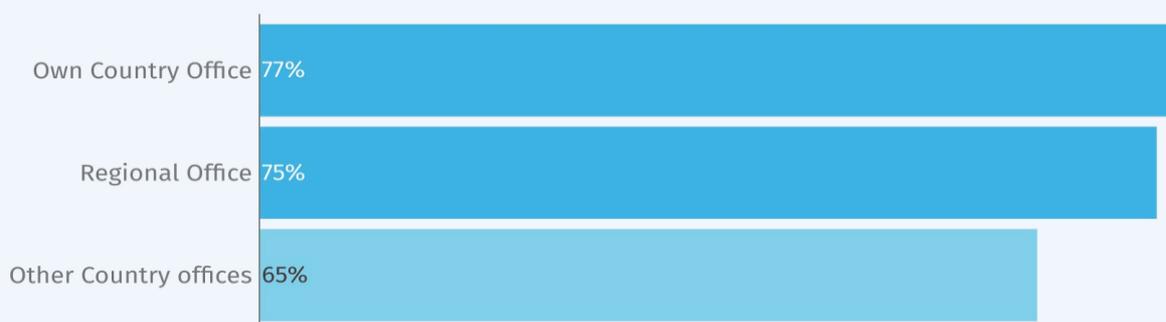
Les participants à l'enquête ont indiqué qu'ils avaient tendance à partager les connaissances tirées de la programmation de l'AEF avec leurs collègues du bureau de pays en premier lieu, puis avec l'unité thématique pertinente du bureau régional et enfin avec d'autres

<sup>65</sup>Question 8 : Dans quelle mesure le bureau régional a-t-il apporté son soutien dans les domaines suivants ? Question 9 : Dans quelle mesure le siège a-t-il apporté son soutien dans les domaines suivants ?

bureaux de pays. Il est intéressant de noter que le soutien du bureau régional a obtenu un score plus élevé que les interactions d'apprentissage entre bureaux de pays, probablement parce que l'unité régionale AEF est régulièrement en contact avec les bureaux de pays, que ce soit physiquement ou virtuellement.

Toutefois, cela montre également qu'il est possible d'accroître la collaboration et l'apprentissage entre les bureaux, en particulier entre les pays ayant un profil économique similaire ou ceux qui appartiennent au même espace géopolitique, comme le Sahel.

**Figure 10 - Partage des connaissances au sein des bureaux de pays, avec le bureau régional et avec d'autres bureaux de pays**



Source: Enquête compilée par l'équipe d'évaluation auprès du personnel d'ONU Femmes dans la région AOC

Le fait que 63% des personnes interrogées aient partagé des connaissances " (très) fréquemment " avec d'autres bureaux de pays est probablement facilité par la programmation phare : le programme pour une agriculture résiliente au changement climatique a aidé les bureaux de pays à s'éloigner d'une programmation fragmentée et leur a donné l'occasion d'apprendre les uns des autres, soit directement, soit par la médiation experte du bureau régional.

L'équipe AEF du Bureau régional, dans une démarche positive de soutien à l'apprentissage et à l'innovation, a créé un poste de spécialiste de l'innovation. Cela donne un élan à l'innovation dans la région (y compris sur les solutions numériques, les économies d'énergie et les alternatives, et la reforestation) pour soutenir les projets phares des pays sur l'agriculture résiliente au climat ; documenter et partager les informations et les leçons sur l'innovation ; et tendre la main aux donateurs pour la mobilisation des ressources. En outre, l'équipe régionale AEF s'adresse aux banques, aux sociétés de technologie financière et aux opérateurs de téléphonie mobile afin

d'envisager une collaboration sur la plateforme Buy from Women<sup>66</sup>. La série de webinaires de partage des connaissances Buy from Women du Bureau régional est une initiative de renforcement des capacités internes, de partage des enseignements tirés et des meilleures pratiques en matière de projets et d'approches novateurs.

Les rapports annuels et divers récits sont publiés sur le site web d'ONU Femmes et constituent des outils précieux pour l'apprentissage et l'archivage. Si, en théorie, les possibilités d'apprentissage mutuel en ligne ou en face-à-face sont renforcées par les évaluations de programmes, seuls cinq bureaux de pays ont commandé des évaluations d'initiatives liées à l'AEF depuis la création d'ONU Femmes. En outre, les nouveaux documents de proposition ne sont pas tenus<sup>67</sup> de s'appuyer sur des éléments d'évaluation. Certains outils de planification, y compris les plans de travail annuels joints aux notes stratégiques, ne sont parfois pas considérés comme des documents évolutifs pouvant être mis à jour en permanence au cours du cycle de vie d'un programme. Ce problème a été mis en lumière lors de la visite effectuée par l'équipe au Niger. Un autre exemple notable est celui

<sup>66</sup>Certaines limitations de l'efficacité de l'initiative "Buy From Women" ont été observées il y a deux ans dans l'évaluation globale

<sup>67</sup>Les lignes directrices et checklist d'ONU Femmes pour la soumission de nouvelles propositions à un comité d'évaluation visent

principalement à garantir que le processus d'évaluation est correctement planifié et budgétisé. Elles n'imposent pas l'inclusion d'éléments d'évaluation dans les nouvelles propositions de programme, rendant facultative la démonstration de la manière dont une proposition nouvellement conçue s'appuie sur les enseignements tirés d'évaluations antérieures

du cadre de résultats de développement d'ONU Femmes au Cameroun. Il n'a pas été mis à jour pour refléter la décision prise en 2020 de réorienter d'urgence le financement vers le programme COVID-19<sup>68</sup>. De même, ONU Femmes Côte d'Ivoire n'a pas mis à jour son cadre de résultats de développement pour refléter un produit associé à l'initiative financée par la Banque africaine de développement sur la passation de marchés affirmative. Ces oublis peuvent avoir des conséquences négatives sur le suivi des résultats et, par conséquent, sur la manière dont les bureaux de pays tirent les enseignements généraux des programmes en cours.

Le bureau régional élabore actuellement une stratégie de communication visant à mobiliser et à influencer efficacement les parties prenantes, qu'il s'agisse de détenteurs de droits ou de détenteurs d'obligations. Cette stratégie modifiera la façon dont les innovations et les stratégies sont partagées dans la région et comment elles sont analysées. Elle renforcera le contenu des messages partagés par les bureaux de pays à des fins de plaidoyer sur les plateformes de médias sociaux. Ces communications sont idéalement alimentées par les connaissances générées au niveau de la région et du siège, accessibles grâce à des systèmes efficaces de gestion des connaissances.

L'équipe d'évaluation a rencontré des difficultés dans la collecte de la documentation lors de la phase de démarrage. Cela est probablement lié au système fragmenté de gestion des connaissances dans la région (la gestion, le stockage, l'organisation, la récupération et l'accessibilité des produits de la connaissance), y compris les produits réalisés par l'équipe de l'AEF dans les bureaux régionaux et les bureaux de pays.

Une évaluation régionale de 2019<sup>69</sup> a recommandé au Bureau régional d'allouer des ressources à la gestion des

connaissances et de normaliser ses pratiques dans ce domaine (y compris le stockage des données). Dans sa réponse, le Bureau régional s'est engagé à "recruter un responsable de la gestion des connaissances au sein de la BRAOC avec des responsabilités de coordination dans la région d'ici décembre 2021". Cette personne aiderait à "organiser et mettre en œuvre des référentiels de connaissances centralisés/bases de données/serveurs pour le stockage et l'archivage des produits de la connaissance". Comme ce poste ne figure pas dans le plan de recrutement de la région, on peut s'attendre à des lacunes dans la mémoire institutionnelle.

Alors que le site Internet mondial d'ONU Femmes et la plateforme d'ONU Femmes Afrique contiennent des récits de plaidoyer intéressants, l'absence de sites Internet nationaux dédiés et structurés qui reflètent les programmes, les initiatives et les résultats de la recherche rend plus difficile le plaidoyer en faveur de l'élaboration de politiques nationales.

Le bureau régional a finalisé sa stratégie de gestion des connaissances en 2020, mais sa mise en œuvre n'est pas encore achevée. Idéalement, les connaissances produites au niveau régional ou au siège devraient être utilisées au niveau national. Malgré des efforts considérables pour produire et diffuser des rapports et des notes d'information sur les politiques, la charge de travail du personnel est telle qu'il ne dispose souvent pas du temps nécessaire à l'apprentissage.

<sup>68</sup>Appui aux activités socio-économiques des femmes autour des chaînes de valeur induites par le COVID-19 dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest du Cameroun".

<sup>69</sup>Constat Nr.3" de la [Knowledge Management Evaluation](#) menée en 2019 par ONU Femmes WCARO. Selon cette conclusion, "UN Women-WCA region possède divers types de produits de connaissance (KP's). Ceux-ci étaient cependant stockés dans différents endroits et leur stockage n'était généralement pas bien organisé." L'évaluation de la gestion des connaissances a établi "l'état actuel de la fonction de gestion des connaissances par département ou bureau national dans la région" et a identifié "les opportunités et les obstacles à la réussite de son rôle de courtier et de

fournisseur de connaissances". Ses recommandations ont été utilisées pour élaborer le présent rapport. [Knowledge Management Strategy](#).



### 3.5 DURABILITÉ

Question d'évaluation : Quelle est la probabilité de résultats à long terme ou de poursuite du programme après la fin du soutien d'ONU Femmes et, en particulier, quelles sont les approches innovantes en matière d'AEF susceptibles d'être reproduites et élargies ?

## CONSTAT 10

**Les efforts d'ONU Femmes en matière de mobilisation des communautés rurales, de renforcement des capacités et de défense des politiques ont établi une bonne base pour la création d'un durable et favorable environnement aux AEF.**

### MOBILISATION DES COMMUNAUTÉS RURALES

La création d'organisations et d'institutions est un moyen de s'assurer que les initiatives et les interventions peuvent se poursuivre après la fin d'un programme. ONU Femmes a soutenu la formation d'organisations collectives et de coopératives de femmes, en particulier dans les communautés rurales, et, avec la collaboration de partenaires clés, a considérablement renforcé les capacités de ces organisations ainsi que des femmes à titre individuel, dans toute une série de compétences et de connaissances<sup>70</sup>. Ceci, associé à l'acquisition de terres pour l'accès et/ou la propriété des femmes et à leur formalisation dans les économies nationales par le biais d'un certain nombre de projets dans la région, a fourni une base solide pour la durabilité. Dans certains cas, comme celui du programme 3R<sup>71</sup>, ces éléments sont renforcés par les changements de politique des gouvernements nationaux et locaux et par leur intégration dans les programmes et budgets en cours.

Avec d'autres organisations de développement, ONU Femmes a contribué à l'organisation des femmes<sup>72</sup> en associations locales d'épargne et de prêt par lesquelles les femmes empruntent les unes auprès des autres. Le défi consiste à développer davantage ce qui a déjà été établi par le biais de ces associations. Les parties prenantes ont reconnu la nécessité d'accéder au crédit à une plus grande échelle et d'étendre ces possibilités à un plus grand nombre de membres de leurs communautés. Convaincre de nombreuses femmes rurales de surmonter leur méfiance à l'égard des institutions financières demande du temps, car elles préfèrent emprunter à ceux qu'elles connaissent au sein de leur famille et de leur communauté. Cependant, les caisses d'épargne villageoises en métal

n'offrent pas des niveaux suffisants de sécurité, d'investissement et de rendement. Des efforts pour combler cette lacune ont été fournis au Sénégal grâce à un accord entre BNP Paribas et Agrifed et en République centrafricaine avec l'ouverture d'une agence de microfinance locale<sup>73</sup>.

La courte durée des interventions peut empêcher les programmes d'améliorer les revenus des femmes à long terme. Les bureaux de pays qui n'ont pas de projets majeurs pour mettre en œuvre des interventions communautaires à long terme (Cameroun, RDC et Sierra Leone) n'ont pu offrir que des sessions de formation et des ateliers ponctuels. Ils se sont concentrés sur d'autres domaines prioritaires d'ONU Femmes pour lesquels des financements plus importants étaient disponibles. Certains pays ayant mis en place des projets AEF au cours des cinq-six dernières années les voient arriver à leur terme<sup>74</sup>, sans que de nouveaux projets ne se profilent à l'horizon, malgré la demande d'approfondissement et de réplique dans d'autres communautés.

Pour soutenir la mobilisation des femmes rurales et répondre à leurs attentes, ONU Femmes devra travailler avec les agences gouvernementales qui réglementent le secteur bancaire afin d'identifier comment les institutions financières peuvent répondre aux besoins de développement des femmes rurales pauvres et adapter des produits financiers qui soient accessibles, abordables et compris par les communautés rurales. Il pourrait s'agir de faciliter l'ouverture et la gestion de comptes bancaires et de prêts par un plus grand nombre de femmes.

<sup>70</sup>Cfr. Section efficacité ( constat 6)

<sup>71</sup>Approches transformatrices pour reconnaître, réduire et redistribuer le travail de soins non rémunéré dans les programmes d'autonomisation économique des femmes

<sup>72</sup>Voir l'annexe 12 : "4650 femmes rurales au Niger ont pu accéder à des fonds renouvelables" (...) "1830 femmes entrepreneurs ont pu accéder au financement du Fonds pour l'autonomisation des femmes et des enfants", etc.

<sup>73</sup>L'équipe d'évaluation n'a pas confirmé les informations selon lesquelles "1588 agricultrices ont bénéficié d'une ligne de crédit de BNP Paribas au Sénégal" ( . ) "1250 femmes en RCA ont eu accès à des services financiers fournis par une agence de microfinance locale". ONU Femmes WCARO, Rapport annuel annuel, 2021, p.12.

<sup>74</sup> L'initiative "Accélérer l'autonomisation économique des femmes rurales" se termine, tandis que la même initiative est en cours de 2022 à 2027 au Niger.

Une autre stratégie pour la durabilité et la représentation des groupes communautaires et des coopératives de femmes en relation avec la réforme politique consiste à les consolider dans des organisations ou des fédérations nationales. Le bureau de pays de Sierra Leone soutient actuellement la formation d'une fédération nationale de coopératives. Au Libéria, au fil des ans, le bureau Au Libéria, au fil des ans, le bureau de pays a fait des efforts et continue à soutenir la formation d'une organisation nationale des associations villageoises de prêts et d'épargne.

## INFLUENCE DES POLITIQUES

Les réformes politiques et leur mise en œuvre sont des indicateurs clés de la durabilité. ONU Femmes s'est engagée dans le plaidoyer pour le changement de politique au niveau national et régional en AOC et a fait des efforts pour contribuer à la réforme ou à l'examen de la réforme dans des domaines tels que la propriété foncière pour les femmes, les achats sensibles au genre, l'entrepreneuriat féminin, les politiques agricoles, le développement coopératif, le travail de soins non rémunéré des femmes et la transition vers des emplois verts.

Les parties prenantes consultées ont suggéré qu'ONU Femmes pourrait se concentrer plus activement sur la recherche et le plaidoyer en faveur d'un changement de politique, en particulier sur les aspects transformateurs de l'égalité des genres. L'objectif serait d'avoir un impact plus profond sur la résolution des obstacles structurels à l'AEF et l'effet d'entraînement anticorruption sur la vie d'un plus grand nombre de femmes travaillant dans l'agriculture, en tant qu'entrepreneurs, vendeurs sur les marchés et négociants ou employés dans des entreprises.

À cet égard, il est nécessaire de mettre davantage l'accent sur les politiques macroéconomiques et fiscales et sur les mécanismes budgétaires tenant compte de la dimension de genre, ainsi que sur la participation et le leadership des femmes dans les politiques de lutte contre le changement climatique et leur mise en œuvre. Les efforts actuellement déployés dans le cadre de la transition vers l'économie verte témoignent de cette préoccupation.

### ENCADRÉ 2 :

#### BONNES PRATIQUES POUR L'ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES

Une bonne pratique qui a contribué à l'harmonisation des programmes de renforcement des capacités des AEF dans la région a été l'organisation d'une formation par un expert en agro-industrie. Les projets d'ONU Femmes dans la région ont inclus la fourniture d'équipements d'infrastructure, principalement aux agricultrices, tels que des semences, des machines pour la transformation et la mouture des produits agricoles, des moyens de transport (tricycles et charrettes), un soutien à la construction de bâtiments pour le stockage et la transformation, des équipements de transformation, des équipements solaires, des équipements solaires et l'achat d'intrants agricoles et de céréales pour le stockage et la revente. Dans certains cas, les installations des marchés ont été améliorées. Les bénéficiaires apprécient ce type d'aide, mais il y a toujours le défi de l'entretien et du remplacement une fois le projet terminé. De bons exemples d'anticipation des besoins de maintenance ont été identifiés au Libéria, où le collectif agricole des femmes a demandé à chacune d'entre elles de fournir une petite partie des céréales qu'elle moulait au centre communautaire. Ces portions étaient vendues au marché et l'argent obtenu était mis de côté pour payer les frais de maintenance. Au Sénégal, le programme comprenait un volet de formation des jeunes de la communauté à l'entretien et à la réparation des équipements afin qu'ils puissent intervenir en cas de besoin, mais aussi gagner de l'argent ailleurs grâce à leurs nouvelles compétences.

Source: Enquête d'évaluation conduite en novembre 2022 (nombre de participants : 55 personnes)

Figure 11- Perception du personnel sur la durabilité



Une bonne majorité des personnes interrogées (87%) considèrent que les programmes AEF mis en œuvre par leur bureau de pays sont durables, avec une certaine prudence pour la moitié des personnes interrogées optimistes.



## CONSTAT 11

**L'évaluation a révélé que certains programmes présentant un potentiel et une pertinence avaient perdu de leur dynamisme ou avaient été interrompus. Toutefois, les gestionnaires de programmes ont fait preuve de créativité en incorporant des éléments d'anciens programmes dans de nouvelles initiatives, ce qui montre que la fin du financement d'une initiative prometteuse par un donateur spécifique ne marque pas nécessairement la fin du programme.**

### BUDGÉTISATION SENSIBLE AU GENRE

La budgétisation sensible au genre nécessite un engagement à long terme pour influencer les décisions budgétaires des institutions nationales et locales. Le gouvernement camerounais a montré sa volonté d'engager des réformes par le biais de l'initiative "Intégrer la budgétisation sensible au genre dans l'efficacité de l'aide"<sup>75</sup>, financée par l'Union européenne<sup>76</sup>. Ce programme a permis la création d'une fondation pour mettre en œuvre des processus de budgétisation sensible au genre dans les ministères sectoriels et les communes<sup>77</sup>. Si le programme a réussi à intégrer le genre dans les cadres politiques et budgétaires nationaux et à renforcer les capacités, il a malheureusement connu une fin prématurée en raison de l'arrêt du soutien financier, en particulier au-delà des contributions reçues de l'Union européenne. À l'heure actuelle, la note stratégique 2022-2026 du bureau de pays du Cameroun n'inclut pas d'activités de budgétisation sensible au genre, mais il existe un besoin clair de mécanismes de dialogue influents, d'engagement continu et de renforcement des capacités dans ce domaine. En outre, ONU Femmes Nigéria, RDC et Sierra Leone se sont abstenues d'inclure tout résultat lié à la budgétisation sensible au genre dans leurs plans de travail pour la période entre 2018 et 2022. Cette tendance régionale signale une suspension claire des efforts antérieurs en matière de budgétisation sensible au genre et souligne la nécessité

d'évaluer le potentiel de l'impact et des perceptions antérieurs en matière de budgétisation sensible au genre.

Toutefois, l'évaluation a mis en évidence deux exemples positifs de poursuite de la programmation par le biais d'initiatives trans-thématiques. Un exemple est le programme conjoint HCDH-PBF-ONU Femmes au Libéria (2019-2021), qui se concentre sur [renforcer les cadres de responsabilité, les financements innovants et la budgétisation sensible au genre pour faire progresser la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité](#). Ce programme comprend le renforcement des capacités des acteurs gouvernementaux et des organisations de femmes. Une autre collaboration est le Programme conjoint sur l'autonomisation économique des femmes rurales impliquant FAO, PAM et ONU Femmes, qui travaille avec le gouvernement libérien pour établir une unité de planification et de budgétisation sensible au genre au sein du ministère des Finances et des bureaux de genre dans les ministères sectoriels pour intégrer la dimension de genre dans leur travail<sup>78</sup>. Ces exemples démontrent que même lorsque certains financements spécifiques de donateurs sont interrompus, les nouveaux programmes peuvent poursuivre certains des résultats des programmes précédents dans des domaines tels que la budgétisation sensible au

<sup>75</sup>Deux lettres circulaires ont été signées par le chef de l'État, donnant des instructions claires pour l'intégration de la dimension de genre dans les lois de finances.

<sup>76</sup>Cfr. ONU Femmes Cameroun, Évaluation du portefeuille pays, 2020

<sup>77</sup>Le gouvernement camerounais s'est efforcé de mettre en œuvre une budgétisation sensible au genre en formant le personnel technique aux niveaux national et décentralisé, ainsi que les principaux acteurs de la société civile. Le ministère des finances et le ministère de la planification ont conjointement conçu et mis en œuvre un plan d'action de renforcement des capacités pour intégrer la budgétisation sensible au genre dans les outils nationaux de planification, de programmation et de budgétisation. Le ministère des finances s'est engagé à prolonger ces efforts dans le cadre du processus de réforme des finances publiques, qui était censé accélérer la mise en œuvre du plan d'action pour une budgétisation sensible au genre. La société civile s'est également engagée dans ce processus. Dynamique Citoyenne a été chargée de renforcer les capacités des

réseaux d'OSC en matière de suivi budgétaire sensible au genre pour les futurs exercices budgétaires nationaux et locaux. En outre, des points focaux pour l'égalité des genres ont été nommés dans chaque ministère pour superviser les processus de développement de l'intégration de l'égalité des genres. Des comités sur l'égalité des genres ont également été créés dans chaque ministère afin de soutenir les points focaux et d'accroître l'exposition du personnel aux questions d'égalité des genres. Ces comités comptent des représentants d'autres ministères et offrent d'importantes possibilités d'alignement des plans et d'apprentissage croisé. Des études ont été menées pour suivre le budget d'un ministère sectoriel et contrôler l'engagement du gouvernement en faveur de l'égalité des genres dans le domaine de la santé reproductive.

<sup>78</sup>Un gouvernement ayant répondu à l'enquête électronique du programme conjoint d'évaluation mondiale de l'AEF rurale en 2021, Libéria

genre.

### LES FEMMES DANS LE COMMERCE TRANSFRONTALIER INFORMEL

Le programme "Les femmes dans le commerce transfrontalier" a été mis en œuvre il y a dix ans dans six pays africains dans le but d'améliorer les conditions des femmes commerçantes transfrontalières et leur contribution à la réduction de la pauvreté, à la création d'emplois et à l'intégration régionale. Le programme a fourni une assistance pour la création et le développement de coopératives. Il avait la particularité de fonctionner comme une initiative transfrontalière entre le Nigeria et le Bénin, entre le Rwanda et la RDC, et entre le Liberia et la Côte d'Ivoire. Ses trois résultats attendus<sup>79</sup> ont encouragé l'harmonisation des pratiques transfrontalières dans la manière de traiter les femmes commerçantes. Le programme n'est plus opérationnel dans la région AOC.

### GARANTIR LE FINANCEMENT DES DONATEURS

Les domaines qui ont constamment obtenu un financement de la part des donateurs au cours du cycle de la note stratégique et au-delà sont illustrés dans le tableau 11 ci-dessous.

L'assurance d'un financement continu des donateurs sur une période de six ans et plus, comme dans le cas de l'agriculture intelligente face au climat, des femmes entrepreneurs, de l'autonomisation économique des femmes rurales et des moyens de subsistance alternatifs, est un indicateur fort de la durabilité dans ces domaines. économique des femmes rurales et des moyens de subsistance alternatifs, est un indicateur fort de la durabilité dans ces domaines. Un financement constant laisse suffisamment de temps pour renforcer les résultats à la lumière des enseignements tirés, instaurer la confiance avec les donateurs et l'appropriation par la communauté en vue d'un impact à long terme.

Tableau 11 - Financement des donateurs pour 2018-2022

	AVANT	2018		2019		2020		2021		2022		AU-DELÀ
L'agriculture intelligente face au climat												
Femmes entrepreneurs												
Rurale AEF												
Moyens de subsistance alternatifs												
Solutions numériques dans l'agriculture												
Climat et énergie												
Migration												
COVID-19 Réponse												
Législation et réforme politique												
Protection sociale												

Legend	Pré- et Post- Note stratégique	Quart 1	Quart 2	Quart 3	Quart 4
--------	--------------------------------	---------	---------	---------	---------

Source: Données ATLAS compilées et analysées par l'équipe d'évaluation (Q4 2022)

<sup>79</sup>Résultat 1 : Les coalitions et les réseaux de femmes commerçantes transfrontalières exigent et obtiennent effectivement de meilleurs services, des procédures transfrontalières favorables aux femmes et l'intégration de la dimension de genre dans les accords et protocoles commerciaux africains de leurs gouvernements et communautés économiques régionales ; Résultat 2 : Les communautés économiques régionales et les principales institutions gouvernementales font preuve de

leadership, d'engagement et de responsabilité pour soutenir les femmes dans le commerce transfrontalier informel et intégrer les questions de genre dans les accords et processus commerciaux ; Résultat 3 : Une plus grande visibilité de la contribution des femmes dans le commerce transfrontalier informel à la création de richesses, à la création d'emplois, à la réduction de la pauvreté et à l'intégration régionale par le biais du partage de la connaissance.



### 3.6 ÉGALITÉ DES GENRES ET DROITS DE L'HOMME

Dans quelle mesure les considérations relatives au genre et aux droits de l'homme ont-elles été intégrées dans la conception et la mise en œuvre du programme ?

Les processus et activités mis en œuvre au cours de l'intervention ont-ils été exempts de discrimination pour toutes les parties prenantes, y compris les personnes vivant avec un handicap ?

#### CONSTAT 12

**Les interventions d'autonomisation économique d'ONU Femmes en AOC donnent la priorité à une approche différenciée qui prend en compte le contexte et le profil des femmes ciblées. Alors que l'agence collective a été utilisée avec des avantages tangibles pour les agricultrices, il est possible d'agir davantage pour soutenir l'autonomisation économique des travailleurs domestiques et des femmes vivant avec des handicaps.**

Le comité d'experts de la Convention des Nations unies de 2006 relative aux droits des personnes handicapées a fourni des orientations sur la garantie des droits des personnes vivant avec un handicap<sup>80</sup>. En répondant à la question d'évaluation sur l'égalité des genres et les droits de l'homme, les interventions en matière d'AEF sont examinées sous l'angle du concept d'intersectionnalité<sup>81</sup> de Kimberlé Crenshaw. La notion générale de "femmes" dans l'expression "autonomisation économique des femmes" peut être décomposée à l'aide de l'intersectionnalité pour comprendre les catégories ou groupes spécifiques de femmes qui peuvent être négligés.

La tâche de l'évaluation est de déterminer si les femmes de la région ont été traitées comme un groupe homogène ou si les différences entre elles basées sur les conditions physiques (handicapées ou non), les revenus (riches ou pauvres, propriétaires d'entreprises ou chômeurs), la situation géographique (urbaine ou rurale) et la diversité culturelle ou ethnique ont été prises en compte.

Cette approche permet à l'évaluation de déterminer si le principe "ne laisser personne de côté" a été correctement intégré dans la conception et la mise en œuvre du programme. En explorant les dimensions croisées de l'exclusion<sup>82</sup>

fondée sur l'identité l'évaluation espère découvrir les lacunes dans la couverture des programmes et déterminer si les besoins particuliers des femmes en matière d'autonomisation économique résultant de ces intersections ont été pris en compte.

ONU Femmes et ses partenaires dans la région AOC ont adopté diverses approches pour s'attaquer aux obstacles structurels à l'autonomisation économique, en tenant compte du contexte et du profil des femmes ciblées par une initiative particulière mise en œuvre. Alors que l'agence collective a été exploitée avec succès au profit des agricultrices et des entrepreneuses, il est possible de reconnaître le potentiel d'action en faveur des travailleuses domestiques, des femmes handicapées et, dans une moindre mesure<sup>83</sup>, des femmes ayant survécu à la violence.

Si tous les programmes ne mettent pas l'accent sur l'action collective (par exemple, l'initiative d'ONU Femmes sur les marchés publics), il existe une approche nuancée lorsqu'il s'agit d'encourager la participation des femmes. Le programme d'éducation de la deuxième chance, par exemple, met fortement l'accent sur l'action individuelle pour la génération de revenus. Toutefois, lorsque l'accent est mis sur les agricultrices, l'importance

<sup>80</sup>Allant plus loin que les principes généraux de la plateforme d'action de Beijing et de la CEDAW, ONU Femmes a publié en 2017 "Faire en sorte que les ODD comptent pour les femmes handicapées".

<https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2017/6/issue-brief-making-the-sdgs-count-for-women-and-girls-with-disabilities>. Et aussi Comité des droits des personnes handicapées (2016) : Observation générale n° 3 sur les femmes et les filles handicapées. CRPD/C/GC/3. <https://undocs.org/en/CRPD/C/GC/3>.

<sup>81</sup>L'inclusion de femmes issues de groupes défavorisés dans un programme de développement peut être comprise à travers l'analyse de Kimberlé Crenshaw de la loi anti-discrimination américaine. Crenshaw a plaidé en faveur d'une réforme juridique après avoir découvert que, dans le cadre d'une plainte pour discrimination au travail, la fréquence de la discrimination semblait être plus élevée pour les femmes noires, alors que les hommes noirs et les femmes blanches n'avaient fait l'objet

d'aucune plainte pour discrimination. Crenshaw a observé qu'il n'existait aucune disposition légale pour les personnes qui étaient à la fois noires et femmes. Les procédures juridiques contre la discrimination sont donc traitées soit sur la base d'une discrimination fondée sur la race noire, soit sur la race féminine, et non sur les deux.

<sup>82</sup>Il n'est pas rare que des individus portent des identités multiples qui sont socialement perçues comme désavantageuses. Par exemple, une femme peut naître dans le rôle de "wahaya" (une employée de maison traitée comme une esclave) et vivre également avec un handicap.

<sup>83</sup> Dans une moindre mesure" parce qu'il y a un travail en cours pour les femmes victimes de violence, étant donné que la programmation trans-thématique est de facto établie dans la région (cf. section "Cohérence" du chapitre "Constataions"). Les futurs documents stratégiques pourraient refléter une collaboration plus délibérée entre les unités AEF et Violence contre les femmes en vue d'améliorer les efforts en cours pour l'autonomisation économique des survivantes de la violence à l'égard des femmes

de leur action collective devient un élément central de la stratégie de programmation. Cette approche collective est particulièrement cruciale dans les initiatives multi-pays, telles que celles liées à l'agriculture résiliente au changement climatique ou le programme conjoint pour l'autonomisation économique des femmes rurales. Sans l'implication des agricultrices dans un collectif solide comprenant plus de 10 000 personnes, l'obtention d'un financement de BNP Paribas pour l'initiative sur l'agriculture rizicole aurait été une entreprise difficile.

L'influence accrue des coopératives organisées peut également aider à négocier l'attribution des terres avec les autorités locales et traditionnelles.

Ces programmes ont permis d'atteindre certaines des femmes les plus pauvres par le biais d'organisations collectives. Dans de nombreux cas, le point de départ des initiatives communautaires a été des groupes marginalisés de femmes rurales illettrées. Compte tenu de leur niveau initial d'autonomisation, les interventions ont fait une différence significative dans leur vie en termes de sensibilisation, d'acquisition de compétences de base et d'incitation à des actions collectives pour améliorer leur productivité et leurs revenus. Le soutien d'ONU Femmes aux associations de prêts et d'épargne au niveau des villages a été essentiel pour que ces femmes puissent épargner et accéder à des fonds pour leurs investissements et leurs besoins familiaux (par exemple, les associations de prêts et d'épargne au niveau des villages au Libéria et les clubs Dimitra au Niger). Les femmes des coopératives comptant un grand nombre de membres ont été en mesure de négocier et d'établir des lignes de crédit à faible taux d'intérêt<sup>84</sup> avec les grandes banques.

Bien que le principe de ne laisser personne de côté soit appliqué dans de nombreuses interventions dans la région, en se concentrant principalement sur les femmes rurales pauvres<sup>85</sup>, il n'est pas appliqué de manière systématique. Lors de la sélection des

bénéficiaires, les interventions peuvent atteindre des femmes qui ont déjà un certain niveau d'autonomisation (compétences, statut local) et non les plus vulnérables, à moins qu'il n'y ait un processus d'inclusion plus systématique et plus ciblé. Actuellement, il n'y a pas de programmes AEF en cours dans la région AOC qui ciblent spécifiquement les femmes impliquées dans le commerce transfrontalier informel en tant que groupe d'acteurs économiques. Cependant, certaines activités ont été signalées comme incluant des femmes handicapées ou des survivantes de violences.

## TRAVAILLEURS DOMESTIQUES

Certains groupes de femmes ont besoin d'une voix collective pour défendre leurs droits économiques, par exemple les travailleurs domestiques. La charge de travail des travailleurs domestiques<sup>86</sup> consiste souvent à servir des femmes issues de divers groupes sociaux<sup>87</sup> dans des secteurs tels que les soins de santé, l'éducation et l'industrie manufacturière. En effectuant des tâches ménagères telles que le nettoyage, la cuisine, la lessive et la garde des enfants, les travailleurs domestiques contribuent à alléger la charge de temps<sup>88</sup> des femmes plus privilégiées, ce qui permet à ces dernières de se consacrer à des activités professionnelles, éducatives et de loisirs plus gratifiantes. Il est donc essentiel de reconnaître le travail domestique comme une forme légitime et précieuse de travail en comprenant que ces efforts permettent aux femmes plus privilégiées de concilier leurs responsabilités professionnelles et domestiques.

Il est également essentiel de reconnaître que les conditions dans lesquelles les travailleurs domestiques travaillent ont un impact significatif sur leurs droits humains et leur autonomisation. Des facteurs tels que le nombre d'heures travaillées, les conditions de travail, le salaire et la nature des tâches sont autant de considérations

<sup>84</sup>En 2021, 16000 membres de REFAN (Réseau des femmes agricultrices du Nord), a obtenu une ligne de crédit personnalisée de la BICIS (Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Sénégal). Une autre banque, BNP Paribas, a approuvé une ligne de crédit pour 1588 agricultrices.

<sup>85</sup>Cfr. Constat 5 dans la section "Efficacité" : Dans de nombreux cas, le point de départ des initiatives communautaires a été des groupes marginalisés de femmes rurales illettrées pour lesquelles les interventions ont fait une différence significative dans leur vie par le biais de prêts et d'associations d'épargne au niveau du village (par exemple, les associations de prêts et d'épargne au Libéria et les clubs Dimitra au Niger).

<sup>86</sup>Un travailleur domestique est une personne qui accomplit diverses tâches et responsabilités au sein d'un ménage. Il s'agit de personnes qui fournissent des services directs tels que le nettoyage, la cuisine, la garde d'enfants, les soins aux personnes âgées et d'autres tâches ménagères, moyennant une compensation financière. Les esclaves domestiques peuvent également assumer des responsabilités similaires à celles des travailleurs domestiques, mais ils sont contraints à un

travail non rémunéré et soumis à des conditions d'exploitation. Les travailleurs domestiques méritent une compensation équitable et la protection de leurs droits, tandis que des efforts devraient être déployés pour éliminer l'esclavage domestique et garantir la dignité et le bien-être de tous les individus engagés dans le travail domestique.

<sup>87</sup>Destremau B. Laljtier B. [2002]. « Introduction. Femmes en domesticité. Les domestiques du Sud, au Nord et au Sud, Revue Tiers-Monde, vol.43, No 170, p. 249-264

<sup>88</sup> Selon une étude menée au Bénin et au Togo, les femmes vivant en milieu urbain consacrent quatre fois plus de temps que les hommes aux tâches domestiques et aux soins non rémunérés. [Cfr. ADJAMAGBO Agnès, et al. 2016 « Mise en couple et devenir des unions : comparaison de deux capitales ouest-africaines, Cotonou et Lomé », in Trajectoires et âges de la vie. Sophie Pennec et Jean-Paul Sanderson (dir.), Association internationale des démographes de langue française, Paris.]

essentiels. Toutefois, la terminologie existante, telle que "soins non rémunérés et travail domestique" ou "soins et travail domestique" utilisée par le programme 3R, ne tient pas compte de manière spécifique des travailleurs dont l'occupation<sup>89</sup> est le travail domestique. Les documents de planification des bureaux de pays et régionaux, bien qu'ils contiennent un langage stratégique<sup>90</sup> sur les droits des femmes en relation avec (et sur) le travail, manquent d'interventions spécifiques dédiées à la défense de conditions de travail justes et décentes pour les travailleurs domestiques. Cela inclut un salaire adéquat, des protections juridiques et l'accès à des opportunités d'éducation et de formation.

ONU Femmes pourrait soutenir les organisations qui responsabilisent les travailleurs domestiques en les informant de leurs droits légaux, de leurs conditions de travail et des voies de recours en cas d'exploitation ou d'abus. En outre, les efforts de plaidoyer pourraient être dirigés vers les décideurs politiques et les employeurs afin d'obtenir de meilleures conditions de travail, des salaires équitables et des protections juridiques pour les travailleurs domestiques.

### LES PERSONNES HANDICAPÉES

En théorie, tous les programmes AEF d'ONU Femmes devraient être pleinement inclusifs et fondés sur les principes des droits de l'homme, y compris pour les personnes handicapées. Cependant, les évaluations précédentes<sup>91</sup> indiquent que l'inclusion du handicap est insuffisante. Cette évaluation confirme que l'inclusion du handicap est rarement explicite<sup>92</sup> au stade de la conception. Les documents conceptuels n'analysent pas la situation des personnes handicapées et les multiples facteurs d'exclusion qu'elles rencontrent souvent. En outre, les résultats et les activités ne ciblent pas explicitement ce groupe vulnérable et les indicateurs ne sont pas désagrégés en fonction du handicap.

L'inclusion des personnes handicapées au stade de la mise en œuvre du programme reste insuffisante. Les dirigeants de coopératives interrogés lors de l'évaluation du

programme "*Femmes, agriculture et changement climatique*" en République Centrafricaine l'année dernière ont clairement reconnu leurs obligations, déclarant que le programme n'excluait personne. Cependant, lors d'une visite sur le terrain, l'équipe d'évaluation a ensuite noté un manque de représentation visible des personnes vivant avec un handicap, ce qui suggère l'absence de stratégies d'inclusion délibérées. Il est donc impératif d'aller au-delà de la simple prévention de l'exclusion et de promouvoir véritablement l'inclusion des personnes handicapées : celles-ci devraient être spécifiquement ciblées au stade de la conception du programme et sensibilisées à leurs droits en tant que participants actifs

### FEMMES VICTIMES ET SURVIVANTES DE LA VIOLENCE FEMMES VICTIMES ET SURVIVANTES DE LA VIOLENCE

Dans certains cas, les programmes ont intégré dans leurs activités des femmes victimes de violences sexuelles et de violences liées à des conflits. Par exemple, le centre Agrifed (Agriculture, femmes et développement durable) de Kinshasa, en RDC, forme les femmes rurales aux méthodes durables de production et de transformation du manioc et inclut les survivantes de violences ou les femmes vulnérables dans la mise en place d'une activité durable et génératrice de revenus pour leur famille. Au Liberia, dans le cadre du programme Spotlight, les femmes pauvres qui pratiquent traditionnellement les mutilations génitales féminines sont formées à des modes de vie alternatifs. Les programmes de formation destinés aux agricultrices et aux communautés comprennent une sensibilisation à la violence sexuelle.

Dans une certaine mesure, ces exemples résultent de l'élaboration d'approches intégrées et inclusives au niveau communautaire, qui tiennent compte des obstacles et des contextes multidimensionnels liés au genre, même si ces modalités holistiques ne sont pas ouvertement programmées au niveau national ou régional

<sup>89</sup>L'esclavage domestique existe encore dans certaines régions de Mauritanie, du Niger (les "wahaya"), du Mali et du nord du Nigeria. Le travail domestique rémunéré est plus fréquent que le travail domestique non rémunéré

<sup>90</sup>Travail décent et protection sociale

<sup>91</sup>Cf. les rapports d'évaluation du portefeuille pays d'ONU Femmes au Nigeria,

Cameroun et RDC.

<sup>92</sup>Par exemple, la Note Stratégique 2018-2019 d'ONU Femmes RDC ne faisait aucune référence au handicap. En revanche, la note stratégique suivante inclut le handicap tout en expliquant comment le résultat 2.2.2 (lié à l'AEF) ne laissera personne de côté.







Photo: © Bureau régional de l'ONU Femmes/AOC

## 4. CONCLUSIONS

**CONCLUSION 1:****Pertinence**

La programmation WEE d'ONU Femmes dans la région AOC est bien adaptée à son contexte opérationnel. Plus précisément, le travail d'ONU Femmes soutenant les activités génératrices de revenus des femmes est principalement axé sur le secteur agricole (voir tableaux 5 et 6), qui contribue de manière significative à l'emploi et au PIB dans la région. En outre, une proportion considérable d'interventions de soutien aux moyens de subsistance est intégrée dans des programmes plus vastes portant sur des domaines d'impact thématiques, tels que l'EVAW et la PSH. Il est intéressant de noter que ces combinaisons thématiques n'ont pas été explicitement décrites dans les notes stratégiques pertinentes ; elles ont plutôt été introduites sur le terrain en raison des défis posés par les conditions de sécurité et de climat qui prévalent dans la région du Sahel et ses environs. En outre, ONU Femmes a fait preuve d'agilité pour répondre aux défis spécifiques au contexte, comme en témoigne l'adaptation des programmes AEF pour répondre aux besoins urgents imposés par la pandémie de COVID-19. Enfin, alors que la région vise à aborder les politiques au niveau macroéconomique, les détails spécifiques concernant l'aspect monétaire de ces politiques macroéconomiques restent flous.

**CONCLUSION 2:****COHERENCE**

La cohérence de la programmation de l'AEF dans la région de l'AOC est facilitée par deux facteurs essentiels. Le premier est le rôle central joué par l'équipe WEE du Bureau régional, qui fournit une assistance technique sur les questions WEE, produit des connaissances innovantes et cultive des partenariats au niveau régional en vue d'une action politique. L'équipe plaide constamment en faveur d'approches transformatrices pour éliminer les obstacles structurels à l'AEF et encourage l'engagement avec les organes gouvernementaux pour le changement et la mise en œuvre des politiques, en mettant particulièrement l'accent sur la politique macroéconomique et fiscale.

Le deuxième facteur est le rôle de rationalisation que l'initiative de programmation phare de l'entreprise d'ONU Femmes a joué dans la programmation de l'EEO dans la région en se concentrant sur les cinq types d'interventions les plus fréquents, qui se trouvent également être des éléments clés de l'initiative phare sur l'agriculture intelligente face au climat. Ces interventions comprennent le renforcement des stratégies de commercialisation, visant à améliorer la productivité agricole à l'aide de technologies et de semences, le renforcement des capacités des coopératives d'agricultrices et l'accès à la propriété foncière et au financement. L'initiative pour une

agriculture résiliente face au climat est donc apparue comme un facteur crucial pour l'harmonisation des pratiques dans la région. Chaque pays de la région a opté pour au moins un élément de l'Initiative pour une agriculture résiliente au changement climatique, contribuant ainsi à la cohérence de la programmation de l'AEF dans la région.

**CONCLUSION 3:****EFFICACITÉ**

Plusieurs évaluations de projets AEF et de portefeuilles nationaux dans la région ont montré que la réalisation des objectifs de renforcement des capacités des femmes était généralement satisfaisante (voir tableau 7), même si elle était parfois inférieure à l'objectif initial en termes de nombre de femmes formées. Cependant, comme le montre la RDC, tous les programmes n'ont pas réussi à garantir l'accès des femmes à la terre. En outre, la demande d'amélioration de l'accès aux revenus et au financement reste bien supérieure à ce que les budgets des programmes peuvent permettre. Dans le meilleur des cas, ces interventions peuvent servir de pilotes ou de modèles à adopter par les gouvernements locaux et nationaux et à transposer à plus grande échelle.

Il est à noter que dans de nombreuses initiatives au sein de la région AOC (Femmes, Paix et Sécurité, Conflit et Crise), ONU Femmes a adopté des approches intégrées, en particulier au niveau communautaire, même si elles n'ont pas été explicitement planifiées. Ces approches visaient à obtenir des résultats plus complets en matière d'égalité des genres tout en renforçant l'action des femmes, l'acquisition de connaissances et le leadership, servant ainsi d'éléments cruciaux pour la durabilité à long terme. Pour atteindre ces résultats, les approches ont consisté à élargir la portée des projets AEF afin d'englober des dimensions supplémentaires telles que la lutte contre la violence sexiste, la formation des dirigeants, la promotion de la gouvernance en matière de droits, l'accès à la terre et l'influence sur les politiques des gouvernements locaux. Des approches similaires ont été observées dans d'autres projets d'ONU Femmes portant sur la violence sexiste, les situations de conflit et les migrations internes et transfrontalières, où les moyens de subsistance et les composantes EEE ont été intégrés dans le processus de mise en œuvre.

**CONCLUSION 4:****Efficiences**

ONU Femmes a mis davantage l'accent sur la création d'environnements politiques et juridiques favorables à l'AEF. Cela a conduit à une augmentation des interventions de l'organisation liées aux connaissances, l'équipe AEF dans la région s'appuyant de plus en plus sur des connaissances d'experts et des économistes spécialisés pour mener des travaux de politique au niveau macro. Cependant, seuls quelques bureaux nationaux ont réussi à recruter du personnel possédant l'expertise nécessaire. En conséquence, le Bureau régional a constaté une augmentation de la demande pour le développement d'un nouveau cadre conceptuel pour le plaidoyer normatif et politique. Cette tendance, ajoutée à la forte proportion de personnel bénéficiant de contrats à court terme, va peser lourdement sur les ressources humaines du bureau régional. Le système de gestion des connaissances de la région, qui, comme indiqué ailleurs<sup>93</sup>, peut encore être amélioré.

**CONCLUSION 5:****Durabilité**

L'évaluation a relevé un défi important auquel sont confrontées de nombreuses interventions : la perte d'élan ou l'interruption une fois le financement terminé. Dans l'agriculture, ce défi a été relevé en partie en soutenant la formation d'organisations collectives et de coopératives de femmes dans les communautés rurales et en leur fournissant les compétences et les connaissances nécessaires pour soutenir et développer les initiatives. Ces efforts ont jeté les bases d'une durabilité qui peut servir de modèle à d'autres programmes.

Bien qu'il soit trop tôt pour évaluer la durabilité des interventions politiques nouvellement introduites, le bon choix a été fait en ciblant les acteurs gouvernementaux pour le plaidoyer, la formation et les consultations. Pour réussir dans le domaine normatif et politique, il est crucial de construire une base solide de

personnel économique compétent par le biais de la formation et du recrutement. Ce faisant, un programme peut améliorer ses chances d'avoir un impact et une efficacité durables au-delà du cycle de vie du financement des donateurs.

**CONCLUSION 6:****Égalité des genres et droits de l'homme**

ONU Femmes et ses partenaires ont adopté une approche réfléchie de l'AEF dans la région AOC, en tenant compte du contexte spécifique et des caractéristiques des femmes ciblées. Les interventions conçues pour les agricultrices donnent la priorité à l'action collective, tandis que les programmes tels que l'Initiative pour l'approvisionnement positif et l'Éducation de la deuxième chance se concentrent sur l'amélioration de l'action individuelle.

Cependant, l'évaluation a révélé la nécessité d'aborder davantage les différents niveaux d'identité qui peuvent entraver la jouissance des droits économiques parmi les femmes ciblées. En particulier, l'inclusion des personnes handicapées s'est avérée insuffisante dans les programmes d'éducation et de formation tout au long de la vie. En outre, les préoccupations des travailleurs domestiques n'ont pas été suffisamment prises en compte dans les programmes d'éducation et de formation tout au long de la vie dans la région.

<sup>93</sup>La capacité de la région à conserver une mémoire institutionnelle a été jugée faible. [Knowledge Management Evaluation](#), 2019, WCARO

## 5. LES LEÇONS APPRISES

Alors que le programme de budgétisation sensible au genre au Cameroun a été affecté par un manque de financement, les expériences régionales démontrent que l'interruption du financement par les donateurs d'une initiative prometteuse n'implique pas nécessairement la fin du programme. Le bureau de pays du Liberia a réussi à intégrer les résultats d'une initiative dont le financement a pris fin dans ses programmes existants, tels que le programme conjoint sur l'autonomisation économique des femmes rurales et les programmes WPS, en incluant une composante de budgétisation sensible au genre dans son plan de travail. Par conséquent, un nouveau programme, quel que soit son objectif principal, peut continuer à s'appuyer sur les résultats de programmes antérieurs qui n'ont pas pu être maintenus en raison de l'interruption du financement par les donateurs.

L'évaluation a souligné que la création et le renforcement des coopératives de femmes ont servi de base stable là où le financement du projet n'a pas été maintenu. Le renforcement des capacités des femmes rurales et des femmes entrepreneurs a mis en évidence les lacunes institutionnelles existantes, notamment en termes d'accès à des crédits abordables et à des infrastructures de marché adaptées. Pour une meilleure prise en compte de la dimension de genre et une réforme des institutions financières et de marché, ONU Femmes peut jouer un rôle clé en reliant les cohortes de femmes qu'elle a déjà aidées à développer leurs capacités aux programmes pertinents des institutions financières internationales et des agences nationales.



Photo: © Bureau régional de l'ONU Femmes/AOC

## 6. RECOMMANDATIONS

Les recommandations d'évaluation suivantes découlent de consultations approfondies avec des responsables de programmes AEF dans plusieurs unités commerciales de la région AOC. Elles s'appuient également sur les idées et les commentaires recueillis lors des discussions de groupe et des entretiens approfondis. Par conséquent, elles sont prêtes à guider la voie à suivre pour améliorer et optimiser les programmes AEF.

**RECOMMANDATION 1.****PERTINENCE ET EFFICACITÉ**

Sur la base des résultats

1,2,3,6,7

Urgence



Complexité



Le bureau régional d'ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre devrait continuer à se concentrer sur la recherche et le plaidoyer en faveur d'un changement de politique afin de s'attaquer aux obstacles structurels à l'autonomisation économique des femmes. Cela devrait également inclure les droits des femmes au travail décent et à la protection sociale, les politiques macroéconomiques et fiscales, les mécanismes budgétaires sensibles au genre et la participation et le leadership des femmes dans les politiques et la mise en œuvre du changement climatique. la participation et le leadership des femmes dans les politiques et la mise en œuvre du changement climatique.

Pour améliorer les compétences des femmes et leur permettre d'accéder à des emplois verts de qualité, il faudra développer l'agro-industrie et les secteurs industriels pour créer des emplois, les femmes recevant une part équitable grâce à la formation technique. Des millions de femmes pauvres, rurales et peu instruites ont également besoin d'aide pour survivre et améliorer leurs moyens de subsistance face aux catastrophes liées au changement climatique, y compris dans les zones de conflit. Des emplois décents et verts pourraient ne pas leur être accessibles à court terme, de sorte que les interventions communautaires mises en œuvre par ONU Femmes ou d'autres acteurs restent nécessaires, idéalement dans le cadre de programmes financés par le gouvernement.

Un plan de transition stratégique pourrait être élaboré en intégrant une ou plusieurs des quatre voies optionnelles proposées ci-dessous. Par exemple :

1. Poursuivre les interventions dans les communautés rurales en partenariat avec d'autres agences tout en essayant d'obtenir des résultats plus élevés.
2. Continuer à mettre en œuvre des projets communautaires, mais en élaborant des stratégies de co-conception et de mise en œuvre, dans le but de les confier aux autorités locales, régionales et nationales, aux organisations de la société civile et à d'autres entités.
3. Éliminer progressivement ces types de projets et se concentrer plutôt sur la politique et l'environnement favorable par le biais de la recherche, de l'analyse des données et des enseignements stratégiques tirés, avec un impact plus large et une influence sur les politiques macroéconomiques et fiscales.
4. Une combinaison des options ci-dessus :

a) Les bureaux régionaux et nationaux de l'AOC d'ONU Femmes pourraient choisir de continuer à fournir des interventions dans les communautés rurales en partenariat avec d'autres agences, en se concentrant sur l'obtention de résultats plus élevés en tirant parti de la composant d'innovation numérique, comme le souligne le pilier 1 de la stratégie GEWE de l'Union africaine (2018-2028)<sup>94</sup>. À cette fin, le partage des connaissances entre les agences de l'ONU est essentiel pour résoudre les problèmes rencontrés par l'initiative Buy from Women et renforcer la composante production des interventions agricoles, comme cela a été démontré ailleurs<sup>95</sup> sur le continent.

b) Les bureaux régionaux et nationaux de l'AOC d'ONU Femmes pourraient continuer à fournir des projets communautaires en mettant l'accent sur la co-conception et la mise en œuvre de ces projets en partenariat avec les gouvernements locaux, régionaux et nationaux, les OSC et d'autres entités. L'objectif final serait de transférer ces projets à des partenaires. Pour ce faire, il est nécessaire de dresser un inventaire préliminaire des initiatives existantes de divers acteurs, y compris les gouvernements et les OSC. Dans les contextes post-humanitaires, où les communautés sont en train de se remettre des conséquences des conflits ou des catastrophes naturelles, les projets générateurs de revenus persisteront. Par conséquent, étant donné que la mise en œuvre de projets multithématiques (EVAW-WPS-AEF) restera une caractéristique déterminante des interventions d'ONU Femmes dans la région AOC, il est impératif que le personnel des bureaux régionaux et nationaux reconnaisse et adopte officiellement les projets multithématiques. approches. This entails active

<sup>94</sup>Le premier pilier se concentre sur l'optimisation des opportunités, des résultats et des dividendes de l'e-tech pour les femmes.

<sup>95</sup>Clemence Uwamutarambirwa a conçu l'application Smart Potato Greenhouse Technology, article de Pearl Amina Karung dans Afrique Renouveau, 28 avril 2023.

collaboration in the design and execution of relevant interventions.

c) Les bureaux régionaux et nationaux de l'AOC d'ONU Femmes pourraient abandonner progressivement les projets communautaires et se concentrer plutôt sur la politique et l'environnement favorable. Cela impliquerait de mener des recherches, d'analyser des données et de tirer des leçons stratégiques afin d'influencer les politiques macroéconomiques et fiscales, ce qui aurait un impact plus large.

d) Les bureaux régionaux et nationaux de l'AOC d'ONU Femmes pourraient combiner un

certain nombre des trois options ci-dessus, en tirant parti des forces de chacune d'entre elles pour maximiser l'impact et la durabilité.

En sélectionnant et en mettant en œuvre une ou plusieurs de ces voies et en continuant à renforcer les capacités du personnel en matière d'AEF au niveau national, ONU Femmes peut optimiser ses ressources et ses efforts pour atteindre ses objectifs dans la région AOC, tout en assurant une transition harmonieuse et efficace.

Unités responsables : Toutes les unités commerciales de la région AOC

## RECOMMANDATION 2.

Sur la base des résultats

1,4,5

Urgence



Complexité



### COHERENCE

**Le Bureau régional devrait élaborer une typologie explicite des pays en matière d'AEF de la région en fonction de leur profil et de différents paramètres tels que leur situation économique, le fait qu'ils aient été confrontés au terrorisme et à des soulèvements rebelles, et la prévalence des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.**

Parmi les autres facteurs à prendre en compte dans cette typologie de pays figurent le climat, les contextes géopolitiques et de gouvernance, et le fait qu'il s'agisse d'une destination pour la migration ou d'un pays d'origine pour la migration. En tenant compte de ces facteurs, le Bureau régional peut faciliter une programmation plus délibérée, personnalisée et intégrée<sup>96</sup> des AEF, en particulier dans les pays dont l'État est fragile, qui sont confrontés à des conflits et qui comptent un grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. L'architecture monétaire qui prévaut dans la région est l'un des paramètres les plus importants.

L'élaboration de politiques macroéconomiques tenant compte de la dimension de genre dans la région nécessite une stratégie d'engagement bien définie avec les organismes régionaux qui réglementent la politique monétaire.

En outre, les futurs documents stratégiques devraient refléter une collaboration plus délibérée entre les unités AEF et Violence à l'égard des femmes afin d'améliorer les efforts en cours pour l'autonomisation économique des survivantes de la violence à l'égard des femmes.

Unités responsables: Équipe AEF du bureau régional

<sup>96</sup>Programmation qui tire parti des synergies potentielles avec d'autres programmes en cours dans un domaine d'impact différent : Gouvernance,

femmes, paix et sécurité ; EVEF, etc.

**RECOMMANDATION 3****EFFICIENCE***Sur la base des résultats*

8, 9

Urgence



Complexité



Les bureaux régionaux et nationaux devraient progressivement s'efforcer d'améliorer les dispositions contractuelles pour leur personnel de l'AEF et de renforcer leurs capacités dans le domaine de la politique macroéconomique sensible au genre. Bien que la contribution de l'équipe régionale de l'AEF en termes de produits de connaissance soit unique et significative, elle pourrait améliorer son rôle en tant que centre de connaissances sur l'AEF et fournisseur de conseils politiques grâce aux pratiques de gestion des connaissances suivantes :

- collaborer avec des institutions universitaires pour produire des connaissances de haute qualité ;
- réaliser un inventaire interne des produits de la connaissance, y compris des rapports d'évaluation sur l'AEF ;
- collaborer avec d'autres agences des Nations unies fondées sur les connaissances afin d'améliorer l'expertise et les pratiques de partage des connaissances ;
- procéder à une évaluation des besoins en connaissances en interrogeant les utilisateurs internes et externes afin de combler les lacunes entre les connaissances disponibles et les besoins ;
- définir et mettre en œuvre des procédures normalisées de création, de stockage et de diffusion des connaissances ;
- développer les plateformes existantes et s'inspirer des bonnes pratiques déjà en place, telles que le café du genre, les huttes de la paix, les centres de ressources sur le genre, le centre de connaissances sur le genre, les "coins du genre" et les discussions "Brown Bag" ;
- adapter les produits de diffusion et réduire les barrières linguistiques et d'alphabétisation, par exemple en créant des vidéos plutôt que des documents imprimés et en utilisant un langage adapté au public ciblé ; et
- renforcer les capacités et l'action des organisations féminines de base pour la mise en œuvre du programme et ne pas compter uniquement sur les OSC pour la mise en œuvre.

Unités responsables : Équipe chargée de l'EEO au bureau régional, bureaux nationaux en dialogue avec les unités concernées au siège.

**RECOMMANDATION 4.****DURABILITÉ***Sur la base des résultats*

10,11

*Urgence**Complexité*

D'une manière générale, pour assurer la durabilité, il est essentiel de se concentrer sur le renforcement des capacités des organisations et des institutions locales, en particulier dans les zones rurales, en leur fournissant les compétences et les connaissances nécessaires pour soutenir et développer les programmes. Pour assurer la viabilité à long terme, le Bureau régional devrait évaluer les programmes tels que la budgétisation sensible au genre et les femmes dans le commerce transfrontalier qui ont connu un déclin, marqué par une diminution de leur portée et de leur financement malgré leur pertinence et leur nécessité constantes dans la région. Cet examen pourrait contribuer à générer des idées novatrices visant à relancer les initiatives de budgétisation sensible au genre dans le contexte actuel, potentiellement en tant qu'initiatives autonomes ou en tant que composantes intégrées d'interventions en cours dans plusieurs pays.

Un autre programme financé par l'UE qui a été interrompu est l'initiative « Les femmes dans le commerce transfrontalier ». Après un examen similaire de sa pertinence et de sa nécessité, l'initiative pourrait être relancée en tant que programme distinct ou intégrée en tant que sous-section dans les principaux programmes AEF existants. Par exemple, l'aspect politique de l'initiative Les femmes dans le commerce transfrontalier pourrait être intégré dans d'autres programmes politiques de l'AEF, tout comme d'autres composantes. Pour relancer l'élan dans la région AOC pour le programme de budgétisation et de planification sensibles au genre, le Conseiller régional pour l'AEF devrait plaider en faveur de l'établissement d'un partenariat plus étroit entre l'EEE et de la gouvernance au niveau du siège.

Cette collaboration pourrait permettre d'établir des synergies entre les nouveaux projets de politique économique et les résultats escomptés de la budgétisation sensible au genre, en particulier en termes de travail de plaidoyer et de renforcement des capacités. Une autre option, comme l'a noté le bureau de pays du Liberia, consiste à incorporer les résultats d'un projet abandonné dans le plan de travail d'un projet disposant de ressources financières disponibles

Unités responsables: Toutes les unités commerciales de la région AOC.

## RECOMMANDATION 5.

## L'ÉGALITÉ DES SEXES ET LES DROITS DE L'HOMME

Sur la base  
des résultats

12

Urgence



Complexité



Les bureaux régionaux et nationaux de l'AOC devraient aller au-delà de la non-discrimination en s'assurant que leurs propositions de politiques et de programmes d'autonomisation économique se réfèrent explicitement au handicap et aux groupes défavorisés afin de faciliter l'inclusion au stade de la mise en œuvre pour les plus pauvres et les plus marginalisés.

L'Entité devrait tirer parti de son pouvoir de rassemblement avec d'autres organisations des Nations Unies pour défendre conjointement les droits économiques des travailleurs domestiques en (a) révisant les interventions en cours sur le travail de soins non rémunéré ou en concevant de futurs programmes avec des dispositions qui prévoient les droits et le bien-être des travailleurs domestiques (non) rémunérés<sup>97</sup>; (b) en participant activement aux dialogues politiques aux niveaux régional et national et en collaborant avec les gouvernements, les associations d'employeurs et les organisations de défense des droits des travailleurs pour plaider en faveur de l'abolition de l'esclavage domestique et de la réglementation du travail domestique rémunéré par la modification du Code du travail et des cadres juridiques, la formulation et la mise en œuvre de politiques qui protègent et promeuvent les droits des travailleurs domestiques ; (c) en mettant en place des programmes de formation

pour les travailleurs domestiques et les organisations de défense des droits des travailleurs domestiques ; (c) en recueillant des données sur la population des travailleurs domestiques et des personnes réduites en esclavage domestique<sup>98</sup> et en ajoutant ce sujet à ses plans de recherche, de collecte de données et de partage des connaissances ; et (d) en s'associant en particulier avec l'Organisation internationale du travail pour soutenir les efforts des groupes de la société civile et des associations de travailleurs domestiques pour reconnaître l'importance d'une rémunération équitable, l'éradication de l'esclavage domestique et la nécessité de lutter contre l'exploitation et de protéger les droits et le bien-être des personnes réduites en esclavage domestique et des travailleurs domestiques.

Unités responsables: Toutes les unités commerciales de la région AOC

<sup>97</sup> Les travailleurs domestiques sont toutes les personnes qui effectuent des tâches ménagères (non) rémunérées pour gagner leur vie.

<sup>98</sup> Cette phrase permet de reconnaître que l'esclavage est une construction sociale. Il n'existe pas d'esclaves "naturels" en tant que tels

---

**Produit par le Service d'évaluation indépendante (IES) du Service indépendant d'évaluation et d'audit d'ONU Femmes (IEAS)**

Le service d'évaluation indépendante d'ONU Femmes partage les locaux du service d'audit interne au sein du service d'évaluation et d'audit indépendant. Le Service d'évaluation indépendante d'ONU Femmes a pour objectif principal de renforcer la responsabilité, d'éclairer la prise de décision et de contribuer à l'apprentissage des meilleurs moyens de parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes dans le cadre du mandat de l'organisation, y compris son travail normatif, opérationnel et de coordination. Le Service d'évaluation indépendant s'emploie également à renforcer les capacités d'évaluation sensible au genre au sein des entités des Nations unies, des gouvernements et des organisations de la société civile.

2023 ONU Femmes. Tous droits réservés.

*Disclaimer: The analysis and recommendations of this report are those of the Independent Evaluation and Audit Services (IEAS) and do not necessarily reflect the views of UN WOMEN. This is an independent publication by the UN WOMEN Independent Evaluation and Audit Services .*

ONU FEMMES EST L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES QUI SE CONSACRE À L'ÉGALITÉ DES GENRES ET À L'AUTONOMISATION DES FEMMES. CHAMPIONNE MONDIALE DES FEMMES ET DES FILLES, L'ONU FEMMES A ÉTÉ CRÉÉE POUR ACCÉLÉRER LES PROGRÈS EN VUE DE RÉPONDRE À LEURS BESOINS DANS LE MONDE ENTIER.

ONU Femmes soutient les États membres de l'ONU lorsqu'ils établissent des normes mondiales pour parvenir à l'égalité des genres, et travaille avec les gouvernements et la société civile pour élaborer les lois, les politiques, les programmes et les services nécessaires à la mise en œuvre de ces normes.

L'organisation soutient la participation égale des femmes à tous les aspects de la vie, en se concentrant sur cinq domaines prioritaires : accroître le leadership et la participation des femmes ; mettre fin à la violence contre les femmes ; impliquer les femmes dans tous les aspects des processus de paix et de sécurité ; renforcer l'autonomisation économique des femmes ; et faire de l'égalité des genres un élément central de la planification et de la budgétisation du développement national. ONU Femmes coordonne et promeut également le travail du système des Nations unies en faveur de l'égalité des genres.



220 East 42nd Street  
New York, New York 10017, USA  
Tel: 212-906-6400  
Fax: 212-906-6705

[www.unwomen.org](http://www.unwomen.org)  
[www.facebook.com/unwomen](https://www.facebook.com/unwomen)  
[www.twitter.com/un\\_women](https://www.twitter.com/un_women)  
[www.youtube.com/unwomen](https://www.youtube.com/unwomen)  
[www.flickr.com/unwomen](https://www.flickr.com/unwomen)